



**Rapport d'évaluation à mi-parcours du
Projet d'appui à la Gouvernance,
l'Insertion et la Formation agricole et
rurale dans la province de la Tshopo (GIFT)
- COD2100311**

RDC

ADE

Rapport final provisoire

Novembre 2024

Cette évaluation a été réalisée dans le cadre de la coopération entre la République Démocratique du Congo (RDC) et la Belgique.

Le rapport a été rédigé par des experts externes indépendants.

Les opinions exprimées dans ce document représentent les points de vue des auteurs et ne sont pas nécessairement partagées par Enabel, la Coopération belge ou les autorités Congolaises

Table des matières

1	Annexes	5
	Annexe 1 – Termes de référence.....	5
	Annexe 2 – Grille d'évaluation de la performance	6
	Annexe 3 – Rapport de démarrage finalisé	7
	Annexe 4 – Matrice d'évaluation.....	8
	Annexe 5 – Liste des documents et sources d'information consultés	9
	Annexe 6 – Liste des personnes consultées	10
	Annexe 7 - Agenda final de la mission	11
	Annexe 8 – Présentation synthétique utilisée pour le débriefing	12
	Annexe 9 – Recommandations du diagnostic genre	13



1 Annexes

Annexe 1 – Termes de référence



Termes de référence

Évaluation du projet d'appui à la
Gouvernance, l'Insertion et la Formation
agricole et rurale

République Démocratique du Congo

COD 2100311

19.07.2024

Table des matières

1	ACRONYMES	4
	MANDAT	6
	DESCRIPTION DU PROJET/PROGRAMME	6
3.1	FICHE PROJET	6
1.1	(AUTO-)ÉVALUATION ANTÉRIEURES DU PROJET	8
2	CONTEXTE ET FINALITÉ	8
2.1	CONTEXTE DE L'ÉVALUATION	8
2.2	FINALITÉ	8
2.3	UTILISATEURS ET UTILISATION	9
2.4	OBJECTIFS	10
2.5	RÉSULTATS ATTENDUS	11
2.6	CHAMP D'ÉVALUATION	12
2.6.1	<i>Sujet de l'évaluation</i>	12
2.6.2	<i>Période et couverture géographique</i>	13
2.6.3	<i>Domaine d'évaluation</i>	13
2.7	CRITÈRES D'ÉVALUATION	14
2.8	QUESTIONS D'ÉVALUATION	14
2.8.1	<i>Questions d'évaluation liées à l'objectif 1</i>	14
2.8.2	<i>Questions d'évaluation liées à l'objectif 2</i>	15
2.8.3	<i>Questions d'évaluation liées aux effets non intentionnels</i>	15
	<i>QE12 : Quels sont les effets non intentionnels qui peuvent être observés jusqu'à 'à présent dans toutes les composantes d'intervention mises en oeuvre ?</i>	15
2.8.4	<i>Questions d'évaluation liées aux thèmes transversaux</i>	15
2.9	MÉTHODOLOGIE D'ÉVALUATION	15
2.9.1	<i>Approche de l'évaluation et méthodes de collecte de données</i>	15
2.9.2	<i>Phases du processus d'évaluation et retour d'information intermédiaire</i>	16
2.9.3	<i>Personnes et documents ressources</i>	16
3	LIVRABLES	17
3.1	STRUCTURE ET FORMAT DES LIVRABLES	18
3.2	PRIX ET RÉGIME FISCAL	18
3.3	TIMING	18
4	GESTION ET PILOTAGE DE L'ÉVALUATION	20
4.1	RÔLES ET RESPONSABILITÉS	20
4.1.1	<i>Gestionnaire d'évaluation</i>	20
4.1.2	<i>Groupe de référence</i>	20
4.1.3	<i>Équipe d'évaluation</i>	21
4.2	GESTION DU CONTRÔLE DE LA QUALITÉ	22
4.2.1	<i>Le soumissionnaire - Première ligne de contrôle de la qualité</i>	22
4.2.2	<i>Service d'évaluation interne d'Enabel - Deuxième ligne de contrôle de la qualité</i>	22
4.2.3	<i>Le groupe de référence</i>	22
5	ANNEXES	24
5.1	GRILLE D'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE	24

5.1.1	<i>Grille d'évaluation</i>	24
5.2	PERSONNES RESSOURCES	26
5.3	DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE	26
5.4	COMPOSITION DU GROUPE DE RÉFÉRENCE.....	26

1 Acronymes

AFD	Agence Française de Développement
CAD	Comité d'aide au développement de l'OCDE
CIFOR	Centre international de recherche forestière
CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
COM4DEV	ONG - Communication pour le Développement
COFIL	Comité de Pilotage
COTEC	Comité Technique
CPM	Country Program Manager
DTF	Document Technique et Financier de projet
EU	Union Européenne
EUR	Euro
FAR	Formation Agricole et Rurale
FC	Francs Congolais
FEC	Fédération des Entreprises du Congo
FEE	Secteur Formation Emploi Entrepreneuriat
FORETS	Projet de FOrmation, Recherche, Environnement dans la TShopo
GIFT	Projet d'appui à la gouvernance, l'insertion et la formation agricole et rurale
GIZ/ ABF	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit/ AgriBusiness Facility
IFA	Institut Facultaire des Sciences Agronomiques de Yangambi
INERA	Institut National pour l'Etude et la Recherche Agronomique
INPP	Institut National de Préparation Professionnelle
IM	Intervention Manager
IRAM	Institut de Recherche et d'Applications des Méthodes de développement
ITA	Institut Technique Agricole
IECD	ONG - Institut Européen de Coopération et de Développement
MEPST/ EPST	Ministère de l'Enseignement Primaire Secondaire et Technique
MGFE	Ministère du Genre, Famille et Enfant
M&E	Monitoring et évaluation
MINESU	Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire
MSI	Marie Stopes International
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectifs de Développement Durable
OM	Operations Manager
OG	Objectif Général (Impact)

OS	Objectif Spécifique (Outcome)
PEE	Programme d'expertise et études, Enabel
PLVS	Programme de Lutte contre les Violences Sexuelles
PPDI	Projet Professionnelle D'Insertion
PROVED	PROvince EDucationnelle
PNG	Politique nationale genre
PNIA	Plan National d'Investissement Agricole
PNSD	Programme National Stratégique de Développement
RDC	République Démocratique du Congo
RIFAR	Réseau international de la Formation agricole et rurale
RR	Représentant Résident
SAAD	Sécurité Alimentaire et Agriculture Durable – Intervention Enabel
SSPS	Santé Sociale et Protection en Sante – Intervention Enabel
TERO	Tero est un bureau d'étude constitué en société coopérative d'intérêt collectif (SCIC)
TDR	Termes de référence
USD	Dollar américain
VBG	Violence basée sur le Genre
WAVE	West African Virus Epidemiology

Mandat

Ce document constitue les Termes de référence (TdR) pour procéder à l'évaluation de l'intervention spécifiée dans la section 2. Les TdR font partie du cahier des charges de l'accord-cadre BXL11942.

3.1 Fiche projet

Titre	Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation Agricole et Rurale dans la Tshopo (GIFT)
Code du projet	COD2100311
Zone d'intervention	RDC – Province de la Tshopo
Secteur(s) prioritaires(s)	Education technique Agricole et rurale
Global Challenge(s)	Changements climatiques/ Inégalités sociales et économiques
Pays partenaire(s)	République Démocratique du Congo
Institution(s) partenaire(s)	Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique (MINEPST) Ministère de l'Enseignement Supérieure et Universitaire (MINESU)
Budget total	10.000.000 euros
Date de début et de fin de la convention spécifique	25 Mars 2022 31 Mars 2028
Date de début et date de fin attendue de mise en œuvre	01 Octobre 2022 31 Mars 2026
Impact	Contribuer au développement socioéconomique inclusif et durable de la RDC en valorisant le capital humain
Outcome	Contribuer, dans la province de la Tshopo, au renforcement des dispositifs de formation agricole et rurale aux niveaux technique et universitaire, en intégrant une approche transversale de réduction des inégalités filles-garçons et femmes-hommes ainsi que de promotion des pratiques agricoles durables dans l'ensemble des dimensions du projet.
Outputs	1 – Le pilotage, la gestion et la gouvernance du secteur de la FAR et des instituts accompagnés sont améliorés dans une perspective sensible au genre 2 – Les apprenants accèdent à une formation de qualité dans un cadre favorisant l'apprentissage et un accès égalitaire

	<p>3 – Les apprenant.e.s sont accompagnés à l’insertion professionnelle ou à la poursuite d’études en tenant compte des besoins spécifiques des filles/femmes</p> <p>4 – Les instituts intègrent les besoins du territoire et développent une offre de services en lien avec les problématiques agricoles durables et inclusives</p>
Période couverte par l’évaluation	Octobre 2022 – Août 2024

1.1 (Auto-)évaluation antérieures du projet

Piliers	Pertinence	Cohérence	Effizienz	Efficacité	Durabilité	Impact
2022	A	B	B	C	N/A
2023	A	...	B	A	B	N/A

2 Contexte et finalité

2.1 Contexte de l'évaluation

La convention de financement du projet, au point 6.13, prévoit une évaluation à mi-parcours visant l'avancement du projet par rapport à l'atteinte des objectifs général et spécifiques, ainsi qu'une appréciation de la réponse fournie par l'action, si encore d'actualité par rapport aux besoins des bénéficiaires et aux priorités soulignés par le pays dans le secteur d'intervention (pertinence) et la mise en œuvre (efficience).

D'autre part l'évaluation à mi-parcours devra également fournir une appréciation de l'état de réalisation des résultats (efficacité), du niveau de prise en compte de la dimension genre et de la protection et promotion des ressources environnementaux dans la région ciblée.

L'équipe d'Enabel ainsi que le bailleur prévoient d'utiliser les résultats de cette évaluation pour réorienter la mise en œuvre si nécessaire, en s'appuyant notamment sur les recommandations issues de l'évaluation qui devra fournir des orientations significatives afin d'améliorer l'efficacité et les effets envisagés du projet.

Dans la mesure du possible, l'analyse doit aussi permettre de détecter les premiers effets visibles de l'intervention et les leviers mobilisables pour en soutenir la durabilité, au-delà de la durée de l'intervention.

L'exécution du projet GIFT en est à la fin de sa deuxième année de mise en œuvre, pour une durée totale d'intervention de 48 mois. La mise en œuvre du projet a effectivement démarré en Octobre 2022 et des retards sont enregistrés notamment par rapport au déploiement des mécanismes de subsides.

2.2 Finalité

Conformément à la politique d'évaluation d'Enabel, l'évaluation des projets soutient la **redevabilité** vis-à-vis des pays partenaires, des donateurs et autres parties prenantes. Les recommandations et les enseignements stratégiques tirés des évaluations de projets alimentent également les processus décisionnels d'Enabel et de ses parties prenantes. Dans le cas où le projet est prolongé ou connaît une phase additionnelle, les leçons apprises sont utilisées dans le cycle de programmation suivant. L'évaluation doit alors viser la finalité **d'apprentissage stratégique** qui couvrira un aspect prioritaire au sein de l'analyse.

L'évaluation à mi-parcours permettra d'effectuer une analyse approfondie de la mise en oeuvre de l'intervention pour la période allant de son démarrage effectif jusqu'au moment de réalisation de la mission d'évaluation. L'analyse servira à élaborer des recommandations consistantes visant à surmonter les obstacles rencontrés durant la mise en oeuvre, identifier les goulots d'étranglement qui ont engendré des retards et limité l'avancement et la livraison des produits / résultats prévus.

Cela permettra à Enabel, en tant que partenaire d'implémentation, (i) de renforcer la redevabilité de ses actions vis-à-vis du bailleur (AFD), et (ii) de fournir des orientations efficaces pour améliorer le pilotage de la mise en oeuvre des activités prévues dans le plan de travail validé par les parties prenantes pour la 3^{ème} et 4^{ème} année d'exécution.

L'évaluation constitue aussi :

- une opportunité de réflexion interne au sein de l'équipe de mise en oeuvre, axée sur l'analyse notamment de l'efficacité et de l'efficacé de l'intervention.
- une opportunité pour disposer d'un aperçu de la performance de l'intervention selon les critères d'évaluation OECD - en particulier les éléments de durabilité sous l'optique de l'appropriation par les partenaires en continuité de l'intervention.

2.3 Utilisateurs et utilisation

Les **utilisateurs principaux** sont ceux qui sont les premiers concernés par les résultats de l'évaluation ; certains d'entre eux sont **susceptibles de prendre des décisions** directement liées aux résultats de l'évaluation ; d'autres sont **concernés par les implications** des conclusions, des recommandations et des actions qui en résulteront. Les **utilisateurs secondaires** sont ceux qui **veulent connaître les résultats**, qui sont intéressés par l'évaluation, **mais qui ne sont pas directement concernés** par les résultats de l'évaluation.

- **Principaux utilisateurs 1** : Les membres du Comité de pilotage du projet (COFIL), du Comité technique du projet (COTEC), et les partenaires institutionnels, tels que les ministères de l'Enseignement supérieur et universitaire (ESU) et de l'Enseignement Primaire et Secondaire et Technique (EPST). Au titre de leur implication dans la gouvernance du pilotage du projet, ces utilisateurs sont intéressés par les constats objectifs et recommandations émises pour éclairer leurs prises de décision, constater la pertinence de leur propre gouvernance et orienter de nouvelles initiatives.
- **Principaux utilisateurs 2** : Enabel, en particulier l'équipe de l'intervention qui assure la mise en oeuvre, la Coordination Provinciale de la Tshopo qui la supervise, ainsi que les experts thématiques et sectoriels basés en Belgique qui ont formulé l'action et en appuient l'orientation stratégique sur la base d'une théorie de changement définie en octobre 2022. Les équipes sont intéressées par les évidences collectées sur les facteurs de succès et d'échec relevés jusqu'à présent par le projet tel que conçu et implémenté (qui comprend la théorie du changement, le cadre de résultats, les approches d'intervention préconisées, les ressources allouées, ...) et par les recommandations qui se dégagent de l'analyse externe évaluative, dans le but d'améliorer la performance, l'efficacité et la qualité de l'action.
- **Principaux utilisateurs 3** : L'Agence française de développement (AFD), notamment l'équipe en charge des projets emploi-éducation-formation qui assure le suivi de la mise en oeuvre des

projets financés en RDC¹. L'AFD est intéressée par les résultats de l'analyse pour objectiver son appréciation de la performance du projet et de sa mise en œuvre et en tirer un apprentissage stratégique de ses modalités de collaboration avec Enabel. Enfin, l'AFD est intéressée par les recommandations stratégiques et opérationnelles qui seront élaborées pour surmonter les obstacles rencontrés, ainsi que par la capitalisation des actions mises en œuvre au niveau du secteur et du pays d'interventions.

- La Représentation d'Enabel en RDC, qui a la charge de la coordination de la relation avec le bailleur et de la capitalisation des expériences sectorielles, est également intéressée par les résultats de la revue pour renforcer son positionnement dans le secteur d'intervention, développer son expertise acquise dans les pays fragiles, et alimenter le dialogue avec les partenaires en RDC.

- **Utilisateurs secondaires**

Le Centre international pour les recherches forestières (CIFOR) sous financement de l'Union Européenne (UE), L'Institut National pour l'Etude et la Recherche Agronomique (INERA) financé entre autre par l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO), l'Institut facultaire des Sciences Agronomiques de Yangambi (IFA Yangambi), l'Ecole Régionale Post-Universitaire d'Aménagement et de Gestion Intégrée des Forêts et Territoires Tropicaux (ERAIFT), finalement l'équipe du projet Formation-Emploi-Entrepreneuriat (FEE) et équipe du projet Sécurité alimentaire et agriculture durable (SAAD) partenaires et intervenants dans les mêmes zones que le GIFT, sont intéressés par les recommandations de la revue notamment celles s'adressant à la composante de renforcement de capacités.

2.4 Objectifs

En lien avec la finalité poursuivie, nous proposons deux objectifs spécifiques pour cette évaluation.

Objectif 1 : Appréciation de la situation actuelle de l'intervention en termes d'efficacité (niveau d'atteinte des résultats par rapport aux objectifs poursuivis) et d'efficience (moyens consacrés à l'atteinte des résultats). L'évaluation devra apprécier l'implication des partenaires de bénéficiaires, ainsi que les forces et limites de l'intervention au niveau institutionnel. L'évaluation devra apprécier la qualité du pilotage du projet et confirmer les orientations prises jusqu'à présent. Si cela s'avère pertinent, les recommandations issues de l'évaluation pourront proposer une révision des valeurs cibles pour les indicateurs de résultats dans les délais impartis au projet.

- L'évaluation devra analyser l'approche adoptée par le projet dans une perspective territoriale, systémique et multi dimensionnelle ; elle devra examiner la cohérence des mécanismes d'intervention déployés par Enabel sur le terrain, et apprécier les interactions avec l'ensemble des intervenants.

¹ Le suivi est assuré autant au niveau géographique qu'au niveau thématique.

- La revue servira à identifier les contraintes majeures rencontrées et leviers mobilisables dans l'atteinte des résultats.

La revue devra dégager des éléments d'apprentissage par rapport aux points faibles et aux points forts observés / constatés dans le cadre de la mise en oeuvre du projet et émettre des recommandations incluant éventuellement des ajustements des approches utilisées.

Objectif 2 : Appréciation (i) de la cohérence interne à Enabel (approche intégrée bilatéral FEE et Agri ; synergies externe avec d'autres projets qui interviennent dans le même secteur en RDC) ; (ii) du potentiel de continuité des bénéficiaires (appropriation des outils/acquis) et des résultats achevés et élaboration d'orientations stratégiques pour la durabilité des actions entreprises dans le secteur concerné :

- La revue vise à analyser et apprécier si l'approche systémique adoptée par Enabel pour le développement des interventions dans le secteur et la région cible est adéquate par rapport à l'atteinte des résultats, et si cela donne des avantages comparatifs pour renforcer la durabilité.
- La revue vise à apprécier le niveau d'appropriation des outils, instruments et, en général, des actions engagées, des partenariats institutionnels aux niveaux national et local, afin d'analyser le potentiel de durabilité des actions mises en oeuvre par l'intervention.

2.5 Résultats attendus

Les constats doivent mettre en évidence, de manière équilibrée, les forces et les faiblesses de la conception et de la mise en oeuvre de l'intervention, qui ont eu un effet sur la performance et les progrès vers les résultats et qui requièrent l'attention de l'équipe Enabel et des partenaires. En conséquence, l'évaluation devrait fournir des recommandations réalistes et fondées sur des données probantes (evidence based), utiles à la prise de décision stratégique, tactique et opérationnelle, dans l'objectif unique d'améliorer la performance et la qualité de l'action.

L'évaluation doit également tirer des enseignements prenant en compte les obstacles et/ou goulots d'étranglement qui ont entravé l'avancement de la mise en oeuvre vers la livraison de produits et l'atteinte des résultats ainsi que les marges d'amélioration.

Parmi les résultats attendus par l'évaluation :

- Une connaissance approfondie et des enseignements tirés des blocages opérationnels rencontrés
- L'élaboration de recommandations pratiques et opérationnalisables pour surmonter les blocages rencontrés ;
- Une révision des indicateurs et éventuellement des valeurs cibles si nécessaire ;
- Des recommandations pratiques et réalistes pour renforcer l'implication des acteurs politiques dans l'appropriation des actions, pour l'orientation stratégique et la mise à l'échelle des points forts.
- Une appréciation approfondie des approches utilisées et des dynamiques partenariales mobilisées dans le secteur de l'enseignement technique dans le contexte socioéconomique – rural d'intervention

2.6 Champ d'évaluation

2.6.1 Sujet de l'évaluation

Le projet d'appui à la Gouvernance, à l'Insertion et à la Formation agricole et rurale dans la Province de la Tshopo - GIFT vise l'adaptation des dispositifs de formation et d'insertion, une meilleure contribution du secteur agricole aux transitions écologiques et climatiques, et, de manière transversale, la réduction durable des inégalités femmes-hommes, à travers une amélioration de l'accès des femmes et des filles à la formation agricole et rurale et leur maintien dans les dispositifs de formation.

Le projet vient renforcer et compléter les autres interventions de l'AFD en RDC dans les domaines de la formation professionnelle, de l'agriculture, de l'environnement et du développement rural. Il vient également renforcer la suite du programme d'appui à l'enseignement technique et à la formation professionnelle dans la Tshopo (EDUT) – de l'ancien programme de coopération bilatérale belge 2015-2022 ; en développant les formations et l'insertion professionnelle dans le secteur agricole et rural.

Par ailleurs, le volet emploi-éducation-formation est considéré comme prioritaire dans le portefeuille de l'AFD. En effet, la signature d'une convention spécifique avec Enabel pour la mise en œuvre du projet est une nouvelle approche adoptée par l'AFD en RDC.

Le projet GIFT couvre plusieurs aspects depuis la formation jusqu'à l'insertion dans le contexte politique et institutionnel difficile de la RDC. En général, le projet GIFT envisage de contribuer notamment à l'atteinte de l'Objectif de développement durable (ODD) 8 qui vise à promouvoir « des activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation » et « stimuler la croissance des microentreprises et des petites et moyennes entreprises », de l'ODD5 qui vise à « réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles », ainsi que de l'ODD4 et sa cible 4.7 « d'ici à 2030, faire en sorte que tous les élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l'éducation en faveur du développement et de modes de vie durables, des droits de l'homme, de l'égalité des sexes, de la promotion d'une culture de paix et de non-violence, de la citoyenneté mondiale et de l'appréciation de la diversité culturelle et de la contribution de la culture au développement durable », et de l'ODD12 afin de faire en sorte que toutes les personnes, partout dans le monde, aient les informations et connaissances nécessaires au développement durable et à un style de vie en harmonie avec la nature».

En particulier, l'objectif du projet est de contribuer au développement socioéconomique inclusif et durable dans la province de la Tshopo via la valorisation et le renforcement du capital humain. Alors que son objectif spécifique vise à renforcer les dispositifs de formation agricole et rurale aux niveaux technique et universitaire, en intégrant une approche transversale de réduction des inégalités filles-garçons et femmes-hommes et de promotion des connaissances et savoirs sur les pratiques agricoles durables ⁽²⁾.

Les réalisations attendues peuvent s'exprimer sous la forme de quatre grands résultats :

² Au sens de la définition établie par la FAO : L'agriculture est durable lorsqu'elle satisfait les besoins des générations actuelles et futures tout en étant rentable, en préservant la santé de l'environnement et en garantissant l'équité sociale et économique. L'alimentation et l'agriculture durables contribuent aux quatre piliers de la sécurité alimentaire – disponibilité, accès, utilisation et stabilité – et recouvrent les trois dimensions de la durabilité (environnementale, sociale et économique).

R1 : Le pilotage, la gestion et la gouvernance du secteur de la FAR et des instituts accompagnés sont améliorés dans une perspective sensible au genre ;

R2 : Les apprenant.e.s accèdent à une formation de qualité dans un cadre favorisant l'apprentissage et un accès égalitaire ;

R3 : Les apprenant.e.s sont accompagné.e.s à l'insertion professionnelle ou à la poursuite d'études en tenant compte des besoins spécifiques des filles et des femmes ;

R4 : Les instituts intègrent les besoins du territoire et développent une offre de services en lien avec les problématiques agricoles durables et inclusives.

Stratégie de mise en œuvre

En accord avec les ministères de tutelle (MINEPST et MINESU) des instituts bénéficiaires, Enabel assure la maîtrise d'ouvrage du projet et est signataire de la convention de financement avec l'AFD. Enabel a établi des *Lettres d'entente* avec les structures institutionnelles techniques pertinentes. L'exécution du projet repose sur une équipe mise en place par Enabel, mobilisant pour partie le personnel d'Enabel d'ores et déjà basé à Kisangani et à Kinshasa et avec des appuis du siège d'Enabel et de sa Représentation en RDC. Une assistance technique complémentaire est mobilisée en fonction des besoins, faisant appel à de l'expertise externe, à travers les instruments contractuels disponibles au sein de Enabel (Convention de subsides, contrats de marchés publics, accords opérationnels, ...). Les infrastructures réalisées et équipements acquis dans le cadre du projet seront rétrocédés aux bénéficiaires finaux, après réception définitive et mise en fonctionnement. La gouvernance est assurée par un Comité de pilotage semestriel et un Comité de coordination technique provincial.

2.6.2 Période et couverture géographique

L'évaluation couvre la période du Mars 2022 à Août 2024.

La couverture géographique concerne l'ensemble des zones d'intervention ciblées par le projet qui s'étalent sur 3 sites :

- Ville de Kisangani – chef-lieu de la Province de la Tshopo : auprès de 3 instituts et leur environnement d'implantation (ITA Simisimi – Commune de Makiso, ITA Maendeleo – Commune de Kabondo, IFA Yangambi campus de Kisangani – Commune de Makiso)
- Secteur de Yanonge dans le territoire d'Isangi (1 heure de trajet en bateau : auprès de l'ITA Yanonge et son environnement)
- Secteur de Yangambi dans le territoire d'Isangi (2 heures de trajet bateau : auprès de 2 instituts et leur environnement (ITA Lusambila/Yangambi, IFA Yangambi campus de Yangambi).

2.6.3 Domaine d'évaluation

L'ensemble de l'intervention est évalué pour toute la période de mise en œuvre allant du mois de mars 2022 (date officielle de démarrage) au mois d'août 2024. L'équipe d'évaluation tiendra compte de la période d'exécution de l'année 1 et de l'année 2 comme reporté dans les plans de travail validés par le COPIL. L'évaluation inclut l'élaboration d'un bilan à mi-parcours du projet, permettant d'apprécier le niveau d'implication institutionnelle des partenaires locaux, ses forces et limites ainsi que le niveau d'appropriation des outils et initiatives proposées.

En lien avec le premier objectif spécifique, l'équipe d'évaluation devra (i) fournir une analyse approfondie de l'efficience / efficacité et des effets attendus, et (ii) élaborer des recommandations opérationnelles consistantes dans une perspective de potentialité de réussite (« comment »).

L'équipe d'évaluation devra également produire une analyse et des recommandations réalistes relatives à la cohérence de l'intervention et à son potentiel de durabilité, en lien avec une analyse du degré d'appropriation de l'intervention par les partenaires et du niveau d'intégration des aspects transversaux.

2.7 Critères d'évaluation

Conformément aux dernières définitions du CAD de l'OCDE, les critères d'évaluation utilisés par Enabel sont la cohérence, la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité et l'impact.

Les six critères d'évaluation du CAD de l'OCDE sont pris en compte pour évaluer la performance globale des projets et des programmes de coopération. Enabel fait le choix d'appliquer les critères d'évaluations de manière consciente, afin de favoriser l'harmonisation de la qualité des produits d'évaluation et de garantir l'utilité et la qualité de chaque évaluation.

Dans le cadre de cette évaluation, l'utilisation des critères tiendra compte des deux objectifs de l'évaluation, l'accent sera mis notamment sur l'analyse de la pertinence, l'efficience et l'efficacité, alors que les autres critères d'évaluation OECD - en particulier la durabilité observée sous l'optique de l'appropriation des partenaires et l'impact observé sous l'optique des potentialités de réussite - seront également évalués mais de manière plus générique.

2.8 Questions d'évaluation

2.8.1 Questions d'évaluation liées à l'objectif 1

- QE 1 (pertinence) La démarche globale d'appui à l'insertion des acteurs cibles, incluant la mise en place et l'accompagnement d'unités de formation-emploi, est-elle pertinente et adaptée au marché de l'emploi de la région d'intervention dans le secteur agricole et rural ?
- QE2 (pertinence/efficacité) Dans quelle mesure l'approche systémique proposée par Enabel dans le secteur de l'enseignement agricole dans la région s'avère-t-elle appropriée et efficace pour l'atteinte des résultats du projet et la réalisation des effets espérés par rapport à la communauté et aux secteurs ciblés ?
- QE 3 (efficience) L'engagement et l'implication des partenaires au niveau local, provincial et national a-t-il été adéquat et suffisant pour faciliter les processus décisionnels et le pilotage de la mise en œuvre des actions ?
- QE 4 (pertinence/efficience) Dans quelle mesure la conception des dispositifs de financements proposés par Enabel a-t-elle tenu compte des capacités des bénéficiaires en gestion et suivi ? Et dans quelle mesure les difficultés de gestion de ces dispositifs ont-ils constitué un obstacle majeur pour l'ensemble de l'implémentation de l'intervention ?
- QE 5 (efficience) Dans quelle mesure le système de suivi et d'évaluation mis en place est-il adapté et performant pour mettre à disposition des données utiles au suivi de l'état d'avancement du projet envers les résultats visés ? Les indicateurs de SE de l'intervention sont-ils SMART ? Le set d'indicateurs utilisé est-il suffisamment compact ?

- QE 6 (efficacité) A partir des progrès constatés, quel est l'état d'avancement par rapport à l'atteinte des résultats ?
- QE 7 (efficacité/effet) : Dans quelle mesure la stratégie du renforcement des capacités proposée dans le secteur agricole présente-t-elle un potentiel intéressant de réussite pour les acteurs cibles en termes d'insertion dans le marché du travail ? Quels en sont les effets les plus notables reportés / observés ?
- QE 8 : Quelle est la valeur ajoutée de l'intervention pour le développement de la province ?

2.8.2 Questions d'évaluation liées à l'objectif 2

- QE 9 (apprentissage/durabilité): Parmi les expériences menées jusqu'à présent par l'interventions, quelles sont celles qui peuvent être capitalisées pour orienter des futures stratégies d'intervention ?
- QE 10: (pertinence / durabilité) Dans quelle mesure les services soutenus par le projet contribuent-ils à répondre aux problèmes du secteur agricole et besoins de la population ? Quel est le degré d'appropriation par les partenaires nationaux des services dont le développement a été soutenu par le projet ?
- QE 12 (efficacité/durabilité) : Quelle est la valeur ajoutée de l'approche proposée en termes de trajectoire de durabilité ? Quelle est la probabilité de continuité des bénéfices produits et des résultats obtenus jusqu'à présent à l'issue de la mise en œuvre ?
- QE 13 (Pertinence/durabilité) : Le projet dispose-t-il d'une stratégie de sortie développée de manière conjointe avec les autorités locales ? Quel est le degré d'implication des parties prenantes, incluant le secteur privé dans la définition de ladite stratégie et/ou dans les activités de projet ?

Les questions d'évaluation peuvent être ajustées ou complétées au cours de la phase de démarrage, sur la base des discussions initiales et d'une proposition motivée des évaluateurs.

2.8.3 Questions d'évaluation liées aux effets non intentionnels

- 2.8.4 QE14 : Quels sont les effets non intentionnels qui peuvent être observés jusqu'à présent dans toutes les composantes d'intervention mises en œuvre ?

2.8.5 Questions d'évaluation liées aux thèmes transversaux

QE 14 : Est-ce que le projet a prévu une stratégie et une approche inclusives adéquates à réaliser des progrès dans la promotion de l'accès équilibré pour femmes et hommes aux opportunités formatives, aux ressources mises à disposition et donc aux bénéficiaires envisagés tenant compte du contexte d'intervention?

QE 15: Dans quelle mesure l'analyse et le plan préétabli de prévention et protection de l'environnement ont-ils été élaborés et appropriés d'une façon adéquate par rapport au contexte et au secteur d'intervention ? Des risques d'effets négatifs sur l'environnement ont-ils été identifiés et pris en compte ?

2.9 Méthodologie d'évaluation

2.9.1 Approche de l'évaluation et méthodes de collecte de données

Comme indiqué dans les spécifications de l'accord-cadre, le soumissionnaire présentera un rapport initial incluant le descriptif de la méthodologie qui sera utilisée par l'équipe d'évaluation pour répondre aux attentes formulées dans ces termes de référence. Le rapport initial devra proposer une méthodologie basée sur les objectifs, les questions d'évaluation, les moyens disponibles, le contexte et les éléments d'évaluabilité et un calendrier.

En particulier, la méthodologie proposée devra permettre d'analyser la situation actuelle du projet par rapport à l'atteinte des résultats et en conséquence l'avancement envers ses objectifs. Également la méthodologie doit prévoir des méthodes et techniques d'analyse permettant par la suite de dégager des orientations visant à améliorer la mise en œuvre actuelle ainsi que d'éventuelle future intervention dans le même secteur.

La méthodologie prévoit l'utilisation d'une approche d'analyse qualitative, réalisée au moyen de méthodes permettant la collecte de données significatives, d'informations probantes visant à explorer davantage les aspects d'efficacité, d'efficience, d'impact potentiel et de viabilité. Le consultant.e privilégiera l'adoption de techniques tels que les entretiens semi-structurés et de groupes de discussion. Les techniques d'évaluation seront complétées par l'observation développée au cours de la visite sur le terrain, les informations et les données fournies par l'équipe de projet.

Compte tenu de la finalité de l'évaluation étant une revue à mi-parcours et considérant aussi l'accès difficile à certaines zones d'interventions, la méthodologie envisagée devra être adaptée, incluant une proposition pour la taille de l'échantillon conséquente.

2.9.2 Phases du processus d'évaluation et retour d'information intermédiaire

Le soumissionnaire proposera un processus construit sur des étapes clairement définies afin de démontrer de bonnes compétences organisationnelles et de permettre des interactions avec le groupe de référence ainsi que de gérer les risques. Un retour d'information intermédiaire régulier sera utilisé pour soutenir et informer les processus en cours.

Enabel encourage l'utilisation d'approches participatives pour garantir l'inclusion et l'appropriation de toutes les parties prenantes, y compris les partenaires externes qui font partie intégrante du groupe de référence.

2.9.3 Personnes et documents ressources

Une liste de personnes ressources figure à l'annexe 2. Cette liste doit être considérée comme indicative. Le choix final des personnes à rencontrer relève de l'entière responsabilité de l'équipe d'évaluation en fonction des besoins de l'évaluation.

Le soumissionnaire a accès à la plateforme de partage et d'archivage de documents d'Enabel "Pitweb" où sont disponibles les rapports de résultats annuels, les conventions spécifiques, les rapports d'évaluation... relatifs au projet à évaluer. Le cas échéant, la gestionnaire d'évaluation donnera au soumissionnaire l'accès à des documents supplémentaires et/ou externes pertinents pour cette évaluation via un lien de partage. Une liste indicative est fournie à l'annexe 3.

3 Livrables

Tous les livrables seront rédigés en français

Phases	Résultats attendus	Langue	Objectif/contenu principal
Inception /Démarrage	Rapport de démarrage Certificat de disponibilité	français/	Comme indiqué dans les spécifications de l'accord-cadre, le soumissionnaire présentera un rapport initial qui devrait fournir : <ul style="list-style-type: none"> - une méthodologie complète comprenant : une matrice d'évaluation ; une description des phases d'évaluation, de l'approche d'évaluation et d'échantillonnage et des méthodes de collecte de données utilisées dans chaque phase et, si nécessaire, des questions d'évaluation spécifiques adaptées ; - un calendrier pour l'ensemble du processus d'évaluation ; - la description des rôles et des responsabilités au sein de l'équipe ; - les difficultés et les limites opérationnelles que l'évaluation pourrait rencontrer.
Présentation des résultats intermédiaires à la fin des visites de terrain	Présentation Powerpoint (ou autre support dynamique)	français/	Une restitution est organisée avant la fin de la mission sur le terrain, au cours de laquelle les résultats préliminaires sont présentés à l'équipe de projet et au reste du groupe de référence (le plus souvent dans un format hybride). Au cours de cette session, l'équipe d'évaluation est censée communiquer les résultats préliminaires ; suivre l'avancement du processus d'évaluation et résoudre les éventuels problèmes de portée et de contenu et atténuer les risques d'exécution.
Rapport provisoire	Projet de rapport complet	français/	Un premier projet de rapport d'évaluation est partagé par l'équipe d'évaluation. Ce rapport doit fournir une évaluation claire de la performance du projet/programme et présenter des recommandations ainsi que les enseignements tirés. Le rapport doit répondre à toutes les exigences spécifiques et aux questions d'évaluation formulées dans les TdR. Le projet de rapport doit transmettre les résultats de l'évaluation d'une manière qui corresponde aux besoins d'information des utilisateurs prévus. Un rapport d'évaluation qui (i) est succinct, (ii) stimule l'intérêt des utilisateurs et (iii) répond à leurs besoins, accroît la valeur ajoutée des rapports d'évaluation.
Restitution	Présentation Powerpoint (ou autre support dynamique)	français/	Un débriefing est organisé par vidéoconférence, généralement après l'envoi des commentaires sur le projet de rapport (mais pas nécessairement). Y participent au moins l'Intervention Officer/Country Program Manager, le responsable du back-office et les principales parties prenantes d'Enabel. La restitution doit fournir une vue d'ensemble visuellement attrayante des principaux résultats. L'objectif du débriefing est (i) de présenter et de discuter les points saillants du rapport d'évaluation, (ii) de discuter de toute question ou clarification restante, (iii) discuter de l'utilité des conclusions et des enseignements tirés, ainsi que de la faisabilité des recommandations
Rapport final Diffusion & Débriefing	Rapport final complet avec un visuels attrayants Grille d'évaluation de la performance Template 'Recommandations & positionnement' Résumé exécutif	français/ Même que le rapport Même que le rapport FR & EN	La version finale doit inclure les corrections et les commentaires supplémentaires apportés lors de l'assurance qualité effectuée par Enabel sur le projet de rapport final (qui ne modifient pas nécessairement la nature des conclusions de l'équipe d'évaluation), ainsi qu'une réponse aux divers commentaires et clarifications demandés par Enabel. La grille d'évaluation de la performance présente en annexe des TdR et du rapport final doit être complétée avec un score et un commentaire synthétique de l'analyse fournie dans le corps du rapport. La grille est soumise en annexe du rapport final. Le template 'Recommandations & positionnement' est complété par l'équipe d'évaluation et reprenant les mêmes informations que le tableau des recommandations attendu dans le rapport final (intitulé de la recommandation, acteurs ciblés, niveau, type). Le résumé donne une vue d'ensemble du rapport, en soulignant les principaux résultats, les conclusions, les recommandations et les enseignements généraux.

3.1 Structure et format des livrables

Enabel fournit au soumissionnaire un modèle pour le rapport initial d'évaluation ainsi que pour le résumé. Ce dernier est systématiquement publié sur le site web public d'Enabel. Sauf demande spécifique du groupe de référence, le soumissionnaire est libre de proposer et de fournir un support de présentation pour les restitutions initiales et finales.

Le service d'évaluation interne discutera avec le contractant du format souhaité pour tous les rapports finaux des évaluations réalisées dans le cadre du contrat-cadre BXL_11942, afin de laisser une marge de manœuvre pour la collaboration et l'innovation. Il est toutefois demandé à l'équipe d'évaluation de respecter les standards de qualité du CAD de l'OCDE³ afin de garantir un minimum de base commune dans tous les rapports d'évaluation d'Enabel.

3.2 Prix et régime fiscal

La charge de travail totale prévue pour réaliser cette évaluation est estimée à 25 jours ouvrables au total, y compris le back-office ainsi que les déplacements, le travail à domicile, le travail sur le terrain.

Comme indiqué dans les spécifications de l'accord-cadre, Enabel applique par défaut le régime fiscal du pays bénéficiant du service couvert par ces termes de référence. L'application correcte du régime fiscal relève de la responsabilité du prestataire de services.

3.3 Timing

Ce processus d'évaluation débutera le 14/10/2024, la phase de terrain débutera le 28/10/2024 et le rapport final devra être soumis le 22/01/2025. Un total de 25 hommes/jours est alloué à l'entière de la mission, dont 15 jours calendrier sont alloués pour les visites sur le terrain, prévues entre 28 octobre et le 11 novembre 2024, la mission prévoit un total de 25 hommes/ jours⁴.

Les dates présentées dans le tableau ci-dessous doivent être considérées comme **théoriques** car elles sont basées sur les processus standards d'Enabel pour l'évaluation des projets et des programmes de coopération. **Les dates peuvent être adaptées d'un commun accord avec la gestionnaire d'évaluation et le groupe de référence. Tout retard accumulé par rapport au calendrier établi d'un commun accord pourra être passible d'une amende** selon l'art. 46 et 154 du cahier spécial des charges BXL 11942.

³ OCDE (2010), Normes de qualité pour l'évaluation du développement, Série de lignes directrices et de références du CAD, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264083905-en>.

⁴ réunion de démarrage (0.5j) + rapport de démarrage incluant calendrier et méthode (2j) + Terrain Kisangani (3j) + Terrain Yanonge (1j) + Terrain Yangambi et Isangi (2j) + Trajets terrain (2j) + restitution provisoire (0,5j)

Total de 10 jours de terrain plus deux js d'entretien avec équipe et d'autres partenaires à Kinshasa, donc (12 js total de terrain) plus 3 js pour transports et déplacements

OPTION 3

Durée de la mission 25

Étapes	Timing standard	Délai	-	Dates simulées	Jour de la semaine
Lancement	7 mois avant début de la mission	7		19-04-24	vendredi
Soumission TdR aux consultants	4 mois avant mission	4		19-07-24	vendredi
Soumission TdR aux consultants	4 mois avant mission	4		20-08-24	mardi
Reception de l'offre	21j ouvrables après soumission	21		18-09-24	mardi
Validation de l'offre	10j ouvrables après réception de l'offre	10		02-10-24	lundi
Finalisation du rapport de démarrage	max 5j ouvrables avant la mission	5		21-10-24	lundi
Début de la mission de terrain	<i>jours calendrier</i>	15		28-10-24	mercredi
Fin de la mission de terrain				11-11-24	vendredi
Réception du premier draft de rapport final	max 15j / 20j ouvrables après mission	15		03-12-24	vendredi
Envoi des commentaires sur le premier draft	15j ouvrables après réception du draft	15		24-12-24	lundi
Réception du rapport final	15j ouvrables après envoi des comm.	15		22-01-25	lundi
Validation interne du rapport	10j ouvrables après réception du rapport final	10		05-02-25	lundi
Réunion de restitution	5j ouvrables après validation du rapport final	5		12-02-25	lundi
Envoi du PV de réception provisoire	30j calendrier après réception du rapport final	30		21-02-25	mercredi

4 Gestion et pilotage de l'évaluation

4.1 Rôles et responsabilités

4.1.1 Gestionnaire d'évaluation

La gestionnaire d'évaluation (Sara Sangiuliano) est responsable de toutes les activités de coordination et gère l'ensemble du processus d'évaluation. Il/elle s'assurera que le calendrier est respecté, que les produits attendus sont soumis et qu'une réunion d'information est organisée avant la mission d'évaluation ainsi qu'une réunion de débriefing avant la soumission du rapport final.

En tant que gestionnaire du processus d'évaluation, la gestionnaire d'évaluation :

- est la personne de contact de l'évaluateur "expert principal" ;
- donne un avis favorable ou défavorable aux demandes de modification des termes de référence pour cette évaluation ;
- compile les informations reçues des différentes parties concernées sur les livrables établis par les évaluateurs et les transmet à l'équipe d'évaluateurs ;
- est responsable du contrôle de la qualité des produits livrés (voir contrôle de la qualité).

4.1.2 Groupe de référence

Le groupe de référence est un petit groupe de parties prenantes clés, internes et externes à Enabel, directement intéressées par l'évaluation. Il est présidé par la gestionnaire d'évaluation et se compose des membres suivants (la composition détaillée est disponible à l'annexe 4) :

Enabel Siège social

- Gestionnaire d'évaluation
- Experts sectoriels et thématiques
- Operations Manager

Enabel Field

- Représentant-e résident-e
- (Country) Portfolio Manager
- Programme Manager
- Intervention Managers (GIFT et FEE)
- Conseillers stratégique nationaux (Agriculture et FEE)
- MEAL Officer

Parties prenantes externes Membres du Comité de pilotage

- Représentants des deux partenaires nationaux ou point focal du partenaire
- Représentants du bailleur
-

Le groupe de référence est impliqué tout au long du processus et est consulté à différents moments (préparation des TdR, mise en œuvre, prise en compte des leçons apprises et des recommandations, etc.) Il sert de caisse de résonance aux consultants évaluateurs et fournit des recommandations pour s'assurer que le processus d'évaluation et les résultats de l'évaluation sont de haute qualité et adéquats par rapport à son objectif initial. Le rôle principal du groupe de référence est de :

- aider à identifier les utilisateurs des résultats de l'évaluation ;

- fournir les informations et le feedback nécessaires au gestionnaire d'évaluation pour lui permettre de produire des TdR complets ;
- valider les questions d'évaluation et la méthodologie proposées par l'équipe d'évaluation ;
- de commenter les autres documents produits au cours de l'évaluation : les termes de référence, le rapport initial, les demandes de modification des termes de référence, le projet de rapport d'évaluation final et d'autres produits.

4.1.3 Équipe d'évaluation

L'équipe d'évaluation est composée des membres suivants :

- Un.e chef de mission international.e
- Un.e expert.e senior national.e

Description du profil de l'expert principal Expert.e international.e

- Le profil de l'expert principal doit adhérer aux critères formulés dans le Cahier de Charge de l'Accord Cadre BXL 11942
- Une maîtrise Bac+5 et un master en agronomie et/ou formation professionnelle sont requis
- Expérience en matière de conduite d'évaluation conformes avec un minimum de 15 ans d'expérience professionnelle dont 8 ans dans le domaine de l'évaluation et au moins 3 ans dans la coordination d'équipe de consultants.
- Une compétence avérée dans le secteur de l'enseignement (éducation et formation) dans le secteur agricole et rurale
- Une connaissance dans le domaine de l'insertion professionnelle à l'emploi et en entrepreneuriat en particulier en zone rurale et péri urbain, accompagnement
- Une connaissance du secteur de l'Education et de la formation professionnelle en RDC souhaitée.
- Une maîtrise excellente orale et écrite du français est nécessaire.
- La connaissance de e la zone ainsi que des dialectes de la zone cible du projet sont considérés un atout.

Description du profil de l'expert (ou des experts) non chef(s) de file

- Le profil de l'expert principal doit adhérer aux critères formulés dans le Cahier de Charge de l'Accord Cadre BXL 11942
- Une maîtrise Bac+5 et un master en agronomie et/ou sciences socio-économiques et développement rural et une connaissance
- Expérience dans le domaine de l'évaluation de projets de développement conforme aux exigences formulées dans le CSC.
- Avoir activement participé et/ou réalisé au moins 5 évaluations externes d'interventions dans son pays d'origine couvrant le domaine de la formation/emploi/entrepreneuriat
- Connaissance approfondie du pays d'intervention
- Connaissance du contexte du secteur de la formation et de l'enseignement en RDC et en particulier dans la région d'intervention.
- Connaissance du secteur des écosystèmes formation/emploi/entrepreneuriat

4.2 Gestion du contrôle de la qualité

Les produits et les processus respecteront les normes et les standards du CAD de l'OCDE pour l'évaluation ainsi que le cadre normatif d'Enabel pour l'évaluation. Différentes instances interviennent dans le contrôle de la qualité des produits et des processus d'évaluation.

4.2.1 Le soumissionnaire - Première ligne de contrôle de la qualité

La partie contractante est responsable devant le service d'évaluation interne de la qualité des produits livrés et du processus d'évaluation. Le prestataire de services doit également jouer le rôle de back-office pour l'équipe d'évaluation afin de garantir la qualité de tous les produits réalisés.

Il est attendu du soumissionnaire qu'il fournisse une description des mécanismes qui seront appliqués pour garantir la qualité du processus d'évaluation et des produits livrables dans le rapport initial.

Tout problème méthodologique apparu au cours de la mise en œuvre et ayant eu un effet sur l'analyse et les conclusions sera mentionné dans le chapitre "méthodologie" du rapport final. Toutefois, tout élément susceptible de compromettre la qualité de l'évaluation ou les principes d'indépendance, de transparence ou d'impartialité doit être porté à l'attention du gestionnaire d'évaluation au cours du processus de mise en œuvre de l'évaluation afin de pouvoir y remédier de manière proactive et de limiter son impact sur la qualité de l'évaluation.

Enabel dispose d'un bureau d'intégrité où les questions relatives à l'indépendance, à l'impartialité ou à la transparence peuvent être traitées (integrity@enabel.be).

4.2.2 Service d'évaluation interne d'Enabel - Deuxième ligne de contrôle de la qualité

Le service d'évaluation interne organise et réalise les évaluations internes d'Enabel. L'EVAL est une entité indépendante qui rend compte au conseil d'administration d'Enabel. L'EVAL a pour mandat de coordonner les mécanismes de contrôle de la qualité, afin de garantir que les évaluations répondent à des normes élevées en ce qui concerne la conception, l'approche méthodologique, la gestion, la qualité des rapports et leur utilisation. À cette fin, le service d'évaluation interne procède à des évaluations systématiques des produits livrables de l'évaluation en utilisant une grille standard de contrôle de la qualité pour le rapport initial, le rapport final et le résumé analytique. Pour les autres produits de l'évaluation (document de capitalisation, etc.), la gestionnaire d'évaluation vérifie si le document répond aux exigences mentionnées dans les termes de référence de l'évaluation. Les résultats de ce contrôle de qualité sont partagés avec le groupe de référence et discutés avec l'équipe d'évaluation. Le service d'évaluation interne mène également des enquêtes régulières auprès des membres du groupe de référence afin de recueillir leur perception de la qualité et de l'utilité des produits de l'évaluation, ainsi que leur degré de satisfaction quant à leur participation au processus d'évaluation.

4.2.3 Le groupe de référence

Le groupe de référence doit fournir au gestionnaire d'évaluation un feedback sur les résultats de l'évaluation (termes de référence, rapport initial, projets de rapports d'évaluation), en veillant à ce que la conception de l'évaluation réponde aux normes de qualité les plus élevées et à ce que chaque question d'évaluation soit traitée.

Les commentaires formulés par les membres du groupe de référence seront compilés dans une matrice de commentaires par la gestionnaire d'évaluation et transmis à l'équipe d'évaluation. Il appartient aux consultants évaluateurs de décider de les prendre en compte ou non afin de garantir leur indépendance et leur impartialité. L'équipe d'évaluation enverra au gestionnaire d'évaluation un document décrivant la manière dont les commentaires ont été traités (ou non).

5 Annexes

5.1 Grille d'évaluation de la performance

Cette grille est développée pour évaluer la performance d'une intervention. Les 6 critères d'évaluation du CAD (OCDE) constituent la pierre angulaire du processus d'évaluation. Comme ils peuvent être interprétés différemment, leur définition détaillée peut être consultée sur le site web du CAD de l'OCDE. La grille d'évaluation doit être jointe au rapport d'évaluation. L'analyse et les notes globales sont incluses dans le corps du rapport.

Enabel utilise ces critères pour soutenir l'harmonisation de la qualité des produits d'évaluation. Pour évaluer la performance globale des projets et programmes de coopération, les six critères d'évaluation du CAD de l'OCDE sont pris en compte à l'aide d'une grille de notation. Chaque critère offre une perspective différente à travers laquelle le projet ou le programme peut être considéré. Ensemble, les critères donnent une image plus complète du sujet évalué. Enabel choisit délibérément d'appliquer les critères d'évaluation afin de garantir l'utilité et la qualité de chaque évaluation. L'utilisation des critères dépend donc de l'objectif de l'évaluation.

Les évaluateurs doivent noter chaque critère et inclure la note globale dans le corps du rapport. Étant donné que les notes conduisent à une simplification excessive d'une réalité complexe, avec des problèmes complexes liés à un contexte donné, les notes doivent être considérées comme une synthèse de l'analyse, et non l'inverse, l'analyse n'étant pas une justification d'une note donnée. Il est également attendu que les évaluateurs remplissent la grille ci-dessous avec les scores donnés et un commentaire synthétique de l'analyse fournie dans le corps du rapport. La grille complétée doit être fournie annexe du rapport final. Idéalement, les évaluateurs utilisent également le commentaire synthétique de la grille dans le corps de texte, avant ou après avoir détaillé l'analyse.

Score	Interprétation	Signification
A	Très bien	La situation est considérée comme très satisfaisante, largement supérieure à la moyenne et constitue potentiellement une référence en matière de bonnes pratiques. Les recommandations mettent l'accent sur la nécessité de capitaliser sur ces bonnes pratiques.
B	Bien	La situation est jugée satisfaisante, mais des améliorations sont possibles. Les recommandations sont utiles, mais ne sont pas vitales pour le fonctionnement.
C	Problématique	Certains problèmes doivent être traités, faute de quoi la performance globale de l'intervention risque d'être affectée négativement. Les améliorations nécessaires ne requièrent toutefois pas de révisions majeures de la stratégie de l'intervention.
D	Graves lacunes	Certaines carences sont si graves que si elles ne sont pas corrigées, elles risquent d'entraîner l'échec de l'intervention. Des ajustements majeurs et une révision de la stratégie d'intervention sont alors nécessaires.

5.1.1 Grille d'évaluation

PERTINENCE: Mesure dans laquelle les objectifs et la conception de l'intervention correspondent aux besoins, aux politiques et aux priorités des bénéficiaires, du pays, de la communauté internationale et des partenaires/institutions et demeurent pertinents même si le contexte évolue.

Question liée: l'intervention répond-elle au problème ?

L'expression « correspondent aux » signifie que les objectifs et la conception de l'intervention tiennent compte des conditions – économiques, environnementales, d'équité, sociales, liées à l'économie politique et aux capacités – dans lesquelles l'intervention est menée. Le terme « partenaires/institutions » englobe les administrations (nationales, régionales, locales), les organisations de la société civile, les entités privées et les organismes internationaux participant au financement, à la mise en œuvre et/ou à la supervision de l'intervention. L'évaluation de la pertinence consiste à examiner les différences et les arbitrages entre des priorités ou des besoins différents. Elle exige également d'analyser toute évolution du contexte pour pouvoir déterminer dans quelle mesure l'intervention peut être (ou a été) adaptée afin de conserver sa pertinence.

Évaluation :	A	B	C	D
--------------	---	---	---	---

Commentaires :

COHÉRENCE: Mesure dans laquelle l'intervention est compatible avec les autres interventions menées au sein d'un pays, d'un secteur ou d'une institution.

Question liée: l'intervention s'accorde-t-elle avec les autres interventions menées ?				
Le critère cherche à examiner comment d'autres interventions (en particulier des politiques) appuient ou affaiblissent l'intervention évaluée, et inversement. Sont englobées la cohérence interne et la cohérence externe. La cohérence interne concerne les synergies et les interdépendances entre l'intervention et les autres interventions menées par la même institution/administration, ainsi que la cohérence entre l'intervention et les normes et critères internationaux pertinents auxquels l'institution/administration adhère. La cohérence externe concerne la cohérence entre l'intervention considérée et celles menées par d'autres acteurs dans le même contexte. Elle englobe la complémentarité, l'harmonisation et la coordination avec les autres acteurs, et vérifie que l'intervention apporte une valeur ajoutée tout en évitant le chevauchement d'activités.				
Évaluation :	A	B	C	D
Commentaires :				
EFFICIENCE: Mesure dans laquelle l'intervention produit, ou est susceptible de produire, des résultats de façon économique et dans les temps.				
Question liée: les ressources sont-elles utilisées de manière optimale ?				
Le terme « économique » désigne la conversion des intrants (fonds, expertise, ressources naturelles, temps, etc.) en extrants, réalisations et impacts de la façon la plus économiquement avantageuse possible, par rapport aux options envisageables dans le contexte. L'expression « dans les temps » désigne le fait de respecter les délais fixés ou des délais raisonnablement adaptés aux exigences du contexte en évolution. Il peut s'agir d'évaluer l'efficacité opérationnelle (mesure dans laquelle l'intervention a été bien gérée).				
Évaluation :	A	B	C	D
Commentaires :				
EFFICACITÉ: Mesure dans laquelle les objectifs et les résultats de l'intervention ont été atteints, ou sont en train de l'être, y compris les résultats différenciés entre populations.				
Question liée: l'intervention atteint-elle ses objectifs ?				
L'analyse de l'efficacité suppose de prendre en compte l'importance relative des objectifs ou des résultats. Le terme « efficacité » est également utilisé comme indicateur global de la mesure dans laquelle une intervention a eu ou devrait avoir un impact pertinent et durable, avec efficacité et cohérence.				
Évaluation :	A	B	C	D
Commentaires :				
IMPACT: Mesure dans laquelle l'intervention a produit, ou devrait produire, des effets importants et de vaste portée, positifs ou négatifs, intentionnels ou non.				
Question liée: Quelle différence l'intervention fait-elle ?				
Le critère d'impact porte sur l'importance ultime et les effets potentiellement transformateurs de l'intervention. Il vise à déterminer quels sont ses effets sociaux, environnementaux et économiques à plus long terme ou à plus vaste échelle que ceux déjà évalués au titre du critère d'efficacité. Au-delà des résultats immédiats, ce critère vise à évaluer les conséquences indirectes, secondaires et potentielles de l'intervention, à travers l'examen des évolutions globales et durables des systèmes ou des normes, ainsi que des effets potentiels sur le bien-être des populations, les droits humains, l'égalité des sexes et l'environnement.				
Évaluation :	A	B	C	D
Commentaires :				
SUSTAINABILITY: Mesure dans laquelle les bénéfices nets de l'intervention perdureront ou sont susceptibles de perdurer.				
Question liée: Les bénéfices seront-ils durables ?				
Sont englobés l'examen des capacités financières, économiques, sociales, environnementales et institutionnelles des systèmes nécessaires à la continuité des bénéfices nets dans le temps. Cela comprend les analyses de la résilience, des risques et des arbitrages potentiels entre priorités. Selon le moment où l'évaluation est effectuée, ce processus peut consister à analyser le flux réel de bénéfices nets ou à estimer la probabilité qu'ils perdurent à moyen et long terme. Sont englobés l'examen des capacités financières, économiques, sociales, environnementales et institutionnelles des systèmes nécessaires à la continuité des bénéfices nets dans le temps. Cela comprend les analyses de la résilience, des risques et des arbitrages potentiels entre priorités. Selon le moment où l'évaluation est effectuée, ce processus peut consister à analyser le flux réel de bénéfices nets ou à estimer la probabilité qu'ils perdurent à moyen et long terme.				
Évaluation :	A	B	C	D
Commentaires :				

5.2 Personnes ressources

Parties prenantes	Profil	Nombre max. de répondants
Ministère de l'EPST	Partenaire institutionnel national	3
Ministère de l'ESU	Partenaire institutionnel national	2
Institut facultaire agronomique de Yangambi	Partenaire et bénéficiaire du projet	5
AFD	Partenaire technique et financier	3
Directions provinciales des ministères sectoriels	Agriculture, EPST/PROVED, FPM, Santé et Genre, Plan	5
Représentant du Comité de pilotage	Gouvernorat, EPST	2
Administrateur du territoire	Isangi	1
Partenaires de mise en œuvre	IECD, CIFOR, COM4DEV, MSI, ...	8
Représentants des communautés éducatives	Kisangani, Yanonge, Yangambi	15

5.3 Documents de référence

DTF_Description_Action_ENABEL_GIFT VF

Etudes: CGES FAR en RDC

Diagnostic genre RDC

Rapport d'expertise INFRA 10.13 VF

2023 03_GIFT_Baseline_Rapport

5.4 Composition du groupe de référence

<u>Nom</u>	<u>Titre/ Structure</u>	<u>Implication</u>	<u>Contact</u>
<u>Prosper NTEMA</u>	<u>Portfolio Manager Enabel Tshopo et Sud-Kivu</u>	<u>Supervision depuis la formulation de GIFT</u>	<u>Prosper.ntema@enabel.be</u>
<u>Luc DEMEESTER</u>	<u>STRATEX Formation Entrepreneuriat Emploi - RDC</u>	<u>Suivi du projet GIFT</u>	<u>Luc.demeester@enabel.be</u>
<u>Damien HAUSWIRTH</u>	<u>STRATEX Agriculture - RDC</u>	<u>Relais thématique agriculture</u>	<u>damien.hauswirth@enabel.be</u>
<u>Aimé-Franck GIRUKWIGOMBA</u>	<u>Intervention Manager intervention FEE Tshopo</u>	<u>Implication dans la formulation du projet GIFT</u>	<u>aime.girukwigomba@enabel.be</u>
<u>Laure-Anne JAILLET</u>	<u>Chargée de projets éducation et formation professionnelle – Agence</u>	<u>Suivi du projet GIFT</u>	<u>jailletla@afd.fr</u>

	<u>Française _____ de Développement RDC</u>		
<u>Pascal THIAIS</u>	<u>Responsable _____ Equipe projet sur le portefeuille Formation Professionnelle en RDC – Agence Française de développement Paris</u>	<u>Suivi du projet GIFT</u>	thiaisp@afd.fr
<u>Marie _____ IDI BYOTE</u>	<u>Ministère _____ de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique EPST – RDC</u>	<u>Point focal suivi projet GIFT</u>	byotemarie@gmail.com
<u>Baudouin _____ MICHEL</u>	<u>Représentant _____ le Ministère _____ de l'Enseignement Supérieur _____ et Universitaire ESU - RDC</u>	<u>Recteur de l'IFA</u>	baudouin.michel@uliege.be
<u>Mamy _____ RAJAONARISOA</u>	<u>Projet GIFT</u>	<u>Gestion de projet</u>	Mamy.rajaonarisoa@enabel.be

Annexe 2 – Grille d'évaluation de la performance

Grille d'évaluation de la performance

Cette grille est développée pour évaluer la performance d'une intervention. Les 6 critères d'évaluation du CAD (OCDE) constituent la pierre angulaire du processus d'évaluation. Comme ils peuvent être interprétés différemment, leur définition détaillée peut être consultée sur le site web du CAD de l'OCDE : [Une application réfléchie des critères d'évaluation | OECD iLibrary \(oecd-ilibrary.org\)](https://oecd-ilibrary.org). La grille d'évaluation doit être jointe au rapport d'évaluation. L'analyse et les notes globales sont incluses dans le corps du rapport.

Enabel utilise ces critères pour soutenir l'harmonisation de la qualité des produits d'évaluation. Pour évaluer la performance globale des projets et programmes de coopération, les six critères d'évaluation du CAD de l'OCDE sont pris en compte à l'aide d'une grille de notation. Chaque critère offre une perspective différente à travers laquelle le projet ou le programme peut être considéré. Ensemble, les critères donnent une image plus complète du sujet évalué. Enabel choisit délibérément d'appliquer les critères d'évaluation afin de garantir l'utilité et la qualité de chaque évaluation. L'utilisation des critères dépend donc de l'objectif de l'évaluation.

Les évaluateurs doivent noter chaque critère et inclure la note globale dans le corps du rapport. Étant donné que les notes conduisent à une simplification excessive d'une réalité complexe, avec des problèmes complexes liés à un contexte donné, les notes doivent être considérées comme une synthèse de l'analyse, et non l'inverse, l'analyse n'étant pas une justification d'une note donnée. Il est également attendu que les évaluateurs remplissent la grille ci-dessous avec les scores donnés et un commentaire synthétique de l'analyse fournie dans le corps du rapport. La grille complétée doit être fournie annexe du rapport final. Idéalement, les évaluateurs utilisent également le commentaire synthétique de la grille dans le corps de texte, avant ou après avoir détaillé l'analyse.

Score	Interprétation	Signification
A	Très bien	La situation est considérée comme très satisfaisante, largement supérieure à la moyenne et constitue potentiellement une référence en matière de bonnes pratiques. Les recommandations mettent l'accent sur la nécessité de capitaliser sur ces bonnes pratiques.
B	Bien	La situation est jugée satisfaisante, mais des améliorations sont possibles. Les recommandations sont utiles, mais ne sont pas vitales pour le fonctionnement.
C	Problématique	Certains problèmes doivent être traités, faute de quoi la performance globale de l'intervention risque d'être affectée négativement. Les améliorations nécessaires ne requièrent toutefois pas de révisions majeures de la stratégie de l'intervention.
D	Graves lacunes	Certaines carences sont si graves que si elles ne sont pas corrigées, elles risquent d'entraîner l'échec de l'intervention. Des ajustements majeurs et une révision de la stratégie d'intervention sont alors nécessaires.

Grille d'évaluation

PERTINENCE : Mesure dans laquelle les objectifs et la conception de l'intervention correspondent aux besoins, aux politiques et aux priorités des bénéficiaires, du pays, de la communauté internationale et des partenaires/institutions et demeurent pertinents même si le contexte évolue.

Question liée : l'intervention répond-elle au problème ?

L'expression « correspondent aux » signifie que les objectifs et la conception de l'intervention tiennent compte des conditions – économiques, environnementales, d'équité, sociales, liées à l'économie politique et aux capacités – dans lesquelles l'intervention est menée. Le terme « partenaires/institutions » englobe les administrations (nationales, régionales, locales), les organisations de la société civile, les entités privées et les organismes internationaux participant au financement, à la mise en œuvre et/ou à la supervision de l'intervention. L'évaluation de la pertinence consiste à examiner les différences et les arbitrages entre des priorités ou des besoins différents. Elle exige également d'analyser toute évolution du contexte pour pouvoir déterminer dans quelle mesure l'intervention peut être (ou a été) adaptée afin de conserver sa pertinence.

Évaluation :	A	B	C	D
Commentaires :	La pertinence du projet est bonne. Il répond aux besoins de la population de la province et du pays, et il est aligné sur les stratégies et politiques de développement de la RDC, de la Belgique et de l'AFD. Il est centré sur l'enseignement technique secondaire et supérieur plus que sur les petits producteurs ruraux. Cependant, il pâtit d'un manque d'analyse globale des systèmes d'activités et des filières agricoles de la Tshopo.			

COHÉRENCE : Mesure dans laquelle l'intervention est compatible avec les autres interventions menées au sein d'un pays, d'un secteur ou d'une institution.

Question liée : l'intervention s'accorde-t-elle avec les autres interventions menées ?

Le critère cherche à examiner comment d'autres interventions (en particulier des politiques) appuient ou affaiblissent l'intervention évaluée, et inversement. Sont englobées la cohérence interne et la cohérence externe. La cohérence interne concerne les synergies et les interdépendances entre l'intervention et les autres interventions menées par la même institution/administration, ainsi que la cohérence entre l'intervention et les normes et critères internationaux pertinents auxquels l'institution/administration adhère. La cohérence externe concerne la cohérence entre l'intervention considérée et celles menées par d'autres acteurs dans le même contexte. Elle englobe la complémentarité, l'harmonisation et la coordination avec les autres acteurs, et vérifie que l'intervention apporte une valeur ajoutée tout en évitant le chevauchement d'activités.

Évaluation :	A	B	C	D
--------------	---	---	---	---

Commentaires : La cohérence du projet est bonne. Il offre des complémentarités avec des programmes d'Enabel, avec les appuis à l'IFA (BM, Fondation Gates, UE...), plusieurs actions de l'AFD et une série plus large d'activités en appui à la Formation et l'insertion professionnelle ou le développement agricole. Toutefois, à ce stade, bien que les différents partenariats soient basés sur la complémentarité, peu d'efforts ont été orientés vers le développement de synergies. Les complémentarités n'ont pas été maximisées.

EFFICIENCE : Mesure dans laquelle l'intervention produit, ou est susceptible de produire, des résultats de façon économique et dans les temps.

Question liée : les ressources sont-elles utilisées de manière optimale ?

Le terme « économique » désigne la conversion des intrants (fonds, expertise, ressources naturelles, temps, etc.) en extrants, réalisations et impacts de la façon la plus économiquement avantageuse possible, par rapport aux options envisageables dans le contexte. L'expression « dans les temps » désigne le fait de respecter les délais fixés ou des délais raisonnablement adaptés aux exigences du contexte en évolution. Il peut s'agir d'évaluer l'efficacité opérationnelle (mesure dans laquelle l'intervention a été bien gérée).

Évaluation :	A	B	C	D
--------------	---	---	---	---

Commentaires : L'efficacité du projet est problématique. La plupart des activités sont en retard et le taux de décaissement en fin de deuxième année n'est que de 20%. Le projet a pâti d'une faible qualité à l'entrée¹, d'un contexte peu porteur et de la lourdeur des processus de gestion administratives de l'administration congolaise comme d'Enabel. Toutefois, il est maintenant lancé, même si les retards accumulés ne devraient pas pouvoir se rattraper totalement. Le coût de mise en œuvre est satisfaisant malgré un montage institutionnel lourd qui complique la coordination.

EFFICACITÉ : Mesure dans laquelle les objectifs et les résultats de l'intervention ont été atteints, ou sont en train de l'être, y compris les résultats différenciés entre populations.

Question liée : l'intervention atteint-elle ses objectifs ?

L'analyse de l'efficacité suppose de prendre en compte l'importance relative des objectifs ou des résultats. Le terme « efficacité » est également utilisé comme indicateur global de la mesure dans laquelle une intervention a eu ou devrait avoir un impact pertinent et durable, avec efficacité et cohérence.

Évaluation :	A	B	C	D
--------------	---	---	---	---

Commentaires : L'efficacité globale du projet est problématique. La grande majorité des activités sont en retard et seuls 3 sur 16 indicateurs de résultats reportent des avancées. De plus, ces dernières sont limitées. La construction des infrastructures et l'équipement des institutions partenaires n'ont pas démarré. Malgré ceci, le projet est maintenant prêt à avancer. L'efficacité et la pertinence de ses approches n'est pas remise en cause. Avec plus de temps les résultats attendus peuvent se matérialiser.

IMPACT : Mesure dans laquelle l'intervention a produit, ou devrait produire, des effets importants et de vaste portée, positifs ou négatifs, intentionnels ou non.

Question liée : Quelle différence l'intervention fait-elle ?

Le critère d'impact porte sur l'importance ultime et les effets potentiellement transformateurs de l'intervention. Il vise à déterminer quels sont ses effets sociaux, environnementaux et économiques à plus long terme ou à plus vaste échelle que ceux déjà évalués au titre du critère d'efficacité. Au-delà des résultats immédiats, ce critère vise à évaluer les conséquences indirectes, secondaires et potentielles de l'intervention, à travers l'examen des évolutions globales et durables des systèmes ou des normes, ainsi que des effets potentiels sur le bien-être des populations, les droits humains, l'égalité des sexes et l'environnement.

Évaluation :	A	B	C	D
--------------	---	---	---	---

Commentaires : L'impact prévisionnel du projet est bon. Les avancées limitées à ce stade et les incertitudes quant à la durabilité rendent improbable un impact significatif d'ici la date de clôture initialement prévue. Néanmoins, en accordant plus de temps pour la mise en œuvre, l'intervention contribuera à renforcer le capital humain et le développement

¹ La force de la mise en œuvre et des résultats de l'intervention, au moment où elle est conçue ou avant qu'elle ne commence, en termes de pertinence, d'efficacité, de cohérence, d'efficacité, d'impact et de durabilité. : [https://one.oecd.org/document/DCD/DAC/EV\(2022\)2/en/pdf](https://one.oecd.org/document/DCD/DAC/EV(2022)2/en/pdf)

économique de la province. Toutefois, le climat des affaires difficile de la Tshopo ne facilite pas l'obtention de résultats plus larges.

SUSTAINABILITY : Mesure dans laquelle les bénéfices nets de l'intervention perdureront ou sont susceptibles de perdurer.

Question liée : Les bénéfices seront-ils durables ?

Sont englobés l'examen des capacités financières, économiques, sociales, environnementales et institutionnelles des systèmes nécessaires à la continuité des bénéfices nets dans le temps. Cela comprend les analyses de la résilience, des risques et des arbitrages potentiels entre priorités. Selon le moment où l'évaluation est effectuée, ce processus peut consister à analyser le flux réel de bénéfices nets ou à estimer la probabilité qu'ils perdurent à moyen et long terme. Sont englobés l'examen des capacités financières, économiques, sociales, environnementales et institutionnelles des systèmes nécessaires à la continuité des bénéfices nets dans le temps. Cela comprend les analyses de la résilience, des risques et des arbitrages potentiels entre priorités. Selon le moment où l'évaluation est effectuée, ce processus peut consister à analyser le flux réel de bénéfices nets ou à estimer la probabilité qu'ils perdurent à moyen et long terme.

Évaluation :	A	B	C	D
--------------	---	---	---	---

Commentaires : La durabilité de l'intervention est problématique. Malgré une approche intéressante, la consolidation des activités est un défi et, à ce stade, l'appropriation de l'action par les partenaires locaux est limitée. Assurer la durabilité des actions impliquera très certainement une prolongation du projet.

Annexe 3 – Rapport de démarrage finalisé



Proposition technique

Evaluation à mi-parcours

**Projet d'appui à la Gouvernance,
l'Insertion et la Formation agricole et
rurale**

COD2100311

Hubert Cathala

Aide à la Décision Economique (ADE s.a.)

Octobre 2024

Table des matières

Table des matières	2
ACRONYMES	3
Introduction	4
1. Compréhension du contexte et des enjeux de l'évaluation	4
1.1. Contexte et objectifs du projet.....	4
1.2. Compréhension du mandat.....	5
2. Approche évaluative proposée.....	6
3. Phases de l'évaluation	7
3.1. Phase de démarrage.....	7
3.2. Phase de collecte de données	7
3.2.1 Outils et méthodes de collecte de données	7
3.2.1 Déroulement de la mission de terrain	10
3.3. Phase d'analyse et de rédaction.....	15
3.4. Phase de restitution.....	15
4. Matrice d'évaluation et méthodes de collecte d'information	16
5. Calendrier de travail	37
6. Risques et limites méthodologiques	37
7. Présentation de l'équipe	38
Annexe 1. Curricula Vitae de l'équipe	41
Annexe 2. Guides d'entretien.....	42
Introduction	42
Consentement.....	42
Guide d'entretien semi-structuré – Equipes de projet	42
Guide d'entretien semi-structuré – AFD	43
Guide d'entretien semi-structuré – Autorités nationales, provinciales et locales.....	44
Guide d'entretien semi-structuré – partenaires de mise en œuvre	45
Guide d'entretien semi-structuré – Formateurs et dirigeants des unités de formation-emploi ou autre institution de FAR.....	47
Guide d'entretien semi-structuré – Bénéficiaires	48

ACRONYMES

AFD	Agence Française de Développement
EDUT	Programme d'appui à l'enseignement technique et à la formation professionnelle dans la Tshopo
FAR	Formation Agricole et Rurale
GIFT	Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo
IFA	Institut Facultaire Agronomique
ITA	Institut Technique Agronomique
ODD	Objectif de Développement Durable
PAC	Politique Agricole Commune
RDC	République Démocratique du Congo

Introduction

Le présent rapport de démarrage concerne l'évaluation à mi-parcours du Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion, et la Formation agricole et rurale dans la province de la Tshopo (GIFT).

Le projet GIFT a débuté en octobre 2022 pour une durée de 48 mois avec un budget de 10.000.000 euros, financé par l'Agence Française de Développement (AFD) et mis en œuvre par Enabel. Il s'agit d'une évaluation à mi-parcours en présence de l'équipe du projet.

Le rapport de démarrage se compose de 7 sections. Il débute par une présentation du contexte et des enjeux de l'évaluation (section 1). L'approche évaluative est détaillée (section 2), ainsi que le déroulement en différentes phases de l'évaluation (section 3). La section 4 développe la matrice d'évaluation, tandis que la section 5 propose un calendrier de travail indicatif, qui sera finalisé après la réunion de kick-off. La section 6 aborde les risques et limites méthodologiques, ainsi que les solutions envisagées pour les surmonter. Enfin, la composition de l'équipe est présentée en section 7. En annexe, se trouvent les CV des membres de l'équipe. Un guide d'entretien dont le template est disponible en Annexe 2, sera finalisé durant la phase de démarrage.

1. Compréhension du contexte et des enjeux de l'évaluation

1.1. Contexte et objectifs du projet

En République Démocratique du Congo (RDC), la province de la Tshopo repose principalement sur une économie agricole largement dominée par le secteur informel. Bien que le secteur agricole soit la principale source de revenus pour les ménages ruraux, il ne parvient pas à couvrir les besoins alimentaires du pays. En conséquence, la sécurité alimentaire reste précaire, avec une prévalence de la pauvreté alimentaire élevée, atteignant 76 % en milieu rural selon la Banque Mondiale (2016).

Le secteur de la Formation Agricole et Rurale (FAR) est crucial pour relever les défis liés à la sécurité alimentaire, à l'insertion professionnelle, et à l'agriculture durable en RDC. La province de la Tshopo bénéficie d'un avantage comparatif important en matière de FAR puisqu'en plus d'un réseau de plus d'une centaine d'écoles organisant une filière technique agricole, la Province accueille l'Institut Facultaire Agronomique (IFA) de Yangambi qui est un acteur majeur à l'échelle nationale/internationale du niveau supérieur/universitaire de la FAR en RDC.

Cependant, la FAR souffre de nombreuses lacunes, notamment une coordination insuffisante et une vision globale manquante. En province de Tshopo, malgré l'existence de formations agricoles réputées, telles que celles offertes par l'IFA de Yangambi, les centres de formation peinent à se développer. Cela est principalement dû à l'irrégularité des subventions étatiques, obligeant ces centres à fonctionner principalement grâce aux frais de scolarité, ce qui limite leur capacité à répondre aux besoins réels du terrain. De plus, la situation sécuritaire dans la province de la Tshopo s'est détériorée récemment, notamment en raison de nouveaux conflits ethniques, particulièrement dans le territoire d'Isangi et autour de la réserve de Yangambi.

Les formations agricoles en RDC sont souvent trop théoriques et ne préparent pas suffisamment les jeunes aux réalités du terrain. Cette inadéquation entre l'offre de formation et les besoins du secteur agricole freine l'essor des initiatives privées et publiques. De plus, l'absence de dispositifs formalisés pour l'insertion professionnelle aggrave l'exode rural et la vulnérabilité des jeunes, limitant ainsi les opportunités d'emploi et d'entrepreneuriat en milieu rural. Ainsi, les jeunes potentiels apprenant se détournent du secteur agricole et rural où la pauvreté persiste et la capacité d'absorption et de rentabilité du secteur ne sont pas mises en avant, et la filière est souvent choisie par défaut par les jeunes et leurs familles.

L'éducation et la formation technique des femmes en RDC sont insuffisantes, avec seulement 27% des enseignants au primaire et 11% au secondaire étant des femmes, malgré un quota de 30% fixé par le gouvernement pour encourager leur inclusion¹. Les filles sont souvent exclues de l'enseignement technique et agricole en raison de facteurs comme les grossesses précoces, les mariages précoces et les difficultés financières des familles. Pourtant, la FAR représente une opportunité clé pour l'autonomisation économique des femmes et la promotion de l'égalité des sexes, particulièrement en milieu rural.

Le projet GIFT, financé par l'AFD et mis en œuvre par Enabel, vise à répondre à ces défis en renforçant les dispositifs de formation agricole et rurale et en promouvant une insertion professionnelle durable dans un contexte où les inégalités de genre persistent. Le projet vise à contribuer au développement socio-économique de la RDC, en ciblant son intervention sur le renforcement de capacités des jeunes dans le secteur agricole, afin que ceux-ci puissent être capables de répondre à la demande de main d'œuvre qualifiée du secteur, et qu'ils développent un modèle de résilience climatique dans leur métier agricole et rural.

Le projet GIFT s'inscrit dans la continuité des initiatives de coopération antérieures, et vient notamment renforcer la suite du programme d'appui à l'enseignement technique et à la formation professionnelle dans la Tshopo (EDUT) de l'ancien programme de coopération bilatérale belge (2015-2022). Il vise à soutenir les priorités de l'AFD en matière d'éducation, de formation et d'emploi en RDC. De plus, le projet cherche à contribuer aux Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment l'ODD 8 sur le travail décent et la croissance économique, l'ODD 5 sur l'égalité des sexes, et l'ODD 4 sur une éducation de qualité.

Dans un contexte où les institutions et les structures locales peinent souvent à répondre aux besoins des populations, le projet GIFT vise à contribuer à la valorisation du capital humain dans la province de la Tshopo et propose de travailler dans la transformation à plusieurs niveaux des centres de formation. Il cherche à adopter une approche intégrée, reliant formation professionnelle, insertion socioéconomique et renforcement de la gouvernance locale. De plus, le projet cherche à inclure une forte composante de sensibilité au genre, cherchant à améliorer l'accès des femmes et des filles à la formation et à garantir leur inclusion dans le secteur agricole, souvent dominé par les hommes.

Plus spécifiquement, le projet vise à atteindre les 4 objectifs suivants :

- 1- Le pilotage, la gestion et la gouvernance du secteur de la FAR et des instituts accompagnés sont améliorés dans une perspective sensible au genre
- 2- Les apprenants accèdent à une formation de qualité dans un cadre favorisant l'apprentissage et un accès égalitaire
- 3- Les apprenant.e.s sont accompagnés à l'insertion professionnelle ou à la poursuite d'études en tenant compte des besoins spécifiques des filles/femmes
- 4- Les instituts intègrent les besoins du territoire et développent une offre de services en lien avec les problématiques agricoles durables et inclusives

1.2. Compréhension du mandat

La mission concerne l'évaluation à mi-parcours du projet GIFT. Ce dernier a démarré en octobre 2022, et est à la fin de sa deuxième année de mise en œuvre. Le projet, d'une durée totale de 48 mois, a cependant connu des retards, en particulier concernant le déploiement des mécanismes de subventions, qui seront examinés dans le cadre de l'évaluation.

¹ RESEN RDC, 2014

L'évaluation couvre la période de mars 2022 à août 2024 et concerne l'ensemble des zones d'intervention ciblées par le projet :

- Ville de Kisangani : ITA Simisimi, ITA Maendeleo, IFA Yangambi campus de Kisangani et leurs environnements ;
- Secteur de Yanonge dans le territoire d'Isangi : ITA Yanonge et son environnement ;
- Secteur de Yangambi dans le territoire d'Isangi – ITA Lusambila/Yangambi et IFA Yangambi campus de Yangambi et leurs environnements.

L'évaluation à mi-parcours comprend 15 questions évaluatives couvrant les six critères CAD de l'OCDE : la pertinence, l'efficacité, la cohérence, l'efficience, la durabilité et l'impact.

L'évaluation poursuit plus précisément deux objectifs principaux, à savoir :

- L'appréciation de la situation actuelle de l'intervention en termes d'efficacité et d'efficience ;
- L'appréciation (i) de la cohérence interne à Enabel ; (ii) du potentiel de continuité des bénéficiaires et des résultats achevés et élaboration d'orientations stratégiques pour la durabilité des actions entreprises dans le secteur concerné.

L'évaluation à mi-parcours du projet GIFT mettra l'accent sur l'analyse de l'efficacité et l'efficience de la mise en œuvre du projet, en examinant les résultats atteints par rapport aux objectifs fixés, tout en identifiant les forces et faiblesses institutionnelles et opérationnelles. Elle s'intéressera à l'implication des partenaires, à la cohérence des interventions et à l'approche territoriale et systémique adoptée et fournira des recommandations concrètes.

2. Approche évaluative proposée

L'évaluation repose sur les critères CAD de l'OCDE repris à travers 15 questions évaluatives. Elle repose sur une revue documentaire détaillée et une mission de terrain en RDC durant laquelle seront organisés des entretiens avec les principales parties prenantes du projet et des focus groups le cas échéant. Les informations et données collectées seront triangulées pour répondre aux questions évaluatives. Cette triangulation se fera en prenant en compte au moins deux sources d'information (entretiens, documents, données) pour vérifier la validité de l'information et afin de fournir des réponses robustes aux questions d'évaluation. Les informations provenant de sources documentaires seront recoupées avec celles provenant des entretiens, dans la mesure du possible de plusieurs entretiens avec des interlocuteurs différents représentant différents types d'acteurs du projet (bénéficiaires, équipe de mise en œuvre, partenaires du projet, autorités locales, secteur privé...). Des informations quantitatives et qualitatives seront recherchées pour permettre de caractériser au mieux les résultats et effets du projet. Des conclusions et recommandations seront formulées et présentées dans le rapport final. Les résultats de l'évaluation seront présentés au groupe de référence et potentiellement d'autres parties prenantes lors d'un atelier de restitution.

L'évaluation suivra une approche participative tout au long du processus. Cette approche participative sera mise en œuvre par l'équipe d'évaluation en interagissant régulièrement avec le groupe de référence tout au long du projet (réunion de kick-off, réunions de briefing et de débriefing en début et à la fin des visites de terrain, entretiens avec le groupe de référence, échanges par email et/ ou réunions en face-à-face ou en ligne pour discuter du processus et des résultats de l'évaluation). Des personnes ressources sont indiquées pour l'organisation des activités évaluatives et seront mise à profit dès le briefing en début de phase de collecte de données et durant l'ensemble du reste de la mission. De plus, un atelier de restitution sera organisé après la soumission et validation de la version finale des livrables, notamment du rapport d'évaluation, afin d'échanger sur les résultats, les conclusions et les recommandations .

3. Phases de l'évaluation

L'évaluation se déroulera en quatre phases décrites ci-après.

3.1. Phase de démarrage

Cette phase permet d'élaborer le rapport de démarrage qui détaille les enjeux de l'évaluation, les questions d'évaluation qui seront abordées, la méthodologie, l'échantillonnage, les outils de collecte de données et le calendrier. Pour ce faire, les documents pertinents sont collectés et examinés, tels que ceux mentionnés dans les TdR (rapport baseline du projet GIFT, études, rapport d'expertise, etc.) et listés sous la section 3.2. Une analyse initiale préliminaire en est faite.

Le livrable de cette étape est le rapport de démarrage détaillant la méthodologie choisie, les outils à utiliser, les questions d'évaluation, l'échantillonnage et le calendrier de l'évaluation.

La réunion de kick-off et les réunions de préparation suivantes permettront à l'équipe d'évaluation de finaliser la préparation de la phase de terrain en consultation avec les partenaires locaux. Des rendez-vous seront pris avec les personnes clés à rencontrer.

3.2. Phase de collecte de données

L'évaluation à mi-parcours adopte une approche d'analyse qualitative. La phase de collecte des données repose principalement sur une revue documentaire et des entretiens semi-structurés, réalisés en face à face ou en ligne selon les besoins, complétés par des focus groups si nécessaires. Elle sera complétée par les observations au cours de la visite sur le terrain et les informations et données fournies par l'équipe de projet.

Cette section est divisée en deux temps : elle présente d'abord la liste des outils qui seront mobilisés. Ensuite, elle détaille le déroulement de la mission de terrain.

3.2.1 Outils et méthodes de collecte de données

Méthodes

Revue documentaire

L'équipe du projet a mis à disposition de l'équipe d'évaluation les documents essentiels du projet tels que les études de faisabilité du projet, le rapport baseline, le rapport de résultats 2023, etc. Les documents principaux sont listés ci-après :

- DTF – Description de l'action d'Enabel – Projet GIFT (03.2022)
- Cadre de gestion environnementale et sociale d'un futur projet d'appui au secteur de la FAR en RDC (09.2021)
- Etude de faisabilité d'un projet d'appui au secteur de la FAC en RDC – Diagnostique genre (09.2021)
- Rapport d'expertise INFRA
- Rapport baseline du projet GIFT (03.2023)
- Cartographie des intervenants
- Rapport technique et financier annuel (01.04.2022 – 31.03.2023)
- Rapport de résultats annuel 2023
- Stratégie de mise en œuvre – rôles

Une partie de ces documents a déjà été consultée. L'accès à des documents supplémentaires et/ou externes pertinents sera sollicitée en début d'évaluation et sera revue tout long de l'évaluation.

Revue des indicateurs et de données secondaires

L'équipe d'évaluation fera une revue des indicateurs du cadre logique et de la ToC du projet notamment afin d'analyser la performance (efficacité) du projet, selon la matrice d'évaluation. Certains indicateurs pourront être mis à jour ou validés lors d'entretiens avec les parties prenantes pendant la mission de collecte de données.

De plus, selon leur pertinence, certaines données secondaires (statistiques nationales et régionales, éléments d'analyse des dynamiques...) seront analysées (voir matrice d'évaluation en section 4). Elles seront principalement issues du travail bibliographique mais pourront également être collectées lors d'entretiens et visites de terrains, notamment pour les éléments d'analyses des dynamiques de changements.

Consultations

La collecte des données couvre l'ensemble des zones d'intervention ciblées par le projet : la ville de Kisangani (ITA Simisimi, ITA Maendeleo, IFA Yangambi), le secteur de Yanonge (ITA Yanonge et son environnement), le secteur de Yangambi (ITA Lusambila/Yangambi, IFA Yangambi), ainsi que Kinshasa.

Une liste de personnes ressources, élaborée à partir de la liste fournie à l'annexe 5.2 des TdR et des documents de projet, est présentée dans le tableau ci-dessous. Pendant la phase de démarrage, cette liste sera complétée et ajustée sur base d'échanges avec le groupe de référence (pendant la réunion de kick-off, entretiens préliminaires et échanges emails). Cette liste pourra être réajusté au cours des entretiens et discussions en fonction de la qualité et de l'exhaustivités des informations collectées.

Table 1 : Liste des personnes ressources clés

Nom	Organisation et fonction	Contact
		Equipe de projet
Mamy Rajaonarisoa	Enabel – IM Enabel GIFT	mamy.rajaonarisoa@enabel.be
Colette Shukuru	Enabel – IO chargée genre	
Lydia Tshibangu	Enabel – IO chargée insertion professionnelle	
José-Emmanuel Ntumba	Enabel – IO chargé digitalisation	
Eric Mubalama	Enabel – IO chargé infrastructures	
Charlotte Deadezo	Enabel – Agent de terrain	
Faustin Bakali	Enabel – Agent de terrain	
PTF		
Laure-Anne Jaillet	AFD RDC – Chargée de projets Education et Formation professionnelle	jailletla@afd.fr
Pascal Thiaïsp	AFD Paris – Responsable Equipe projet sur le portefeuille Formation Professionnelle en RDC	thiaisp@afd.fr
Partenaires institutionnels		
	MinAgri (Kisangani)	
	MinSantéGenre (Kisangani)	

	Min EPST (Kisangani)	
	MinFPM (Kisangani)	
	Min ESU	
Partenaire et bénéficiaire du projet		
Baudouin Michel	IFA de Yangambi – Recteur de l'IFA	baudouin.michel@uliege.be
	ITA Simisimi	
	PROVED Tshopo 1 et 2	
	IA Maendeleo	
	ITA Yanonge	
	ITA Yangambi	
	Bénéficiaires finaux (apprenants, enseignants, jeunes, filières,...)*	
Partenaires de mise en œuvre		
	IECD	
	CIFOR	
	MSI	
Représentant du Comité de pilotage : Gouvernorat, EPST		
Administrateur du territoire d'Isangi		
Représentants des communautés éducatives à Kisangani, Yanonge, Isangi et Yangambi		

Ces personnes seront consultées via des entretiens semi-structurés, possiblement à distance pour certains partenaires institutionnels ou via des groupes de discussion dans le cas des équipes Enabel.

Outils

Entretiens semi-structurés avec les parties prenantes clé : Les parties prenantes seront consultées pendant la phase de collecte de données via des entretiens semi-structurés. Pendant la phase de démarrage, une liste de thèmes à aborder avec chaque type d'acteur sera élaborée sur base de la matrice d'évaluation. Cette approche a pour avantage de concentrer l'entretien sur les thèmes clés à aborder tout en gardant une certaine flexibilité : elle donne l'opportunité à l'évaluateur de rebondir sur certains abordés par les personnes consultées et de prioriser la qualité des réponses plutôt que leur quantité. Si certains points clés n'ont pas pu être abordés pendant l'entretien faute de temps, l'équipe d'évaluation pourra demander d'organiser un deuxième entretien (en face-à-face ou en ligne) afin de compléter l'information récoltée. La plupart des entretiens seront réalisés en face-à-face, bien qu'il puisse arriver que certaines personnes clés non disponibles soient interviewées à distance. Un guide d'entretiens est disponible en Annexe 2.

Groupes de discussion : La consultation d'acteurs par des groupes de discussion est une méthode bien établie de recherche qualitative, prenant la forme d'une discussion organisée et

structurée avec un groupe sélectionné d'individus afin d'obtenir des informations sur leurs points de vue et leurs expériences. Cette technique est particulièrement utile pour analyser des thèmes ou des domaines qui suscitent des opinions divergentes, ou qui impliquent des questions complexes nécessitant une exploration approfondie, et pour obtenir plusieurs perspectives sur un même sujet. Les groupes de discussion peuvent être utilisés pour compléter d'autres approches méthodologiques en fournissant une triangulation et une vérification de la validité.

Dans le cadre de cette évaluation, des groupes de discussion pourront être organisés avec les bénéficiaires du projet GIFT, des représentants de filière des personnes travaillant dans une même institution, ou en rassemblant des personnes travaillant pour des institutions différentes mais dans une même ville. La faisabilité de l'organisation de ces groupes de discussion sera discutée avec l'équipe de projet pendant la phase de démarrage.

3.2.1 Déroulement de la mission de terrain

Une proposition de calendrier de la mission est présentée ci-dessous. Après un briefing avec l'équipe d'Enabel et des premiers entretiens à Kinshasa, les experts se rendront à Kisangani pour rencontrer l'équipe du projet et les parties prenantes clés. L'un des deux experts se rendra ensuite à Isangi et Yangambi, tandis que l'autre ira à Yanonge. Ils retourneront ensuite à Kinshasa pour le debriefing de la visite de terrain. Lors de ce débriefing de terrain, les experts présenteront à chaud les résultats préliminaires de la collecte de données et une première proposition des recommandations à discuter avec l'équipe de projet ainsi qu'au groupe de référence. Cette présentation offrira aux parties prenantes l'opportunité de réagir, poser des questions et fournir des commentaires sur les résultats obtenus. Ces échanges permettront à l'équipe d'évaluation d'affiner son analyse en effectuant une première validation des résultats, en identifiant les écarts éventuels, ainsi qu'en déterminant les points nécessitant un approfondissement au sein des constats, conclusion et le peaufinage des recommandations.

Figure 1 : Proposition de calendrier pour la visite de terrain

Jours	Heures	Lieu	Activités	Observations
Samedi 19/10/2024		Voyage	Europe - Kinshasa	Protocole Enabel aéroport - hotel
		Kinshasa	Nuitée à Kinshasa	
Dimanche 20/10/2024	5h00 - 13h00	Voyage	Kinshasa - Kisangani	Protocole Enabel Hotel-aéroport
		Hotel	Nuitée à Kisangani	
Lundi 21/10/2024	8h30 - 9h00	Bureau coordination Enabel Tshopo-Sud- Kivu	Briefing équipe de projet	Portfolio Manager, Intervention Managers, Chargé de programmes, Chargé de Suivi- évaluation STRATEX FEE, STRATEX Agri En ligne: AFD
	9h30 - 10h00	Kisangani	Visite présentation mission au gouvernorat	Conseiller Gouverneur
	10h30 - 12h00	Kisangani	Entretiens et visite PROVED Tshopo 1 + IPP	PROVED Tshopo 1, Chef de division enseignement technique, IPP, IPPAET
	12h00 - 13h30	Kisangani	Pause déjeuner	
	14h00 - 16h30	Kisangani	Focus groups et visites bénéficiaires: ITA Simisimi	Préfet, Enseignants, COGES, COPA Elèves GEC
		Kisangani	Nuitée à Kisangani	
Mardi 22/10/2024	8h00 - 9h30	Kisangani	Entretiens avec partenaires de mise en œuvre: IECD	Equipe projet IECD

	10h00 - 13h30	Kisangani	Focus groups et visites bénéficiaires: ITA Maendeleo	Préfet, Enseignants, COGES, COPA Elèves GEC
	14h00 - 15h00	Kisangani	Entretiens partenaires: MinEPST	Ministre
	15h00 - 16h30	Bureau Enabel	Entretiens partenaires: MinSantéGenre	Divigenre, Point Focal Genre EPST
		Kisangani	Nuitée à Kisangani	
Mecredi 23/10/2024	8h30 - 10h30	Bureau Enabel	Entretien avec FEE + Agri + Santé + Jeunesse créative	
	10h30 - 11h30	Bureau des partenaires	Entretiens partenaires: FEC	Directeur
	11h30 - 12h30	Bureau MSI	Entretiens avec partenaires de mise en œuvre: MSI	Chargée d'activités
	12h30 - 15h30	Kisangani	Focus groups et visites bénéficiaires: IFA Yangambi	Recteur, COGE, Point focal
	15h30 - 17h30	Kisangani	Entretiens complémentaires (à déterminer), préparation débriefing mission	COM4DEV, RIFAR (en ligne)
		Kisangani	Nuitée à Kisangani	
Jeudi 24/10/2024	8h00 - 11h00	Voyage	Kisangani - Isangi	
	11h00 - 11h30	Isangi	Visite de courtoisie à l'Administrateur du territoire	
	11h30 - 13h00	Isangi	Entretiens et visite PROVED Tshopo 2 + IPP	PROVED, Chef de division enseignement technique, IPP
	13h00 - 14h00	Voyage	Isangi - Yangambi	par canot rapide
	14h30 - 15h30	INERA Yangambi	Visite de courtoisie au DCR de l'INERA Visite de la bibliothèque et du centre de recherche (accueil de stages)	
	15h30 - 17h00	Yangambi	Focus Groups bénéficiaires: IFA Yangambi	Enseignants, personnel, étudiants

	17h00 - 18h00	Yangambi	Entretiens avec partenaires de mise en œuvre: CIFOR, actions dans le paysage de Yangambi, partenariats, incubateur	Directeur régional
		Yangambi	Nuitée à Yangambi	
Vendredi 25/10/2024	8h00 - 9h30	Yangambi	Entretiens avec partenaires de mise en œuvre: CIFOR, actions dans le paysage de Yangambi, partenariats, incubateur	Equipe de mise en œuvre
	10h00 - 12h30	Yangambi	Focus Groups bénéficiaires: ITA Yangambi	Préfet, Enseignants, COGES, COPA Elèves GEC
	13h00 - 14h30	Voyage	Yangambi - Yanonge	par canot rapide
	15h00 - 17h00	Yanonge	Focus Groups bénéficiaires: ITA Yanonge	Préfet, Enseignants, COGES, COPA Elèves GEC
		Yanonge	Nuitée à Yanonge	
Samedi 26/10/2024	7h30 - 9h00	Yanonge	Echanges avec acteurs Yanonge: Eglise, CIFOR (fermes pilotes), ITP Mogoya (EDUT)	CIFOR: Chef de site ITP: Préfet
	9h00 - 11h00	Voyage	Yanonge - Kisangani	par canot rapide
	12h00 - 13h00	Kisangani	Pause déjeuner	
	14h00 - 16h00	Bureau Enabel	Débriefing à chaud mission Tshopo	PROVED, Chef de division enseignement technique, IPP DiviGenre Projets Enabel FEC Com4Dev, IECD, MSI, CIFOR
		Kisangani	Nuitée à Kisangani	
Dimanche 27/10/2024		Voyage	Kisangani - Kinshasa	
		Kinshasa	Nuitée à Kinshasa	

Lundi 28/10/2024	10h00 - 12h00	Kinshasa	Entretiens STRATEX Agriculture, STRATEX FEE	
	14h00 - 16h00	Kinshasa	Entretiens MINESU	
		Kinshasa	Nuitée à Kinshasa	
Mardi 29/10/2024	10h00 - 11h00	Kinshasa	Entretiens MINEPST	
	12h00 - 14h00	Kinshasa	Entretiens AFD	
			Nuitée à Kinshasa	
Mercredi 30/10/2024	9h00 - 12h00	Kinshasa	Débriefing de mission	ResRep, CPM, PM, IM, STRATEX, Points focaux GIFT MINEPST (Madame Idi, M. Hilaire), AFD (Laure-Anne Jaillet, Pascal Thiais), MINESU (M. Baudouin Michel, Camille Paluku)
	15h00	Voyage	Kinshasa - Paris	

3.3. Phase d'analyse et de rédaction

Cette étape a pour but d'analyser et de synthétiser les résultats recueillis pour répondre aux questions de l'évaluation sur base de la matrice d'évaluation (section 4). La réponse aux questions est basée sur la triangulation des méthodes et sources d'information collectées. Le rapport provisoire sera rédigé en suivant les templates partagés par Enabel. Il présentera le contexte de l'intervention, les objectifs et la méthode de l'évaluation, l'analyse et les constats (dont une analyse de la performance et une analyse approfondie), les conclusions, recommandations et les leçons apprises de l'évaluation. Ce rapport sera complété par un résumé exécutif. Les commentaires et observations du groupe de référence sur le rapport provisoire seront pris en considération pour la rédaction du rapport final.

3.4. Phase de restitution

La dernière phase comprend la présentation des résultats, conclusions et recommandations à Enabel et aux parties prenantes sélectionnées. Une réunion sera organisée par visioconférence, rassemblant les principales parties prenantes désignées du projet. Cette réunion vise à présenter et les résultats et les recommandations de l'évaluation. Elle permettra notamment de renforcer l'appropriation de l'évaluation par les parties prenantes.

Une présentation PowerPoint sera fournie à Enabel avant la réunion pour partager les différents résultats, conclusions et recommandations. Cette réunion de restitution aura après soumission du rapport révisé et validation de la version provisoire, le timing de la réunion sera décidé en concertation avec Enabel lors de la réunion de démarrage.

4. Matrice d'évaluation et méthodes de collecte d'information

Table 2 : Matrice d'évaluation

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
Questions d'évaluation liées à l'objectif 1				
QE1 : La démarche globale d'appui à l'insertion des acteurs cibles, incluant la mise en place et l'accompagnement d'unités de formation-emploi, est-elle pertinente et adaptée au marché de l'emploi de la région d'intervention dans le secteur agricole et rural (pertinence) ?	<ul style="list-style-type: none"> Niveau d'adéquation de la stratégie et logique de l'intervention, en fonction du contexte Congolais Niveau d'adéquation des activités mises en place avec les besoins identifiés en amont des bénéficiaires ((par filière appuyée) Niveau d'adéquation du nombre de bénéficiaires sélectionnés avec les besoins du marché (par filière appuyée) ? % d'apprenants sortant des unités de formation-emploi développant une activité professionnelle 6 mois après graduation (travail non journalier et travail journalier) - par filière appuyée Opinion des apprenants sur les unités de formation-emploi (par filière appuyée) 	<p>Rapports de projet</p> <p>Documents stratégiques, documents de projets, manuel de procédures</p> <p>Etudes de suivi des sortants 'tracer study' des diagnostics initiaux, ou des études de marché ou de filière</p> <p>Registres des centres de formation et/ou emploi</p> <p>Diagnostic du marché de l'emploi</p> <p>Entretiens et focus groupes</p>	<p>Entretiens semi-structurés</p> <p>Focus groupes</p> <p>Bibliographie/ documents projet</p>	<p>Bénéficiaires</p> <p>Equipe projet</p> <p>Formateurs et dirigeants des unités de formation – emploi et/ou autre institutions de FAR</p> <p>Personnel AFD</p> <p>Autorités nationales, provinciales et locales</p>

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
	<ul style="list-style-type: none"> • Appréciation de la qualité de la définition des objectifs (clarté de l'énoncé ; réalisme des effets escomptés) • Appropriation des réponses retenues face aux problèmes identifiés • Existence et adaptation aux besoins d'un ciblage des bénéficiaires - En particulier, parmi les critères de sélection, prise en compte de l'équité de genre • Adéquation du nombre de bénéficiaires sélectionnés avec les résultats attendus • Niveau de Transparence de la sélection et critères de référence qui assurent la transparence 			Partenaires de mise en œuvre
QE2 : Est-ce que l'intervention est alignée avec les priorités et politiques congolaises, belges, françaises et d'autres acteurs intervenant dans le secteur? (Cohérence)	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau de correspondance avec les stratégies et politiques nationales mises en place au niveau national, régional, communal ou encore local en matière de FAR • Niveau de complémentarité de l'intervention, avec les autres acteurs travaillant (PTF, secteur privé, société civile...) sur le même secteur/thème 	Documents politiques et stratégies en vigueur au Congo Documents de projets et documents stratégiques d'Enabel et de l'AFD Stratégies sectorielles	Entretiens bilatéraux avec les parties prenante au niveau national, régional et local ; et avec les bailleurs / acteurs actifs dans le secteur au Congo Bibliographie	Equipe projet Autorités nationales, provinciales et locales Partenaires de mise en œuvre

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
	<ul style="list-style-type: none"> Degré de correspondance avec les politiques belges, françaises et d'autres acteurs intervenant dans le secteur Nombre de textes (politiques, stratégies nationales ou régionales, réglementations, directives, normes...) correspondant à la logique de l'intervention Existence d'appui étatique - non-budgétisé par le projet- ayant accompagné la mise en œuvre de l'action ou contribué à ses résultats 	Comptes-rendus de Comité de pilotage		PTF
QE3 : Dans quelle mesure l'approche systémique proposée par Enabel dans le secteur de l'enseignement agricole dans la région s'avère t'elle appropriée et efficace pour l'atteinte des résultats du projet et la réalisation des effets espérés par rapport à la communauté et au secteur ciblés (pertinence/efficacité) ?	<ul style="list-style-type: none"> % de formations incluant une composante systémique Fréquence de participation aux formations systémiques Perception des apprenants sur les composantes systémiques de la formation Revenu moyen des apprenants développant une activité professionnelle (par filière appuyée) 	Entretiens semi-structurés Rapports de projet et indicateurs du projet Registres des centres de formation et/ou emploi	Entretiens semi-structurés Focus groupes Bibliographie	Bénéficiaires Equipe projet Formateurs et dirigeants des unités de formation – emploi et/ou autre institutions de FAR

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
				Partenaires de mise en œuvre
QE4: Les modalités de mise en œuvre de l'intervention sont-elles de nature à atteindre les résultats en utilisant économiquement les ressources et le temps ? (efficience)	<ul style="list-style-type: none"> • Coût des activités permettant d'atteindre un résultat • Coût budget des activités par nombre total de bénéficiaires • Degré auquel le pilotage de l'action est axé sur les résultats • Prise en compte i) des recommandations des missions de backstopping ; et ii) des données relatives aux progrès accomplis pour piloter le projet, faire rapport au Comité de pilotage et proposer les décisions qui s'imposent pour réorienter, le cas échéant, l'intervention au niveau stratégique • Effectivité du pilotage de l'intervention par le Comité de pilotage au niveau stratégique • Degré de mise en œuvre des décisions prises par le Comité de pilotage • Adaptation de la stratégie du projet en fonction des changements de 	<p>Entretiens semi-structurés de l'équipe de projet, de l'équipe d'Enabel et des membres du Copil</p> <p>Rapports de projet et indicateurs</p> <p>Registres des centres de formation et/ou emploi</p> <p>Comptes-rendus de Comité de pilotage</p> <p>Matrice de risque et stratégie de mitigation (si elles existent)</p>	<p>Bibliographie / documents projet</p> <p>Entretiens semi-structurés</p> <p>Focus groupe</p>	<p>Bénéficiaires</p> <p>Equipe projet</p> <p>Formateurs et dirigeants des unités de formation – emploi et/ou autre institutions de FAR</p> <p>Partenaires de mise en œuvre</p>

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
	<p>contexte lorsque cela s'avérerait nécessaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Existence d'approches ou de méthodes alternatives qui auraient consommés moins de ressources (finance et temps) pour des résultats similaires • Adéquation entre budget prévu et coûts réels • Respect des échéances (existence d'un chronogramme) • Proportion budget investissement / budget fonctionnement • Adéquation des ressources humaines, en termes qualitatif (compétences) et quantitatif et des besoins de mise en œuvre du projet • Adaptation des manuels de procédures du projet au contexte • Opinion des acteurs du projet sur la qualité des relations entre l'équipe d'intervention et les communautés locales ainsi qu'entre le COPIL et les partenaires de mise en oeuvre 			
QE5 : L'engagement et l'implication des partenaires au niveau local,	<ul style="list-style-type: none"> • Diversité, pertinence et nombre d'acteurs locaux impliqués dans les d'unités de formation-emploi et 	Entretiens semi-structurés/ focus groupe	Entretiens semi-structurés	Bénéficiaires

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
provincial et national a-t-il été adéquat et suffisant pour faciliter les processus décisionnels et le pilotage de la mise en œuvre des actions (efficience) ?	<p>autres activités de FAR et d'insertion professionnelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Diversité, pertinence et nombre des autorités locales, provinciales et nationales impliqués dans le pilotage et la gestion des unités de formation-emploi et autres activités de FAR et d'insertion professionnelle • Opinion des acteurs quant au niveau de compréhension des enjeux de la FAR et de l'insertion professionnelle des parties prenantes • Modalité et temps de prise de décision relatif au projet • Correspondance entre les échéances prévues de mise en œuvre des activités et le réel • Appréciation de l'accompagnement du projet par les différents partenaires 	<p>Rapports de projet</p> <p>Registres des centres de formation et/ou emploi</p> <p>Comptes-rendus de réunion des unités de formation-emploi et des centres de formation et/ou emploi</p>	<p>Focus groupes</p> <p>Bibliographie</p>	<p>Equipe projet</p> <p>Formateurs et dirigeants des unités de formation – emploi et/ou autre institutions de FAR</p> <p>Autorités nationales, provinciales et locales</p> <p>Partenaires de mise en oeuvre</p>
QE6 : Dans quelle mesure la conception des dispositifs de financements proposés par Enabel a-t-elle tenu compte des capacités des bénéficiaires en gestion et suivi ? Et dans	<ul style="list-style-type: none"> • Budget et ressources publiques alloués par l'Etat aux unités de formation-emploi et autres activités de FAR • % du coût de formation pris en charge par les apprenants 	<p>Budget national et provincial</p> <p>Registres des centres de formation et/ou emploi</p> <p>Entretiens semi-structurés/ focus groupe</p>	<p>Entretiens semi-structurés</p> <p>Focus groupes</p> <p>Bibliographie</p>	<p>Bénéficiaires</p> <p>Equipe projet</p> <p>Formateurs et dirigeants des unités de</p>

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
<p>quelle mesure les difficultés de gestion de ces dispositifs ont-ils constitué un obstacle majeur pour l'ensemble de l'implémentation de l'intervention (pertinence/efficience) ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • % de coût de fonctionnement des unités de formation-emploi et autres institutions de FAR et d'insertion professionnelle couvert par le secteur privé et par le secteur public • Niveau de compréhension des dispositifs de financements par les responsables et les bénéficiaires • Proportion et typologies des contraintes rencontrées dans la mise en œuvre du projet liés à des facteurs budgétaires • Respect des dispositifs de financements tels qu'ils étaient prévus 	<p>Rapports de projet</p>		<p>formation – emploi et/ou autre institutions de FAR</p> <p>Autorités locales</p> <p>Partenaires de mise en oeuvre</p>
<p>QE7 : Dans quel mesure le système de suivi et évaluation mis en place est-il adapté et performant pour mettre à disposition des données utiles au suivi de l'état d'avancement du projet envers les résultats visés ? Les indicateurs de SE de l'intervention sont-ils SMART ? Le set d'indicateurs utilisé est-il</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport Baseline complet contenant des données de qualité • Cadre des résultats de l'intervention de bonne qualité : les indicateurs sont SMART et le cadre permet de mesurer les progrès dans l'atteinte des résultats au niveau des output ainsi que les résultats accomplis au niveau de l'outcome ? • Résultats clairs et conformes au guide MoRe Results Outcome réalisable à la fin de l'intervention 	<p>Rapports de projet</p> <p>Rapport « ligne de base »</p> <p>Outils de suivi-évaluation/monitoring</p> <p>PV de réunion d'équipe et de Comité d'Orientation/CCS</p> <p>Entretiens semi-structurés / focus groupe</p>	<p>Entretiens semi-structurés</p> <p>Focus groupes</p> <p>Bibliographie</p>	<p>Equipe projet</p> <p>Formateurs et dirigeants des unités de formation – emploi et/ou autre institutions de FAR</p>

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
suffisamment compact (efficience) ?	<ul style="list-style-type: none"> • Outils de suivi-évaluation adaptés, opérationnels et à jour • Fréquence de collecte et synthèse de l'ensemble des données du système de S/E • Réunion régulière d'analyse des données concernant le suivi-évaluation • Adaptation, si nécessaire, du dispositif de mise en œuvre et/ou du cadre des résultats suite aux exercices annuels de rapportage ou selon des changements de contexte • Nombre (et importance) des décisions prise sur la base de données issues du système de S/E • Fréquence d'analyse des progrès accomplis vers les résultats et de leur contribution probable au niveau de l'impact • Fréquence des consultations pour apprécier la satisfaction des parties prenantes • Contributions du S/E à une mise en œuvre plus efficace ou plus efficiente 			Partenaires de mise en oeuvre

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
	<ul style="list-style-type: none"> Intégration d'indicateurs concernant l'équité de genre et l'environnement dans le dispositif 			
QE 8 : A partir des progrès constatés, quel est l'état d'avancement par rapport à l'atteinte des résultats (efficacité) ?	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'apprenants (inscriptions et rétention) sur toute la période d'intervention y compris les filles (par filière appuyée) Nombre d'apprenants accompagnés vers l'insertion professionnelle (par filière appuyée) Taux de satisfaction des sortants sur leur employabilité (par filière appuyée) Niveau d'atteinte des indicateurs du cadre logique Taux de création de MPME et d'emploi Mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement à l'entrepreneuriat Opinion sur les dispositifs d'entrepreneuriat Opinion des parties prenantes quant à la qualité des résultats 	<p>Entretiens semi-structurés/ focus groupe</p> <p>Rapports de projet</p> <p>Registres des centres de formation et/ou emploi</p> <p>Bilan de la mise en œuvre des activités et sous-activités</p> <p>Analyse des facteurs explicatifs (facilitateurs ou inhibiteurs de la mise en œuvre)</p>	<p>Entretiens semi-structurés</p> <p>Focus groupes</p> <p>Bibliographie</p> <p>Observation directe</p>	<p>Bénéficiaires</p> <p>Equipe projet</p> <p>Formateurs et dirigeants des unités de formation – emploi et/ou autre institutions de FAR</p> <p>Personnel AFD</p> <p>Autorités nationales, provinciales et locales</p> <p>Partenaires de mise en œuvre</p>
QE 9 : Dans quelle mesure le projet est-il en voie de	<ul style="list-style-type: none"> Existence dès le démarrage du projet d'une méthodologie de capitalisation 	Entretiens semi-structurés/ focus groupe	Entretiens semi-structurés	Bénéficiaires

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
capitaliser des expériences utiles pour le futur? (impact)	<ul style="list-style-type: none"> Existence de canaux de diffusion des connaissances (formation, sensibilisation d'agents vulgarisateurs...) Existence de publications Organisations d'évènements de diffusion des connaissances (atelier, conférence, émissions en lien avec les médias...) Degré d'acceptation des actions et approches par les parties prenantes Nombre de séminaires et ateliers de capitalisation des leçons apprises et des enseignements tirés 	<p>Rapport de projet</p> <p>Etudes macro</p> <p>Comptes-rendus du Comité de pilotage</p>	<p>Focus groupes</p> <p>Bibliographie</p>	<p>Equipe projet</p> <p>Formateurs et dirigeants des unités de formation – emploi et/ou autre institutions de FAR</p> <p>Autorités nationales, provinciales et locales</p> <p>Partenaires de mise en œuvre</p>
QE 10 : Dans quelle mesure la stratégie du renforcement des capacités proposée dans le secteur agricole présente-t-elle un potentiel intéressant de réussite pour les acteurs cibles en termes d'insertion dans le marché du travail ? Quels en sont les effets les	<ul style="list-style-type: none"> Existence d'analyses des besoins en renforcement des capacités existantes (et effectués avec suffisamment d'antériorité) Existence d'analyse de marché relatives aux secteurs appuyés par la FAR Proportion d'apprenants et de sortants accompagnés 	<p>Entretiens semi-structurés/ focus groupe</p> <p>Rapports de projet</p> <p>Registres des centres de formation et/ou emploi</p>	<p>Entretiens semi-structurés</p> <p>Focus groupes</p> <p>Bibliographie</p>	<p>Bénéficiaires</p> <p>Equipe projet</p> <p>Formateurs et dirigeants des unités de formation – emploi et/ou autre</p>

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
<p>plus notables reportés / observés (efficacité/impact) ?</p>	<p>individuellement dans l'insertion professionnelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Taux d'insertion professionnelle 6 mois après la formation (homme/femmes et selon les filières) • Niveau de rémunération des apprenants insérés professionnellement • Temps de travail des apprenants insérés • Satisfaction des apprenants et de leur employeur (6 mois après l'insertion) • Diversité et importance des effets observés • Evolution du capital social des jeunes 			<p>institutions de FAR</p> <p>Autorités provinciales et locales</p> <p>Partenaires de mise en oeuvre</p>
<p>QE 11 : Quelle est la valeur ajoutée de l'intervention pour le développement de la province ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Chiffre d'affaires des filières appuyées et nombre d'emploi dans les filières appuyées • VAB créé par la filière au niveau provincial • Part de l'économie provincial (monétaire et emploi) • Réduction de l'exode rurale et stabilisation de la population locale / régionale 	<p>Entretiens semi-structurés/ focus groupe</p> <p>Rapports de projet</p> <p>Registres des partenaires de mise en oeuvre et rapports publics</p> <p>Statistiques nationales ou régionales</p>	<p>Entretiens semi-structurés</p> <p>Focus groupes</p> <p>Bibliographie</p> <p>Recherche internet</p>	<p>Equipe projet</p> <p>Formateurs et dirigeants des unités de formation – emploi et/ou autre institutions de FAR</p>

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
				Autorités provinciales et locales
Questions d'évaluation liées à l'objectif 2				
QE 12 : Parmi les expériences menées jusqu'à présent par l'interventions, quelles sont celles qui peuvent être capitalisées pour orienter des futures stratégies d'intervention (leçons / durabilité) ?	<ul style="list-style-type: none"> • Leçons positives et négatives • Expériences à capitaliser • Manifestation d'intérêt des parties prenantes pour certaines expériences • Niveau d'adaptation de la mise en œuvre • Méthodes, outils et approche de mise en œuvre performantes • Gouvernance adaptée 	<p>Entretiens semi-structurés/ focus groupe</p> <p>Rapports de projet</p> <p>Comptes-rendus de réunion des unités de formation-emploi et des centres de formation et/ou emploi</p> <p>Comptes-rendus de Comité de pilotage</p>	<p>Entretiens semi-structurés</p> <p>Focus groupes</p> <p>Bibliographie</p>	<p>Equipe projet</p> <p>Formateurs et dirigeants des unités de formation – emploi et/ou autre institutions de FAR</p> <p>Personnel AFD</p> <p>Autorités nationales, provinciales et locales</p> <p>Partenaires de mise en œuvre</p>
QE 13 : Dans quelle mesure les services soutenus par le	<ul style="list-style-type: none"> • Satisfaction des compétences et des capacités techniques des apprenants 	Registres des centres de formation et/ou emploi	Entretiens semi-structurés	Bénéficiaires

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
<p>projet contribuent-ils à répondre aux problèmes du secteur agricole et besoins de la population (pertinence / durabilité) ?</p>	<p>auprès des maitres de stage (par filière appuyée)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'exploitation des ressources (terre, eau, main d'œuvre) • Revenu et VA généré par les activités, selon les filières et segments de filière (par ha et par UTH) • Rentabilité économique des activités appuyées • Autonomie alimentaire au niveau local et provincial • Autonomie financière des bénéficiaires / capacité financière (trésorerie, coût d'opportunité,...) pour répliquer les activités de manière autonome 	<p>Entretiens semi-structurés/ focus groupe</p> <p>Rapports de projet</p> <p>Données secondaires relatives aux revenus et à l'exploitation des ressources naturelles</p> <p>Comptes-rendus de réunion des unités de formation-emploi et des centres de formation et/ou emploi</p> <p>Comptes-rendus de Comité de pilotage</p> <p>Rapport et diagnostic de partie prenantes ou autres PTF</p>	<p>Focus groupes</p> <p>Bibliographie</p> <p>Recherche internet</p> <p>Revue de statistiques existantes</p>	<p>Equipe projet</p> <p>Formateurs et dirigeants des unités de formation – emploi et/ou autre institutions de FAR</p> <p>Autorités nationales, provinciales et locales</p>
<p>QE14 : Quel est le degré d'appropriation par les partenaires nationaux des services dont le développement a été soutenu par le projet ? (durabilité</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Proportion des partenaires nationaux utilisant les services • Niveau de maîtrise technique de la gestion et de la maintenance des services par les partenaires • Capacités économiques des partenaires à opérer et maintenir les services 	<p>Entretiens semi-structurés/ focus groupe</p> <p>Rapports de projet</p> <p>Comptes-rendus de réunion des unités de formation-emploi et des centres de formation et/ou emploi</p>	<p>Entretiens semi-structurés</p> <p>Focus groupes</p> <p>Bibliographie</p>	<p>Bénéficiaires</p> <p>Equipe projet</p> <p>Formateurs et dirigeants des unités de formation – emploi et/ou autre</p>

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
	<ul style="list-style-type: none"> • Adéquation de la contribution (financière/matérielle/RH) des partenaires congolais avec les prévisions • Politiques nationales, sectorielles et locales et politiques budgétaires susceptibles de la faire perdurer • Instances de dialogue sur la base de l'intervention • Ancrage de l'intervention dans des structures institutionnelles susceptibles de subsister après sa clôture • Niveau d'implication des partenaires et des parties prenantes locales dans le processus de planification et de mise en œuvre ? • Capacités des institutions partenaires (mandat, compétences, gouvernance, budget) à faire perdurer les résultats • Existence d'évaluation de la capacité actuelle des institutions partenaires à remplir leur fonction de manière à permettre la continuité des résultats de l'intervention après sa clôture. 	<p>Comptes-rendus de Comité de pilotage</p> <p>Registres des centres de formation et/ou emploi</p> <p>Etudes macro</p>		<p>institutions de FAR</p> <p>Personnel AFD</p> <p>Autorités nationales et provinciales et locales</p> <p>Partenaires de mise en œuvre</p>

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'organisations d'utilisateurs/de parties prenantes (de secteurs professionnels, d'apprenants / de parents...) créées dans le cadre du projet • Nombre d'événements auxquels participent les parties prenantes et nombre de parties prenantes représentées par événement (par parties prenantes et global) • Modalités de prise de décisions (et pouvoir d'influence correspondants aux différents acteurs / parties prenantes) relatives aux bénéficiaires de l'intervention • Existence d'une approche d'appui à l'appropriation par le gouvernement partenaire que les acteurs concernés (notamment l'équipe projet) peuvent présenter clairement (et mise en œuvre de cette approche) • Formalisation de la manière dont les acteurs locaux comptent continuer à assurer le flux de bénéfices de l'intervention par les bénéficiaires • Opinions des parties prenantes sur l'appropriation par les groupes cibles 			

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
	des dispositifs et stratégies mis en place			
QE 15 : Quelle est la valeur ajoutée de l'approche proposée en termes de trajectoire de durabilité ? Quelle est la probabilité de continuité des bénéfices produits et des résultats obtenus jusqu'à présent à l'issue de la mise en œuvre (efficacité/durabilité) ?	<ul style="list-style-type: none"> Proportion d'apprenant.es accompagné.es et soutenus techniquement et économiquement durant et après la formation ; et durée d'accompagnement/ soutien Spécificité de l'approche proposée par rapport à d'autres forme de FAR Les activités proposées sont techniquement adaptées au contexte local et aux spécificités des systèmes d'activités des apprenants. Analyse de la rentabilité économique et de l'autonomie financière des bénéficiaires : Les activités sont-elles rentables ? Les acteurs ont-ils les capacités financières (trésorerie, coût d'opportunités, capacité d'investissement...) pour développer et répliquer les activités de manière autonome. Analyse de la robustesse des partenariats établis par le projet avec les institutions publiques et/ou privées (existence d'accords, mandat institutionnel, capacités 	<p>Entretiens semi-structurés/ focus groupe</p> <p>Rapports de projet</p> <p>Comptes-rendus de réunion des unités de formation-emploi et des centres de formation et/ou emploi</p> <p>Comptes-rendus de Comité de pilotage</p> <p>Rapport et diagnostic de partie prenantes ou autres PTF</p>	<p>Entretiens semi-structurés</p> <p>Focus groupes</p> <p>Bibliographie</p> <p>Recherche internet</p>	<p>Bénéficiaires</p> <p>Equipe projet</p> <p>Formateurs et dirigeants des unités de formation – emploi et/ou autre institutions de FAR</p> <p>Autorités nationales, provinciales et locales</p> <p>Partenaires de mise en œuvre</p>

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
	<p>institutionnelles, budget, appropriation)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'autonomie de gestion technique, financière et organisationnelle des unités de formation-emploi et autres institutions de FAR et d'insertion professionnelle • Les politiques nationales, sectorielles et locales et les politiques budgétaires soutiennent les orientations de l'intervention • Mise en œuvre des pratiques et approches diffusées par le projet GIFT chez d'autres acteurs locaux • Degré d'appropriation des modalités de mise en gestion et des règles par les parties prenantes 			
<p>QE 16 : Le projet dispose-t-il d'une stratégie de sortie développée de manière conjointe avec les autorités locales ? Quel est le degré d'implication des parties prenantes, incluant le secteur privé dans la définition de ladite stratégie et/ou dans les</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Existence de document de stratégie de sortie • Pertinence, cohérence et réalisme de la stratégie • Responsabilités claires des différentes parties prenantes (publiques et privés) dans la gestion post projet du dispositif de FAR et d'insertion professionnelle 	<p>Entretiens semi-structurés/ focus groupe</p> <p>Rapports de projet</p> <p>Comptes-rendus de réunion des unités de formation-emploi et des centres de formation et/ou emploi</p>	<p>Entretiens semi-structurés</p> <p>Focus groupes</p> <p>Bibliographie</p>	<p>Bénéficiaires</p> <p>Equipe projet</p> <p>Formateurs et dirigeants des unités de formation – emploi et/ou autre</p>

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
activités de projet (Pertinence / durabilité) ?	<ul style="list-style-type: none"> Sources de financement du dispositif de FAR et d'insertion professionnelle identifiées et assurées pour les années suivant la clôture du projet. Bonne compréhension des parties prenantes concernant la gestion du dispositif Existence de sources de financement (au niveau national et/ou regional) susceptibles de permettre le maintien du système d'accompagnement après le projet Facteurs externes pouvant impacter négativement la stratégie de sortie et mesures d'atténuations 	Comptes-rendus de Comité de pilotage		institutions de FAR Autorités nationales, provinciales et locales Partenaires de mise en œuvre
• Question d'évaluation liée aux effets non intentionnels				
QE17 : Quels sont les effets non intentionnels qui peuvent être observés jusqu'à présent dans toutes les composantes d'intervention mises en œuvre ?	<ul style="list-style-type: none"> Diversité, type et importance des effets non intentionnels observés (environnementaux, sociaux, culturels, économiques ou sexospécifiques ; positif et négatif) et analyse de leurs conséquences Effets détectés par des evidences (...sociales économiques, etc) du projet sur des populations ou acteurs non ciblés 	Entretiens semi-structurés/ focus groupe Rapports de projet Comptes-rendus de Comité de pilotage Rapport et diagnostic de partie prenantes ou autres PTF	Entretiens semi-structurés Focus groupes	Bénéficiaires Equipe projet Formateurs et dirigeants des unités de formation – emploi et/ou autre

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
	<ul style="list-style-type: none"> Opinion sur la persistance de ses effets sur la durée Contribution des effets non intentionnels aux résultats de l'intervention Si les effets sont négatifs, mesures d'atténuation adoptées. 			institutions de FAR
• Questions d'évaluations liées aux thèmes transversaux				
QE 18 : Est-ce que le projet a prévu une stratégie et une approche inclusives adéquates à réaliser des progrès dans la promotion de l'accès équilibré pour femmes et hommes aux opportunités formatives, aux ressources mises à disposition et donc aux bénéfices envisagés tenant compte du contexte d'intervention?	<ul style="list-style-type: none"> Proportion de femmes et de jeunes bénéficiant des résultats du projet Augmentation du taux de réussite des filles Existence d'un diagnostic genre en relation avec les différentes filières appuyées par la FAR Existence d'une stratégie et/ou d'un plan d'action Genre Capacité de l'équipe technique à intégrer une approche genre dans le projet. Existence d'un responsable genre formé spécifiquement à la thématique/ renforcement de capacité en équité de genre de l'ensemble de l'équipe / appui de RH spécialisé / mise à disposition d'outils spécifiques 	<p>Entretiens semi-structurés/ focus groupe</p> <p>Rapports de projet</p> <p>Comptes-rendus de réunion des unités de formation-emploi et des centres de formation et/ou emploi</p> <p>Comptes-rendus de Comité de pilotage</p> <p>Diagnostic genre et Plan d'Action genre</p> <p>Cursus de formation et guide de mise en œuvre</p>	<p>Entretiens semi-structurés</p> <p>Focus groupes</p> <p>Bibliographie</p>	<p>Bénéficiaires</p> <p>Equipe projet</p> <p>Formateurs et dirigeants des unités de formation – emploi et/ou autre institutions de FAR</p> <p>Partenaires de mise en œuvre</p>

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
	<ul style="list-style-type: none"> Budget du projet spécifique à la problématique genre Intégration de problématique de genre dans les cursus FAR Mécanisme prévus (gestion, méthodologique, financier) au sein du dispositif de FAR et d'insertion professionnelle pour assurer l'équité de genre Données liées aux activités et résultats du projet désagrégées selon le genre 			
<p>QE19 : Dans quelle mesure l'analyse et le plan préétabli de prévention et protection de l'environnement ont-ils été élaborés et appropriés d'une façon adéquate par rapport au contexte et au secteur d'intervention ? Des risques d'effets négatifs sur l'environnement ont-ils été identifiés et pris en compte ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> Dans quelle mesure les activités du projet GIFT contribuent à la protection de l'environnement ? Existence d'un Plan d'Action Environnemental (PAE) Niveau de prises en compte des contraintes et opportunités environnementales dans la stratégie de l'intervention Degré d'attention accordé à la dimension de l'environnement lors de la planification de l'intervention Prise en compte des problématiques environnementales et de 	<p>Entretiens semi-structurés/ focus groupe</p> <p>Rapports de projet</p> <p>Comptes-rendus de réunion des unités de formation-emploi et des centres de formation et/ou emploi</p> <p>Comptes-rendus de Comité de pilotage</p> <p>Diagnostic et Plan d'Action Environnemental</p> <p>Cursus de formation et guide de mise en œuvre</p>	<p>Entretiens semi-structurés</p> <p>Focus groupes</p> <p>Bibliographie</p> <p>Recherche internet</p>	<p>Bénéficiaires</p> <p>Equipe projet</p> <p>Formateurs et dirigeants des unités de formation – emploi et/ou autre institutions de FAR</p> <p>Partenaires de mise en œuvre</p>

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
	<p>changement climatique dans les cursus de FAR</p> <ul style="list-style-type: none"> • Niveau de mise en œuvre et/ou promotion de bonnes pratiques environnementales (usage d'intrants chimiques, usage de l'eau, préservation du couvert végétal, agroécologie...) • Risques-de dommages à l'environnement résultants du projet • Niveau d'adoption/de promotion de mesures d'atténuation de l'impact environnemental • L'obtention des résultats de l'intervention est-elle susceptible d'accroître la pression sur les écosystèmes et les ressources naturelles : évolution des ressources en eau, de la fertilité des sols, du couvert végétal, de la biodiversité • Pollution générée par l'intervention et les activités qu'elle promeut 	Rapport et diagnostic de partie prenantes ou autres PTF		

5. Calendrier de travail

La mission débutera le 101 octobre par la réunion de kick-off, à la suite de laquelle l'organisation précise de la visite sur le terrain sera finalisée, en discussion avec l'équipe d'Enabel en RDC. La visite de terrain aura lieu du 19 au 30 octobre 2024, comme présenté dans la proposition de la section 3.2., la figure 1 présente le calendrier détaillé par jour.

Une première version du rapport sera partagée avec Enabel la semaine du 18 novembre. Ensuite les commentaires et observations écrites et orales seront prises en considération pour la rédaction du rapport final partagé la semaine du 23 décembre. Les dates de la réunion de restitution pourront être rediscutées selon les disponibilités des équipes.

Figure 2 : Calendrier

Activité	Date
Phase de démarrage	
Réunion de démarrage	10/10
Rapport de démarrage	18/10
Phase de collecte de données	
Revue documentaire	10/10-19/10
Mission de terrain	19/10 au 30/10
Rapports et restitution	
Rapport provisoire	Semaine du 11/11
Réception des commentaires	Semaine du 02/12
Rapport final	Semaine du 16/12
Réunion de restitution	Semaine du 30/12

6. Risques et limites méthodologiques

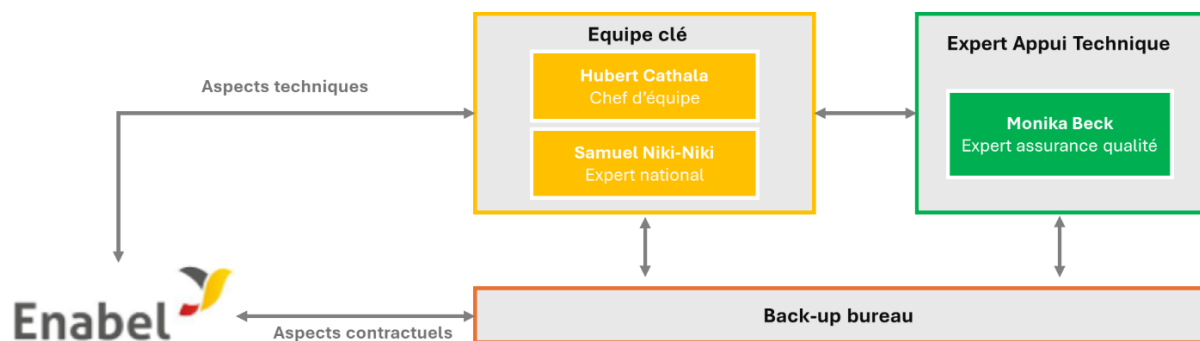
Risque ou limites	Mesures d'atténuation ou de réponse envisagées
Etendue et portée de l'évaluation : 15 questions d'évaluation pour un volume de jours limités	Durant la phase de démarrage, l'équipe d'évaluation visera à bien comprendre les attentes et les priorités de l'évaluation et à se concentrer sur les critères clés tels que l'efficacité et l'efficacités. L'équipe d'évaluation est constituée d'experts qualifiés, ayant une solide expertise en évaluation. Ils travailleront en bonne collaboration avec Enabel pour faciliter le processus d'évaluation.
Disponibilité des acteurs clés et de l'équipe d'évaluation	Il est essentiel d'avoir la participation active des acteurs représentant les différents groupes de parties prenantes. Les personnes ressources clé ont déjà été identifiées dans les TdR et pourront le cas échéant être complétés lors de la phase de collecte de données dans le pays. Nous convenons à l'avance des dates et heures des échanges. Notre équipe restera disponible tout au

	long de la période d'évaluation pour assurer une communication fluide et répondre aux besoins.
Biais du répondant	Les questions de biais seront atténuées grâce à la conception des questions et à l'inclusion de questions de validation. Les éventuels biais seront explicités et traités dans l'analyse. Les éléments factuels seront clairement triangulés et référencés dans les résultats. Les conclusions seront basées sur des faits solidement établis, ce qui permettra des jugements étayés. Les principales parties prenantes seront impliquées dans la discussion des résultats préliminaires de l'étude (debriefing de la visite de terrain) et dans la réunion de restitution où les résultats seront présentés. Pour garantir que l'équipe et les résultats restent objectifs, ADE a inclus un contrôleur qualité chargé de veiller à ce que les résultats soient soigneusement triangulés et fondés sur des preuves solides
Situation sécuritaire et sanitaire dans le pays	Les évaluateurs seront en dialogue constant avec l'équipe Enabel locale pour être à jour sur la situation sécuritaire et sanitaire et adapter le programme au besoin. Les experts se rendront sur les sites accessibles d'un point de vue sécuritaire. ADE a l'habitude de travailler dans ce type de contexte sécuritaire. ADE a une assurance pour les déplacements dans les zones à "risque élevé" et dans les zones à "risque extrême" : cette assurance permet d'avoir des informations précises sur la situation sécuritaire. Nos experts sur place respecteront les préconisations permettant de se déplacer dans ces zones quand cela sera nécessaire pour le bon déroulé de la mission.
Disponibilité des données dans un pays en situation fragile, qui pourrait affecter la fourniture de preuves solides.	L'équipe comprend un consultant local expérimenté qui participe à la collecte de données. La triangulation des méthodes de collecte et des sources de données pour répondre aux questions évaluatives est à la base d'une analyse robuste.
Barrière de la langue	L'équipe comprend un expert national parlant le lingala, le kikongo et le swahili en plus du français. Il pourra faciliter les discussions lors des entretiens et des groupes de discussion.

7. Présentation de l'équipe

L'équipe présentée est composée de deux experts principaux qui réaliseront l'évaluation à mi-parcours du projet GIFT ainsi que de l'équipe d'appui et de contrôle qualité.

Figure 3 : Présentation de l'équipe



Chef de mission – international

Hubert Cathala est expert en évaluation et ingénieur avec plus de 25 ans d'expérience. Il est diplômé en biochimie et en agronomie tropicale. Il possède une vaste expérience dans la planification, la mise en œuvre et l'évaluation de projets de développement agricole et de lutte contre la pauvreté, dont un grand nombre en Afrique subsaharienne, y compris de vastes programmes thématiques et nationaux pour Enabel, ainsi que pour la BAD-IDEV et d'autres institutions (AFD, UE, etc.). Il est expert en matière de chaîne de valeur, d'analyse des systèmes agricoles et de services financiers. Il a participé en tant que chef d'équipe, expert agricole ou expert en développement du secteur privé à de nombreuses évaluations pour la BAD depuis 2017 et a travaillé avec des organisations internationales multiples incluant la conduite de nombreuses revues à mi-parcours ou finales pour Enabel.

Expert senior – national

Samuel Niki-Niki est un expert en suivi, évaluation et apprentissage et en développement organisationnel, basé en RDC. Il a 24 ans d'expérience dans la promotion du développement, ayant travaillé en particulier dans des projets axés sur la promotion de l'emploi des jeunes, l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes, la sécurité alimentaire, la structuration des organisations paysannes, la promotion de la gouvernance participative, le renforcement de la résilience des communautés. En plus de son expérience de praticien, il a, au cours des 10 dernières années, été impliqué dans un nombre important de missions d'évaluations et d'études quantitatives et qualitatives, ayant dans beaucoup de cas joué le rôle de coordinateur de recherche ou de chef d'équipe. Il a participé récemment à l'étude baseline du programme Enabel dans la Tshopo et Sud-Kivu, ainsi qu'à l'étude baseline du projet Enabel Santé Kinshasa.

Expert Assurance Qualité

Monika Beck est la responsable du département agriculture, développement rural et environnement, à ADE depuis 2007. Ingénieur agronome (spécialisation économie et sociologie rurales) (1990) ULg, Gembloux Agro-Bio Tech, elle travaille depuis plus de 30 ans dans le domaine de l'évaluation des politiques publiques, en Afrique subsaharienne et ensuite au sein de l'UE sur la Politique agricole commune (PAC). Cheffe d'équipe de nombreuses évaluations, elle a également de nombreuses expériences comme Contrôleur de Qualité d'évaluations d'interventions pour la coopération au développement, dont pour Enabel.

Annexe 1. Curricula Vitae de l'équipe

Annexe 2. Guides d'entretien

Introduction

Cet entretien est en rapport avec l'évaluation à mi-parcours du Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion, et la Formation agricole et rurale dans la province de la Tshopo (GIFT). Ce projet est mis en œuvre par Enabel et est financé par l'Agence Française de Développement (AFD).

Il est prévu qu'il durera approximativement 1 heure dépendamment du profil du répondant et de la nature des questions.

Consentement

Nous voudrions avoir votre consentement à participer à cet entretien. Votre participation est volontaire, et vous avez le droit d'interrompre à tout moment. Vous pouvez être rassuré que votre participation ne comporte pas de risques de quelque nature que ce soit. Toutes vos réponses seront gardées anonymement et protégées. Elles ne seront utilisées que dans le but de cette évaluation.

Nous aimerions aussi avoir votre consentement pour enregistrer cet entretien.

Guide d'entretien semi-structuré – Equipes de projet

Participants (nom, organisation, fonction, contact)	
Membre de l'équipe d'évaluation	
Thématique / sujet	
Lieu	
Date	

Liste indicative de sujets à aborder

- Pertinence et adaptation de la démarche globale d'appui à l'insertion : objectifs du projet, inscription de la stratégie dans le contexte congolais, besoins identifiés, ciblage des bénéficiaires sélectionnés, opinion sur les unités de formation-emploi.
- Alignement du projet avec les priorités et politiques congolaises, belges, françaises, ou d'autres acteurs intervenants, dont documents politiques et stratégiques pertinents.
- Effets attendus du projet et intégration de composantes systémiques (contenus des formations, participation aux formations, revenu moyen des apprenants).
- Efficience : coût des activités, pilotage de l'action, degré de mise en œuvre, adaptation du projet aux changements, existence d'approches alternatives, adéquation du budget pour la mise en œuvre, respect des échéances, adéquation des ressources humaines, qualité des relations entre l'équipe et les communautés locales, COPIL et partenaires de mise en œuvre

- Engagement et implication des partenaires au niveau local, provincial et national : partenaires impliqués, perception sur la compréhension des enjeux de la FAR et de l'insertion professionnelle, modalité et temps de prise de décision.
- Conception et dispositifs de financement : coûts et modalités de fonctionnement, niveau de compréhension des dispositifs de financement, obstacles rencontrés.
- Système de suivi et d'évaluation : opérationnalisation du système de suivi-évaluation, coordination pour le suivi-évaluation, capitalisation du système de suivi-évaluation (utilisation du système, adaptations suite au rapportage, identification des défis,...)
- Etat d'avancement pour l'atteinte des résultats : état des lieux, taux de satisfaction, opinion sur la mise en œuvre et des dispositifs d'accompagnement à l'entrepreneuriat et qualité des résultats.
- Capitalisation des expériences pour le futur : dispositifs pour la capitalisation, approche, et effets.
- Potentiel de la stratégie du renforcement de capacités sur l'insertion dans le marché du travail : besoins en termes de renforcement de capacités, analyse de marchés, taux d'insertion professionnelle effets observés.
- Valeur ajoutée du projet pour le développement de la province
- Leçons apprises (positives et négatives), expériences à capitaliser.
- Problèmes du secteur agricole/besoins de la population auxquels le projet répond
- Degré d'appropriation des partenaires nationaux du projet et facteurs y contribuant/bloquant l'appropriation.
- Valeur ajoutée de l'approche en termes de durabilité, effets leviers.
- Stratégie de sortie et modalités pour la durabilité du dispositif
- Effets non-intentionnels observés
- Inclusivité de l'approche : prise en compte de la dimension genre.
- Prise en compte des dimensions environnementales, dont enjeux, risques et bonnes pratiques.

Notes d'entretiens

- XXX

XXX

Guide d'entretien semi-structuré – AFD

Participants (nom, organisation, fonction, contact)	
Membre de l'équipe d'évaluation	
Thématique / sujet	

Lieu	
Date	

Liste indicative de sujets à aborder

- Pertinence et adaptation de la démarche globale d'appui à l'insertion : objectifs du projet, inscription de la stratégie dans le contexte congolais, besoins identifiés, ciblage des bénéficiaires sélectionnés, opinion sur les unités de formation-emploi.
- Alignement du projet avec les priorités et politiques congolaises, belges, françaises, ou d'autres acteurs intervenants, dont documents politiques et stratégiques pertinents.
- Efficience : pilotage de l'action, adaptation du projet aux changements, existence d'approches alternatives, adéquation du budget pour la mise en œuvre, respect des échéances, adéquation des ressources humaines, qualité des relations entre l'équipe et les communautés locales, COPIL et partenaires de mise en œuvre
- Engagement et implication des partenaires au niveau local, provincial et national : partenaires impliqués, perception sur la compréhension des enjeux de la FAR et de l'insertion professionnelle, modalité et temps de prise de décision.
- Appréciation de l'état d'avancement pour l'atteinte des résultats
- Degré d'appropriation des partenaires nationaux du projet et facteurs y contribuant/bloquant l'appropriation.
- Leçons apprises (positives et négatives), expériences à capitaliser

Notes d'entretiens

- XXX
- XXX

Guide d'entretien semi-structuré – Autorités nationales, provinciales et locales

Participants (nom, organisation, fonction, contact)	
Membre de l'équipe d'évaluation	
Thématique / sujet	
Lieu	
Date	

Liste de sujets à aborder

- Pertinence et adaptation de la démarche globale d'appui à l'insertion : objectifs du projet, inscription de la stratégie dans le contexte congolais, besoins identifiés, ciblage des bénéficiaires sélectionnés, opinion sur les unités de formation-emploi.
- Alignement du projet avec les priorités et politiques congolaises, belges, françaises, ou d'autres acteurs intervenants, dont documents politiques et stratégiques pertinents.
- Engagement et implication des partenaires au niveau local, provincial et national : partenaires impliqués, perception sur la compréhension des enjeux de la FAR et de l'insertion professionnelle, modalité et temps de prise de décision.
- Conception et dispositifs de financement : coûts et modalités de fonctionnement, niveau de compréhension des dispositifs de financement, obstacles rencontrés.
- Etat d'avancement pour l'atteinte des résultats : état des lieux, taux de satisfaction, opinion sur la mise en œuvre et des dispositifs d'accompagnement à l'entrepreneuriat et qualité des résultats.
- Capitalisation des expériences pour le futur : dispositifs pour la capitalisation, approche, et effets.
- Potentiel de la stratégie du renforcement de capacités sur l'insertion dans le marché du travail : besoins en termes de renforcement de capacités, analyse de marchés, taux d'insertion professionnelle effets observés.
- Valeur ajoutée du projet pour le développement de la province
- Leçons apprises (positives et négatives), expériences à capitaliser.
- Problèmes du secteur agricole/besoins de la population auxquels le projet répond
- Degré d'appropriation des partenaires nationaux du projet et facteurs y contribuant/bloquant l'appropriation.
- Valeur ajoutée de l'approche en termes de durabilité, effets leviers.
- Stratégie de sortie et modalités pour la durabilité du dispositif

Notes d'entretiens

- XXX
- XXX

Guide d'entretien semi-structuré – partenaires de mise en œuvre

Participants (nom, organisation, fonction, contact)	
Membre de l'équipe d'évaluation	
Thématique / sujet	

Lieu	
Date	

Liste indicative de sujets à aborder

- Pertinence et adaptation de la démarche globale d'appui à l'insertion : objectifs du projet, inscription de la stratégie dans le contexte congolais, besoins identifiés, ciblage des bénéficiaires sélectionnés, opinion sur les unités de formation-emploi.
- Alignement du projet avec les priorités et politiques congolaises, belges, françaises, ou d'autres acteurs intervenants, dont documents politiques et stratégiques pertinents.
- Effets attendus du projet et intégration de composantes systémiques (contenus des formations, participation aux formations, revenu moyen des apprenants).
- Efficience : coût des activités, pilotage de l'action, degré de mise en œuvre, adaptation du projet aux changements, existence d'approches alternatives, adéquation du budget pour la mise en œuvre, respect des échéances, adéquation des ressources humaines, qualité des relations entre l'équipe et les communautés locales, COPIL et partenaires de mise en œuvre
- Engagement et implication des partenaires au niveau local, provincial et national : partenaires impliqués, perception sur la compréhension des enjeux de la FAR et de l'insertion professionnelle, modalité et temps de prise de décision.
- Conception et dispositifs de financement : coûts et modalités de fonctionnement, niveau de compréhension des dispositifs de financement, obstacles rencontrés.
- Système de suivi et d'évaluation : opérationnalisation du système de suivi-évaluation, coordination pour le suivi-évaluation, capitalisation du système de suivi-évaluation (utilisation du système, adaptations suite au rapportage, identification des défis,...)
- Etat d'avancement pour l'atteinte des résultats : état des lieux, taux de satisfaction, opinion sur la mise en œuvre et des dispositifs d'accompagnement à l'entrepreneuriat et qualité des résultats.
- Capitalisation des expériences pour le futur : dispositifs pour la capitalisation, approche, et effets.
- Potentiel de la stratégie du renforcement de capacités sur l'insertion dans le marché du travail : besoins en termes de renforcement de capacités, analyse de marchés, taux d'insertion professionnelle effets observés.
- Leçons apprises (positives et négatives), expériences à capitaliser.
- Degré d'appropriation des partenaires nationaux du projet et facteurs y contribuant/bloquant l'appropriation.
- Valeur ajoutée de l'approche en termes de durabilité, effets leviers.
- Stratégie de sortie et modalités pour la durabilité du dispositif
- Inclusivité de l'approche : prise en compte de la dimension genre.
- Prise en compte des dimensions environnementales, dont enjeux, risques et bonnes pratiques.

Notes d'entretiens

- XXX
- XXX

Guide d'entretien semi-structuré – Formateurs et dirigeants des unités de formation-emploi ou autre institution de FAR

Participants (nom, organisation, fonction, contact)	
Membre de l'équipe d'évaluation	
Thématique / sujet	
Lieu	
Date	

Liste indicative de sujets à aborder

- Pertinence et adaptation de la démarche globale d'appui à l'insertion : objectifs du projet, inscription de la stratégie dans le contexte congolais, besoins identifiés, ciblage des bénéficiaires sélectionnés, opinion sur les unités de formation-emploi.
- Effets attendus du projet et intégration de composantes systémiques (contenus des formations, participation aux formations, revenu moyen des apprenants).
- Efficience : coût des activités, pilotage de l'action, degré de mise en œuvre, adaptation du projet aux changements, existence d'approches alternatives, adéquation du budget pour la mise en œuvre, respect des échéances, adéquation des ressources humaines, qualité des relations entre l'équipe et les communautés locales, COPIL et partenaires de mise en œuvre
- Engagement et implication des partenaires au niveau local, provincial et national : partenaires impliqués, perception sur la compréhension des enjeux de la FAR et de l'insertion professionnelle, modalité et temps de prise de décision.
- Conception et dispositifs de financement : coûts et modalités de fonctionnement, niveau de compréhension des dispositifs de financement, obstacles rencontrés.
- Système de suivi et d'évaluation : opérationnalisation du système de suivi-évaluation, coordination pour le suivi-évaluation, capitalisation du système de suivi-évaluation (utilisation du système, adaptations suite au rapportage, identification des défis,...)
- Etat d'avancement pour l'atteinte des résultats : état des lieux, taux de satisfaction, opinion sur la mise en œuvre et des dispositifs d'accompagnement à l'entrepreneuriat et qualité des résultats.
- Capitalisation des expériences pour le futur : dispositifs pour la capitalisation, approche, et effets.
- Potentiel de la stratégie du renforcement de capacités sur l'insertion dans le marché du travail : besoins en termes de renforcement de capacités, analyse de marchés, taux d'insertion professionnelle effets observés.

- Valeur ajoutée du projet pour le développement de la province
- Leçons apprises (positives et négatives), expériences à capitaliser.
- Problèmes du secteur agricole/besoins de la population auxquels le projet répond
- Degré d'appropriation des partenaires nationaux du projet et facteurs y contribuant/bloquant l'appropriation.
- Valeur ajoutée de l'approche en termes de durabilité, effets leviers.
- Stratégie de sortie et modalités pour la durabilité du dispositif
- Effets non-intentionnels observés
- Inclusivité de l'approche : prise en compte de la dimension genre.
- Prise en compte des dimensions environnementales, dont enjeux, risques et bonnes pratiques.

Notes d'entretiens

- XXX
- XXX

Guide d'entretien semi-structuré – Bénéficiaires

Participants (nom, organisation, fonction, contact)	
Membre de l'équipe d'évaluation	
Thématique / sujet	
Lieu	
Date	

Liste indicative de sujets à aborder

- Pertinence et adaptation de la démarche globale d'appui à l'insertion : objectifs du projet, besoins identifiés, ciblage des bénéficiaires sélectionnés, opinion sur les unités de formation-emploi.
- Effets attendus du projet et intégration de composantes systémiques (contenus des formations, participation aux formations, revenu moyen des apprenants).
- Efficience : pilotage de l'action, degré de mise en œuvre, adaptation du projet aux changements, existence d'approches alternatives, qualité des relations entre l'équipe et les communautés locales
- Engagement et implication des partenaires au niveau local.
- Conception et dispositifs de financement : coûts et modalités de fonctionnement, niveau de compréhension des dispositifs de financement, obstacles rencontrés.

- Etat d'avancement pour l'atteinte des résultats : taux de satisfaction, opinion sur la mise en œuvre et des dispositifs d'accompagnement à l'entrepreneuriat et qualité des résultats.
- Potentiel de la stratégie du renforcement de capacités sur l'insertion dans le marché du travail : besoins en termes de renforcement de capacités, taux d'insertion professionnelle effets observés.
- Leçons apprises (positives et négatives), expériences à capitaliser.
- Problèmes du secteur agricole/besoins de la population auxquels le projet répond
- Degré d'appropriation des partenaires nationaux du projet et facteurs y contribuant/bloquant l'appropriation.
- Valeur ajoutée de l'approche en termes de durabilité.
- Stratégie de sortie et modalités pour la durabilité du dispositif
- Effets non-intentionnels observés
- Inclusivité de l'approche : prise en compte de la dimension genre.
- Prise en compte des dimensions environnementales, dont enjeux, risques et bonnes pratiques.

Notes d'entretiens

- XXX
- XXX

Annexe 4 – Matrice d'évaluation

Matrice d'évaluation et méthodes de collecte d'information

Table 1 : Matrice d'évaluation

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
Questions d'évaluation liées à l'objectif 1				
QE1 : La démarche globale d'appui à l'insertion des acteurs cibles, incluant la mise en place et l'accompagnement d'unités de formation-emploi, est-elle pertinente et adaptée au marché de l'emploi de la région d'intervention dans le secteur agricole et rural (pertinence) ?	<p>Niveau d'adéquation de la stratégie et logique de l'intervention, en fonction du contexte Congolais</p> <p>Niveau d'adéquation des activités mises en place avec les besoins identifiés en amont des bénéficiaires ((par filière appuyée)</p> <p>Niveau d'adéquation du nombre de bénéficiaires sélectionnés avec les besoins du marché (par filière appuyée) ?</p> <p>% d'apprenants sortant des unités de formation-emploi développant une activité professionnelle 6 mois après graduation (travail non journalier et travail journalier) - par filière appuyée</p> <p>Opinion des apprenants sur les unités de formation-emploi (par filière appuyée)</p>	<p>Rapports de projet</p> <p>Documents stratégiques, documents de projets, manuel de procédures</p> <p>Etudes de suivi des sortants 'tracer study' des diagnostics initiaux, ou des études de marché ou de filière</p> <p>Registres des centres de formation et/ou emploi</p> <p>Diagnostic du marché de l'emploi</p> <p>Entretiens et focus groupes</p>	<p>Entretiens semi-structurés</p> <p>Focus groupes</p> <p>Bibliographie/ documents projet</p>	<p>Bénéficiaires</p> <p>Equipe projet</p> <p>Formateurs et dirigeants des unités de formation – emploi et/ou autre institutions de FAR</p> <p>Personnel AFD</p> <p>Autorités nationales, provinciales et locales</p> <p>Partenaires de mise en œuvre</p>

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
	<p>Appréciation de la qualité de la définition des objectifs (clarté de l'énoncé ; réalisme des effets escomptés)</p> <p>Appropriation des réponses retenues face aux problèmes identifiés</p> <p>Existence et adaptation aux besoins d'un ciblage des bénéficiaires - En particulier, parmi les critères de sélection, prise en compte de l'équité de genre</p> <p>Adéquation du nombre de bénéficiaires sélectionnés avec les résultats attendus</p> <p>Niveau de Transparence de la sélection et critères de référence qui assurent la transparence</p>			
<p>QE2 : Est-ce que l'intervention est alignée avec les priorités et politiques congolaises, belges, françaises et d'autres acteurs intervenant dans le secteur? (Cohérence)</p>	<p>Niveau de correspondance avec les stratégies et politiques nationales mises en place au niveau national, régional, communal ou encore local en matière de FAR</p> <p>Niveau de complémentarité de l'intervention, avec les autres acteurs travaillant (PTF, secteur privé, société civile...) sur le même secteur/thème</p>	<p>Documents politiques et stratégies en vigueur au Congo</p> <p>Documents de projets et documents stratégiques d'Enabel et de l'AFD</p> <p>Stratégies sectorielles</p> <p>Comptes-rendus de Comité de pilotage</p>	<p>Entretiens bilatéraux avec les parties prenante au niveau national, régional et local ; et avec les bailleurs / acteurs actifs dans le secteur au Congo</p> <p>Bibliographie</p>	<p>Equipe projet</p> <p>Autorités nationales, provinciales et locales</p> <p>Partenaires de mise en œuvre</p> <p>PTF</p>

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
	<p>Degré de correspondance avec les politiques belges, françaises et d'autres acteurs intervenant dans le secteur</p> <p>Nombre de textes (politiques, stratégies nationales ou régionales, réglementations, directives, normes...) correspondant à la logique de l'intervention</p> <p>Existence d'appui étatique - non-budgétisé par le projet- ayant accompagné la mise en œuvre de l'action ou contribué à ses résultats</p>			
<p>QE3 : Dans quelle mesure l'approche systémique proposée par Enabel dans le secteur de l'enseignement agricole dans la région s'avère t'elle appropriée et efficace pour l'atteinte des résultats du projet et la réalisation des effets espérés par rapport à la communauté et au secteur ciblés (pertinence/efficacité) ?</p>	<p>% de formations incluant une composante systémique</p> <p>Fréquence de participation aux formations systémiques</p> <p>Perception des apprenants sur les composantes systémiques de la formation</p> <p>Revenu moyen des apprenants développant une activité professionnelle (par filière appuyée)</p>	<p>Entretiens semi-structurés</p> <p>Rapports de projet et indicateurs du projet</p> <p>Registres des centres de formation et/ou emploi</p>	<p>Entretiens semi-structurés</p> <p>Focus groupes</p> <p>Bibliographie</p>	<p>Bénéficiaires</p> <p>Equipe projet</p> <p>Formateurs et dirigeants des unités de formation – emploi et/ou autre institutions de FAR</p> <p>Partenaires de mise en œuvre</p>

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
<p>QE4 : Les modalités de mise en œuvre de l'intervention sont-elles de nature à atteindre les résultats en utilisant économiquement les ressources et le temps ? (efficience)</p>	<p>Coût des activités permettant d'atteindre un résultat</p> <p>Coût budget des activités par nombre total de bénéficiaires</p> <p>Degré auquel le pilotage de l'action est axé sur les résultats</p> <p>Prise en compte i) des recommandations des missions de backstopping ; et ii) des données relatives aux progrès accomplis pour piloter le projet, faire rapport au Comité de pilotage et proposer les décisions qui s'imposent pour réorienter, le cas échéant, l'intervention au niveau stratégique</p> <p>Effectivité du pilotage de l'intervention par le Comité de pilotage au niveau stratégique</p> <p>Degré de mise en œuvre des décisions prises par le Comité de pilotage</p> <p>Adaptation de la stratégie du projet en fonction des changements de contexte lorsque cela s'avérait nécessaire</p> <p>Existence d'approches ou de méthodes alternatives qui auraient consommés moins de ressources (finance et temps) pour des résultats similaires</p>	<p>Entretiens semi-structurés de l'équipe de projet, de l'équipe d'Enabel et des membres du Copil</p> <p>Rapports de projet et indicateurs</p> <p>Registres des centres de formation et/ou emploi</p> <p>Comptes-rendus de Comité de pilotage</p> <p>Matrice de risque et stratégie de mitigation (si elles existent)</p>	<p>Bibliographie / documents projet</p> <p>Entretiens semi-structurés</p> <p>Focus groupe</p>	<p>Bénéficiaires</p> <p>Equipe projet</p> <p>Formateurs et dirigeants des unités de formation – emploi et/ou autre institutions de FAR</p> <p>Partenaires de mise en œuvre</p>

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
	<p>Adéquation entre budget prévu et coûts réels</p> <p>Respect des échéances (existence d'un chronogramme)</p> <p>Proportion budget investissement / budget fonctionnement</p> <p>Adéquation des ressources humaines, en termes qualitatif (compétences) et quantitatif et des besoins de mise en œuvre du projet</p> <p>Adaptation des manuels de procédures du projet au contexte</p> <p>Opinion des acteurs du projet sur la qualité des relations entre l'équipe d'intervention et les communautés locales ainsi qu'entre le COPIL et les partenaires de mise en œuvre</p>			
<p>QE5 : L'engagement et l'implication des partenaires au niveau local, provincial et national a-t-il été adéquat et suffisant pour faciliter les processus décisionnels et le pilotage de la mise en œuvre des actions (efficience) ?</p>	<p>Diversité, pertinence et nombre d'acteurs locaux impliqués dans les d'unités de formation-emploi et autres activités de FAR et d'insertion professionnelle</p> <p>Diversité, pertinence et nombre des autorités locales, provinciales et nationales impliqués dans le pilotage et la gestion des unités de formation-</p>	<p>Entretiens semi-structurés/ focus groupe</p> <p>Rapports de projet</p> <p>Registres des centres de formation et/ou emploi</p> <p>Comptes-rendus de réunion des unités de formation-emploi et des centres de formation et/ou emploi</p>	<p>Entretiens semi-structurés</p> <p>Focus groupes</p> <p>Bibliographie</p>	<p>Bénéficiaires</p> <p>Equipe projet</p> <p>Formateurs et dirigeants des unités de formation – emploi et/ou autre institutions de FAR</p>

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
	<p>emploi et autres activités de FAR et d'insertion professionnelle</p> <p>Opinion des acteurs quant au niveau de compréhension des enjeux de la FAR et de l'insertion professionnelle des parties prenantes</p> <p>Modalité et temps de prise de décision relatif au projet</p> <p>Correspondance entre les échéances prévues de mise en œuvre des activités et le réel</p> <p>Appréciation de l'accompagnement du projet par les différents partenaires</p>			<p>Autorités nationales, provinciales et locales</p> <p>Partenaires de mise en œuvre</p>
<p>QE6 : Dans quelle mesure la conception des dispositifs de financements proposés par Enabel a-t-elle tenu compte des capacités des bénéficiaires en gestion et suivi ? Et dans quelle mesure les difficultés de gestion de ces dispositifs ont-ils constitué un obstacle majeur pour l'ensemble de l'implémentation de l'intervention (pertinence/efficience) ?</p>	<p>Budget et ressources publiques alloués par l'Etat aux unités de formation-emploi et autres activités de FAR</p> <p>% du coût de formation pris en charge par les apprenants</p> <p>% de coût de fonctionnement des unités de formation-emploi et autres institutions de FAR et d'insertion professionnelle couvert par le secteur privé et par le secteur public</p> <p>Niveau de compréhension des dispositifs de financements par les responsables et les bénéficiaires</p>	<p>Budget national et provincial</p> <p>Registres des centres de formation et/ou emploi</p> <p>Entretiens semi-structurés/ focus groupe</p> <p>Rapports de projet</p>	<p>Entretiens semi-structurés</p> <p>Focus groupes</p> <p>Bibliographie</p>	<p>Bénéficiaires</p> <p>Equipe projet</p> <p>Formateurs et dirigeants des unités de formation – emploi et/ou autre institutions de FAR</p> <p>Autorités locales</p>

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
	<p>Proportion et typologies des contraintes rencontrées dans la mise en œuvre du projet liés à des facteurs budgétaires</p> <p>Respect des dispositifs de financements tels qu'ils étaient prévus</p>			Partenaires de mise en oeuvre
<p>QE7 : Dans quel mesure le système de suivi et évaluation mis en place est-il adapté et performant pour mettre à disposition des données utiles au suivi de l'état d'avancement du projet envers les résultats visés ? Les indicateurs de SE de l'intervention sont-ils SMART ? Le set d'indicateurs utilisé est-il suffisamment compact (efficience) ?</p>	<p>Rapport Baseline complet contenant des données de qualité</p> <p>Cadre des résultats de l'intervention de bonne qualité : les indicateurs sont SMART et le cadre permet de mesurer les progrès dans l'atteinte des résultats au niveau des output ainsi que les résultats accomplis au niveau de l'outcome ?</p> <p>Résultats clairs et conformes au guide MoRe Results Outcome réalisable à la fin de l'intervention</p> <p>Outils de suivi-évaluation adaptés, opérationnels et à jour</p> <p>Fréquence de collecte et synthèse de l'ensemble des données du système de S/E</p> <p>Réunion régulière d'analyse des données concernant le suivi-évaluation</p> <p>Adaptation, si nécessaire, du dispositif de mise en œuvre et/ou du cadre des</p>	<p>Rapports de projet</p> <p>Rapport « ligne de base »</p> <p>Outils de suivi-évaluation/monitoring</p> <p>PV de réunion d'équipe et de Comité d'Orientation/CCS</p> <p>Entretiens semi-structurés / focus groupe</p>	<p>Entretiens semi-structurés</p> <p>Focus groupes</p> <p>Bibliographie</p>	<p>Equipe projet</p> <p>Formateurs et dirigeants des unités de formation – emploi et/ou autre institutions de FAR</p> <p>Partenaires de mise en oeuvre</p>

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
	<p>résultats suite aux exercices annuels de rapportage ou selon des changements de contexte</p> <p>Nombre (et importance) des décisions prise sur la base de données issues du système de S/E</p> <p>Fréquence d'analyse des progrès accomplis vers les résultats et de leur contribution probable au niveau de l'impact</p> <p>Fréquence des consultations pour apprécier la satisfaction des parties prenantes</p> <p>Contributions du S/E à une mise en œuvre plus efficace ou plus efficiente</p> <p>Intégration d'indicateurs concernant l'équité de genre et l'environnement dans le dispositif</p>			
<p>QE 8 : A partir des progrès constatés, quel est l'état d'avancement par rapport à l'atteinte des résultats (efficacité) ?</p>	<p>Nombre d'apprenants (inscriptions et rétention) sur toute la période d'intervention y compris les filles (par filière appuyée)</p> <p>Nombre d'apprenants accompagnés vers l'insertion professionnelle (par filière appuyée)</p> <p>Taux de satisfaction des sortants sur leur employabilité (par filière appuyée)</p>	<p>Entretiens semi-structurés/ focus groupe</p> <p>Rapports de projet</p> <p>Registres des centres de formation et/ou emploi</p> <p>Bilan de la mise en œuvre des activités et sous-activités</p> <p>Analyse des facteurs explicatifs (facilitateurs ou</p>	<p>Entretiens semi-structurés</p> <p>Focus groupes</p> <p>Bibliographie</p> <p>Observation directe</p>	<p>Bénéficiaires</p> <p>Equipe projet</p> <p>Formateurs et dirigeants des unités de formation – emploi et/ou autre</p>

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
	<p>Niveau d'atteinte des indicateurs du cadre logique</p> <p>Taux de création de MPME et d'emploi</p> <p>Mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement à l'entrepreneuriat</p> <p>Opinion sur les dispositifs d'entrepreneuriat</p> <p>Opinion des parties prenantes quant à la qualité des résultats</p>	<p>inhibiteurs de la mise en œuvre)</p>		<p>institutions de FAR</p> <p>Personnel AFD</p> <p>Autorités nationales, provinciales et locales</p> <p>Partenaires de mise en œuvre</p>
<p>QE 9 : Dans quelle mesure le projet est-il en voie de capitaliser des expériences utiles pour le futur ? (impact)</p>	<p>Existence dès le démarrage du projet d'une méthodologie de capitalisation</p> <p>Existence de canaux de diffusion des connaissances (formation, sensibilisation d'agents vulgarisateurs...)</p> <p>Existence de publications</p> <p>Organisations d'évènements de diffusion des connaissances (atelier, conférence, émissions en lien avec les médias...)</p> <p>Degré d'acceptation des actions et approches par les parties prenantes</p> <p>Nombre de séminaires et ateliers de capitalisation des leçons apprises et des enseignements tirés</p>	<p>Entretiens semi-structurés/ focus groupe</p> <p>Rapport de projet</p> <p>Etudes macro</p> <p>Comptes-rendus du Comité de pilotage</p>	<p>Entretiens semi-structurés</p> <p>Focus groupes</p> <p>Bibliographie</p>	<p>Bénéficiaires</p> <p>Equipe projet</p> <p>Formateurs et dirigeants des unités de formation – emploi et/ou autre institutions de FAR</p> <p>Autorités nationales, provinciales et locales</p> <p>Partenaires de mise en œuvre</p>

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
<p>QE 10 : Dans quelle mesure la stratégie du renforcement des capacités proposée dans le secteur agricole présente-t-elle un potentiel intéressant de réussite pour les acteurs cibles en termes d'insertion dans le marché du travail ? Quels en sont les effets les plus notables reportés / observés (efficacité/impact) ?</p>	<p>Existence d'analyses des besoins en renforcement des capacités existantes (et effectués avec suffisamment d'antériorité)</p> <p>Existence d'analyse de marché relatives aux secteurs appuyées par la FAR</p> <p>Proportion d'apprenants et de sortants accompagnés individuellement dans l'insertion professionnelle</p> <p>Taux d'insertion professionnelle 6 mois après la formation (homme/femmes et selon les filières)</p> <p>Niveau de rémunération des apprenants insérés professionnellement</p> <p>Temps de travail des apprenants insérés</p> <p>Satisfaction des apprenants et de leur employeur (6 mois après l'insertion)</p> <p>Diversité et importance des effets observés</p> <p>Evolution du capital social des jeunes</p>	<p>Entretiens semi-structurés/ focus groupe</p> <p>Rapports de projet</p> <p>Registres des centres de formation et/ou emploi</p>	<p>Entretiens semi-structurés</p> <p>Focus groupes</p> <p>Bibliographie</p>	<p>Bénéficiaires</p> <p>Equipe projet</p> <p>Formateurs et dirigeants des unités de formation – emploi et/ou autre institutions de FAR</p> <p>Autorités provinciales et locales</p> <p>Partenaires de mise en oeuvre</p>
<p>QE 11 : Quelle est la valeur ajoutée de l'intervention pour le développement de la province ?</p>	<p>Chiffre d'affaires des filières appuyées et nombre d'emploi dans les filières appuyées</p> <p>VAB créé par la filière au niveau provincial</p>	<p>Entretiens semi-structurés/ focus groupe</p> <p>Rapports de projet</p> <p>Registres des partenaires de mise en œuvre et rapports publiques</p>	<p>Entretiens semi-structurés</p> <p>Focus groupes</p> <p>Bibliographie</p> <p>Recherche internet</p>	<p>Equipe projet</p> <p>Formateurs et dirigeants des unités de formation – emploi et/ou</p>

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
	Part de l'économie provincial (monétaire et emploi) Réduction de l'exode rurale et stabilisation de la population locale / régionale	Statistiques nationales ou régionales		autre institutions de FAR Autorités provinciales et locales
Questions d'évaluation liées à l'objectif 2				
QE 12 : Parmi les expériences menées jusqu'à présent par l'interventions, quelles sont celles qui peuvent être capitalisées pour orienter des futures stratégies d'intervention (leçons / durabilité) ?	Leçons positives et négatives Expériences à capitaliser Manifestation d'intérêt des parties prenantes pour certaines expériences Niveau d'adaptation de la mise en œuvre Méthodes, outils et approche de mise en œuvre performantes Gouvernance adaptée	Entretiens semi-structurés/ focus groupe Rapports de projet Comptes-rendus de réunion des unités de formation-emploi et des centres de formation et/ou emploi Comptes-rendus de Comité de pilotage	Entretiens semi-structurés Focus groupes Bibliographie	Equipe projet Formateurs et dirigeants des unités de formation – emploi et/ou autre institutions de FAR Personnel AFD Autorités nationales, provinciales et locales Partenaires de mise en œuvre
QE 13 : Dans quelle mesure les services soutenus par le projet contribuent-ils à	Satisfaction des compétences et des capacités techniques des apprenants	Registres des centres de formation et/ou emploi	Entretiens semi-structurés Focus groupes	Bénéficiaires Equipe projet

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
répondre aux problèmes du secteur agricole et besoins de la population (pertinence / durabilité) ?	auprès des maitres de stage (par filière appuyée) Niveau d'exploitation des ressources (terre, eau, main d'œuvre) Revenu et VA généré par les activités, selon les filières et segments de filière (par ha et par UTH) Rentabilité économique des activités appuyées Autonomie alimentaire au niveau local et provincial Autonomie financière des bénéficiaires / capacité financière (trésorerie, coût d'opportunité,...) pour répliquer les activités de manière autonome	Entretiens semi-structurés/ focus groupe Rapports de projet Données secondaires relatives aux revenus et à l'exploitation des ressources naturelles Comptes-rendus de réunion des unités de formation-emploi et des centres de formation et/ou emploi Comptes-rendus de Comité de pilotage Rapport et diagnostic de partie prenantes ou autres PTF	Bibliographie Recherche internet Revue de statistiques existantes	Formateurs et dirigeants des unités de formation – emploi et/ou autre institutions de FAR Autorités nationales, provinciales et locales
QE14 : Quel est le degré d'appropriation par les partenaires nationaux des services dont le développement a été soutenu par le projet ? (durabilité)	Proportion des partenaires nationaux utilisant les services Niveau de maîtrise technique de la gestion et de la maintenance des services par les partenaires Capacités économiques des partenaires à opérer et maintenir les services Adéquation de la contribution (financière/matérielle/RH) des partenaires congolais avec les prévisions	Entretiens semi-structurés/ focus groupe Rapports de projet Comptes-rendus de réunion des unités de formation-emploi et des centres de formation et/ou emploi Comptes-rendus de Comité de pilotage Registres des centres de formation et/ou emploi Etudes macro	Entretiens semi-structurés Focus groupes Bibliographie	Bénéficiaires Equipe projet Formateurs et dirigeants des unités de formation – emploi et/ou autre institutions de FAR Personnel AFD

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
	<p>Politiques nationales, sectorielles et locales et politiques budgétaires susceptibles de la faire perdurer</p> <p>Instances de dialogue sur la base de l'intervention</p> <p>Ancrage de l'intervention dans des structures institutionnelles susceptibles de subsister après sa clôture</p> <p>Niveau d'implication des partenaires et des parties prenantes locales dans le processus de planification et de mise en œuvre ?</p> <p>Capacités des institutions partenaires (mandat, compétences, gouvernance, budget) à faire perdurer les résultats</p> <p>Existence d'évaluation de la capacité actuelle des institutions partenaires à remplir leur fonction de manière à permettre la continuité des résultats de l'intervention après sa clôture.</p> <p>Nombre d'organisations d'usagers/de parties prenantes (de secteurs professionnels, d'apprenants / de parents...) créées dans le cadre du projet</p>			<p>Autorités nationales et provinciales et locales</p> <p>Partenaires de mise en œuvre</p>

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
	<p>Nombre d'évènements auxquels participe les parties prenantes et nombre de parties prenantes représentées par évènement (par parties prenantes et global)</p> <p>Modalités de prise de décisions (et pouvoir d'influence correspondants aux différents acteurs / parties prenantes) relatives aux bénéfices de l'intervention</p> <p>Existence d'une approche d'appui à l'appropriation par le gouvernement partenaire que les acteurs concernés (notamment l'équipe projet) peuvent présenter clairement (et mise en œuvre de cette approche)</p> <p>Formalisation de la manière dont les acteurs locaux comptent continuer à assurer le flux de bénéfices de l'intervention par les bénéficiaires</p> <p>Opinions des parties prenantes sur l'appropriation par les groupes cibles des dispositifs et stratégies mis en place</p>			
<p>QE 15 : Quelle est la valeur ajoutée de l'approche proposée en termes de trajectoire de durabilité ?</p>	<p>Proportion d'apprenant.es accompagné.es et soutenus techniquement et économiquement</p>	<p>Entretiens semi-structurés/ focus groupe Rapports de projet</p>	<p>Entretiens semi-structurés Focus groupes Bibliographie</p>	<p>Bénéficiaires Equipe projet</p>

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
<p>Quelle est la probabilité de continuité des bénéfices produits et des résultats obtenus jusqu'à présent à l'issue de la mise en œuvre (efficacité/durabilité) ?</p>	<p>durant et après la formation ; et durée d'accompagnement/ soutien</p> <p>Spécificité de l'approche proposée par rapport à d'autres forme de FAR</p> <p>Les activités proposées sont techniquement adaptées au contexte local et aux spécificités des systèmes d'activités des apprenants.</p> <p>Analyse de la rentabilité économique et de l'autonomie financière des bénéficiaires : Les activités sont-elles rentables ? Les acteurs ont-ils les capacités financières (trésorerie, coût d'opportunités, capacité d'investissement...) pour développer et répliquer les activités de manière autonome.</p> <p>Analyse de la robustesse des partenariats établis par le projet avec les institutions publiques et/ou privées (existence d'accords, mandat institutionnel, capacités institutionnelles, budget, appropriation)</p> <p>Niveau d'autonomie de gestion technique, financière et organisationnelle des unités de formation-emploi et autres</p>	<p>Comptes-rendus de réunion des unités de formation-emploi et des centres de formation et/ou emploi</p> <p>Comptes-rendus de Comité de pilotage</p> <p>Rapport et diagnostic de partie prenantes ou autres PTF</p>	<p>Recherche internet</p>	<p>Formateurs et dirigeants des unités de formation – emploi et/ou autre institutions de FAR</p> <p>Autorités nationales, provinciales et locales</p> <p>Partenaires de mise en œuvre</p>

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
	<p>institutions de FAR et d'insertion professionnelle</p> <p>Les politiques nationales, sectorielles et locales et les politiques budgétaires soutiennent les orientations de l'intervention</p> <p>Mise en œuvre des pratiques et approches diffusées par le projet GIFT chez d'autres acteurs locaux</p> <p>Degré d'appropriation des modalités de mise en gestion et des règles par les parties prenantes</p>			
<p>QE 16 : Le projet dispose-t-il d'une stratégie de sortie développée de manière conjointe avec les autorités locales ? Quel est le degré d'implication des parties prenantes, incluant le secteur privé dans la définition de ladite stratégie et/ou dans les activités de projet (Pertinence / durabilité) ?</p>	<p>Existence de document de stratégie de sortie</p> <p>Pertinence, cohérence et réalisme de la stratégie</p> <p>Responsabilités claires des différentes parties prenantes (publiques et privés) dans la gestion post projet du dispositif de FAR et d'insertion professionnelle</p> <p>Sources de financement du dispositif de FAR et d'insertion professionnelle identifiées et assurées pour les années suivant la clôture du projet.</p>	<p>Entretiens semi-structurés/ focus groupe</p> <p>Rapports de projet</p> <p>Comptes-rendus de réunion des unités de formation-emploi et des centres de formation et/ou emploi</p> <p>Comptes-rendus de Comité de pilotage</p>	<p>Entretiens semi-structurés</p> <p>Focus groupes</p> <p>Bibliographie</p>	<p>Bénéficiaires</p> <p>Equipe projet</p> <p>Formateurs et dirigeants des unités de formation – emploi et/ou autre institutions de FAR</p> <p>Autorités nationales, provinciales et locales</p>

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
	<p>Bonne compréhension des parties prenantes concernant la gestion du dispositif</p> <p>Existence de sources de financement (au niveau national et/ou regional) susceptibles de permettre le maintien du système d'accompagnement après le projet</p> <p>Facteurs externes pouvant impacter négativement la stratégie de sortie et mesures d'atténuations</p>			Partenaires de mise en œuvre
Question d'évaluation liée aux effets non intentionnels				
<p>QE17 : Quels sont les effets non intentionnels qui peuvent être observés jusqu'à présent dans toutes les composantes d'intervention mises en œuvre ?</p>	<p>Diversité, type et importance des effets non intentionnels observés (environnementaux, sociaux, culturels, économiques ou sexospécifiques ; positif et négatif) et analyse de leurs conséquences</p> <p>Effets détectés par des evidences (...sociales économiques, etc) du projet sur des populations ou acteurs non ciblés</p> <p>Opinion sur la persistance de ses effets sur la durée</p> <p>Contribution des effets non intentionnels aux résultats de l'intervention</p>	<p>Entretiens semi-structurés/ focus groupe</p> <p>Rapports de projet</p> <p>Comptes-rendus de Comité de pilotage</p> <p>Rapport et diagnostic de partie prenantes ou autres PTF</p>	<p>Entretiens semi-structurés</p> <p>Focus groupes</p>	<p>Bénéficiaires</p> <p>Equipe projet</p> <p>Formateurs et dirigeants des unités de formation – emploi et/ou autre institutions de FAR</p>

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
	Si les effets sont négatifs, mesures d'atténuation adoptées.			
Questions d'évaluations liées aux thèmes transversaux				
QE 18 : Est-ce que le projet a prévu une stratégie et une approche inclusives adéquates à réaliser des progrès dans la promotion de l'accès équilibré pour femmes et hommes aux opportunités formatives, aux ressources mises à disposition et donc aux bénéfices envisagés tenant compte du contexte d'intervention?	<p>Proportion de femmes et de jeunes bénéficiant des résultats du projet</p> <p>Augmentation du taux de réussite des filles</p> <p>Existence d'un diagnostic genre en relation avec les différentes filières appuyées par la FAR</p> <p>Existence d'une stratégie et/ou d'un plan d'action Genre</p> <p>Capacité de l'équipe technique à intégrer une approche genre dans le projet.</p> <p>Existence d'un responsable genre formé spécifiquement à la thématique/ renforcement de capacité en équité de genre de l'ensemble de l'équipe / appui de RH spécialisé / mise à disposition d'outils spécifiques</p> <p>Budget du projet spécifique à la problématique genre</p> <p>Intégration de problématique de genre dans les cursus FAR</p> <p>Mécanisme prévus (gestion, méthodologique, financier) au sein</p>	<p>Entretiens semi-structurés/ focus groupe</p> <p>Rapports de projet</p> <p>Comptes-rendus de réunion des unités de formation-emploi et des centres de formation et/ou emploi</p> <p>Comptes-rendus de Comité de pilotage</p> <p>Diagnostic genre et Plan d'Action genre</p> <p>Cursus de formation et guide de mise en œuvre</p>	<p>Entretiens semi-structurés</p> <p>Focus groupes</p> <p>Bibliographie</p>	<p>Bénéficiaires</p> <p>Equipe projet</p> <p>Formateurs et dirigeants des unités de formation – emploi et/ou autre institutions de FAR</p> <p>Partenaires de mise en œuvre</p>

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
	<p>du dispositif de FAR et d'insertion professionnelle pour assurer l'équité de genre</p> <p>Données liées aux activités et résultats du projet désagrégées selon le genre</p>			
<p>QE19 : Dans quelle mesure l'analyse et le plan préétabli de prévention et protection de l'environnement ont-ils été élaborés et appropriés d'une façon adéquate par rapport au contexte et au secteur d'intervention ? Des risques d'effets négatifs sur l'environnement ont-ils été identifiés et pris en compte ?</p>	<p>Dans quelle mesure les activités du projet GIFT contribuent à la protection de l'environnement ?</p> <p>Existence d'un Plan d'Action Environnemental (PAE)</p> <p>Niveau de prises en compte des contraintes et opportunités environnementales dans la stratégie de l'intervention</p> <p>Degré d'attention accordé à la dimension de l'environnement lors de la planification de l'intervention</p> <p>Prise en compte des problématiques environnementales et de changement climatique dans les cursus de FAR</p> <p>Niveau de mise en œuvre et/ou promotion de bonnes pratiques environnementales (usage d'intrants chimiques, usage de l'eau, préservation du couvert végétal, agroécologie...)</p>	<p>Entretiens semi-structurés/ focus groupe</p> <p>Rapports de projet</p> <p>Comptes-rendus de réunion des unités de formation-emploi et des centres de formation et/ou emploi</p> <p>Comptes-rendus de Comité de pilotage</p> <p>Diagnostic et Plan d'Action Environnemental</p> <p>Cursus de formation et guide de mise en œuvre</p> <p>Rapport et diagnostic de partie prenantes ou autres PTF</p>	<p>Entretiens semi-structurés</p> <p>Focus groupes</p> <p>Bibliographie</p> <p>Recherche internet</p>	<p>Bénéficiaires</p> <p>Equipe projet</p> <p>Formateurs et dirigeants des unités de formation – emploi et/ou autre institutions de FAR</p> <p>Partenaires de mise en œuvre</p>

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodes de collecte de données	Personnes clés
	<p>Risques-de dommages à l'environnement résultants du projet</p> <p>Niveau d'adoption/de promotion de mesures d'atténuation de l'impact environnemental</p> <p>L'obtention des résultats de l'intervention est-elle susceptible d'accroître la pression sur les écosystèmes et les ressources naturelles : évolution des ressources en eau, de la fertilité des sols, du couvert végétal, de la biodiversité</p> <p>Pollution générée par l'intervention et les activités qu'elle promeut</p>			

Annexe 5 – Liste des documents et sources d'information consultés

AFD ; Septembre 2021; Cadre de gestion environnementale et sociale d'un futur projet d'appui au secteur de la formation agricole (FAR) en République démocratique du Congo (RDC)

CIFOR - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (septembre 2024) – Rapport d'activités 1 : Convention de subside COD21003-10058 Renforcement des instituts de formation agricole et rurale dans le paysage de Yangambi et ses environs pour offrir des services contribuant à la résilience climatique et contribuer pleinement à l'employabilité des jeunes dans le secteur agricole et rural »

COM4Dev - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (avril 2024) – Rapport de mission 1 – Diagnostic Com4Dev

COM4Dev - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (juin 2024) – Rapport de mission 2 – Capitalisation des expériences entrepreneuriales

EKA-GRI Innovation - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (mai 2024) – Rapport de la mission de renforcement des capacités en budgétisation sensible au genre en faveur des ITA et IFA Yangambi

IECD - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (avril 2024) – Diagnostic des compétences des référents pédagogiques des 4 ITA appuyés par le projet GIFT

IECD - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (juillet 2024) – Rapport du semestre 1 2024

IECD - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (septembre 2024) – Synthèse des activités mises en œuvre par l'IECD dans le cadre du projet GIFT – Juin à septembre 2024

La Termitière asbl - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (juillet 2024) – Rapport de formation et de mise en place des « AVEC » dans et autour des quatre Institutions Techniques Agricoles dans la Tshopo.

La Termitière asbl - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (octobre 2024) – Rapport sur l'évolution des AVEC dans et autour des quatre Institutions Techniques Agricoles dans la Tshopo (mais à septembre 2024).

MSI – Guide de formation des MS Grandes Soeurs)

MSI - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (septembre 2024) – Rapport d'activités 4 (juin à août 2024)

RIFAR - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (novembre 2023) – Rapport de « Mission de démarrage pour l'appui du réseau FAR au projet GIFT en RDC »

RIFAR (Takamgang M.P. et Rakotomampionona N.A) - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (juin 2024) - Rapport de mission - Accompagnement des acteurs de la FAR au développement de la formation continue des producteurs et

pêcheurs : Mission de formation-action sur la construction de la demande de formation continue ; AFD – ENABEL – RIFAR

SECOFI Sarl- Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (juillet 2024) – Note méthodologique « Renforcement des capacités administratives, financières et en passation de marchés de l'Institut Facultaire Agronomique de Yangambi »

Tero (Christophe Lesueur) - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (date non précisée) – Actualisation du plan stratégique de l'IFA Yangambi : Proposition de plan stratégique et de plan opérationnel

Tero (Alexandre Vigot et Cédric Martin) - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (Novembre 2023) – Développement d'offres de services au sein des instituts de formation agricole et rurale : Rapport d'analyse des opportunités et modèles économiques pour les instituts

Enabel - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (mars 2023) – Rapport Baseline

Enabel - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (mars 2022) – DTF (Dossier Technique et Financier)

Enabel - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (date non précisée) – Rapport de résultats 2022

Enabel - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (mai 2024) – Rapport de résultats 2023

Enabel - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (août 2023) – Compte rendu de visite de terrain du site de la Fondation Bamanisa (Lydia Tshibangu – IO insertion professionnelle

Enabel - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (sept 2023) - Compte Rendu réunion avec Fondation Bamanisa/ONG Bingwa

Enabel - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (date non précisée) – Fiche présentation des activités

Enabel - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (octobre 2024) – « Evaluation des avancées du projet GIFT au sein de l'IFA-Yangambi et les ITA projet dans la province de la Tshopo (RD Congo) » par les participants ; Troisième Comité Technique (COTEC) du Projet GIFT-Enabel du 09 au 12 Octobre 2024, Yangambi (RD Congo)

Enabel - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (octobre 2024) – Présentation des avancées du projet pour la MTR

Enabel - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (mars 2024) – Formulaires d'indicateurs (draft)

Enabel - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (date non précisée) – Matrice de suivi de GIFT

Enabel - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (juillet 2023) – Convention de Subside avec le RIFAR : « Contribution à l'amélioration de la gouvernance du secteur de la FAR au niveau national, provincial et territorial et de la gouvernance des instituts de formation accompagnés par le projet, ainsi qu'à l'amélioration de leur ancrage territorial »

Enabel - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (novembre 2023) – Convention de Subside avec le Com4Dev : « Amélioration des pratiques pédagogiques des Instituts Techniques Agricoles de la province de la Tshopo » - Lot 3 – Faciliter l'insertion professionnelle des jeunes femmes et hommes formés dans le secteur agricole et rural

Enabel - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (novembre 2023) – Convention de Subside avec l'IECD : « Amélioration des pratiques pédagogiques des Instituts Techniques Agricoles de la province de la Tshopo » - Lot 1 – Amélioration de la qualité de la FAR

Enabel - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (mars 2024) – Convention de Subside avec le CIFOR : « Renforcement des instituts de formation agricole et rurale dans le paysage de Yangambi et ses environs pour offrir des services contribuant à la résilience climatique et contribuer pleinement à l'employabilité des jeunes dans le secteur agricole et rurale »

Enabel - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (date non précisée) – Termes de référence « Réalisation d'un diagnostic intégré du territoire en lien avec l'amélioration de l'adéquation entre la formation agricole et rurale et les opportunités économiques du secteur agricole et agroalimentaire dans la province de la Tshopo »

Enabel - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (juillet 2023) – Termes de référence « Accompagnement des groupes d'acteurs dans et autour des Instituts techniques agricoles sur le système AVEC »

Enabel - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (mars 2024) – Termes de référence « Recrutement de maître formateur sur l'approche « Synergie Genre et Agribusiness+ (SyGAb+) » (Gender makes Business Sense plus – GmBS+)

Enabel - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (date non précisée) – Cahier Spécial des Charges – Marché de services relatif à la promotion de l'accès à l'hygiène menstruelle, la santé sexuelle et reproductive des jeunes

Enabel - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (date non précisée) – Cahier Spécial des Charges – Marché de services relatif à l'actualisation du plan stratégique de l'IFA et au développement d'offres de services au sein des instituts de formation agricole et rurale

Enabel - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (mars 2023) – Convention de partenariat avec la GIZ pour la mobilisation de l'approche « Gender makes Business Sense + » dans le cadre du projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo (GIFT).

Enabel - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (novembre 2022) – Procès-Verbal de la première réunion du comité de pilotage GIFT

Enabel - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (avril 2023) – Procès-Verbal de la deuxième réunion du comité de pilotage GIFT

Enabel - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (juin 2024) – Procès-Verbal de la troisième réunion du comité de pilotage GIFT

Enabel - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (février 2024) – Compte rendu du deuxième comité technique – 1^{er} de l'année 2024

Enabel - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (juillet 2024) – Compte rendu du deuxième comité technique de l'année 2024

Enabel - Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo – Projet GIFT, RDC - COD2100311 (octobre 2024) – Compte rendu du troisième comité technique de l'année 2024

Enabel - Nouveau programme de coopération bilatérale entre le Royaume de Belgique et la République Démocratique du Congo 2023 – 2027 – Proposition de Stratégie Pays

Enabel – Projet de Développement Agricole dans la Tshopo « PRODAT », RDC - RDC 1217711 – Rapport narratif final

Atohoun G.K ; août 2024 ; Rapport de la mission de formation des formateurs/trices sur l'approche Synergie Genre et Agro business Plus (SyGAb+) dans la Province de la Tshopo

Erceau et al ; décembre 2023 ; Diagnostic du territoire de la localité de Yangambi et du secteur de Yalikandja-Yanonge, Réalisé dans le cadre d'une formation-action à destination des équipes pédagogiques de l'IFA Yangambi et des ITA de Yangambi, Yanonge, Simisimi, Maendeleo – Rapport final ; IRAM – CIEDEL - CEFORMAD

FAO, Union européenne et Cirad. 2022. Profil des systèmes alimentaires – République Démocratique du Congo. Activer la transformation durable et inclusive de nos systèmes alimentaires. Rome, Bruxelles et Montpellier, France. <https://doi.org/>

Ndami C. et al ; septembre 2021 ; Etude de faisabilité d'un projet d'appui au secteur de la formation agricole et rurale (FAR) en République Démocratique du Congo (RDC) ; Livrable 3 : Diagnostic genre ; AFD – Expertise France – RIFAR - TERE

Ntiamu Panzu N. ; octobre 2021 ; Etude de faisabilité d'un futur projet d'appui au secteur de la formation agricole et rurale en République Démocratique du Congo – Rapport de mission

Annexe 6 – Liste des personnes consultées

Institution	Nom	Fonction	Contact
AFD - RDC	Laure-Anne Jaillet	Chargée de projets Education et Formation professionnelle	jailletla@afd.fr
AFD - Paris	Pascal Thiais	Responsable Equipe projet sur le portefeuille Formation Professionnelle en RDC	thiaisp@afd.fr
AVEC Bolingo (ITA Simisimi)	Véronique Kamusele Luzayadio	Présidente AVEC	
	Mawazo Mokili Dada	Compteur	
	Gisèle Watosiye Ndondo	Caissière	
	Cordette Baongo Koandja	Secrétaire	
CIFOR	Paolo Cerutti	Directeur	p.cerutti@cifor-icraf.org
	Joelle Grandjean	Responsable volet agroécologie	+243 970 788 072 J.Grandjean@cifor-icraf.org
	Wilson Faye Collins	Responsable des activités de sensibilisation	
	Clément Jashopokwo	Responsable de la ferme pilote (équipe agroforesterie)	
Com4Dev	Sophie Nick	Coordinatrice	+33 684 57 49 10 sophie@c4dev.org
Eglise de Yanonge	Père Vittorio		
Enabel - Bruxelles	Sara Sangiuliano	Chargé de l'évaluation	Sara.sangiuliano@enabel.be
Enabel - Kinshasa	Fabien Locht	Représentant Résident Adjoint / Country Portfolio Manager RDC et RCA	+243 970 034 263 / 816 636 216 fabien.locht@enabel.be
	Damien Hauswirth	Expert référant climat, Environnement et Agriculture	damien.hauswirth@enabel.be
	Luc Demeester		luc.demeester@enabel.be
Enabel - Kisangani	Mamy Rajaonarisoa	IM Enabel GIFT	mamy.rajaonarisoa@enabel.be
	Kiyayila Prosper Ntema	Gestionnaire de portefeuille Tshopo et Sud Kivu	prosper.ntema@enabel.be
	Firas Ben Ltaief	Chargé de projet – responsable du renforcement des capacités	firas.benltaief@enabel.fr

	Lydia Tshibangu	IO chargée insertion professionnelle	
	José-Emmanuel Ntumba	IO chargé digitalisation	jose-emmanuel.ntumba@enabel.be
	Eric Mubalama	IO chargé infrastructures	
	Kennedy Kapenda Luyalu	IO chargé de l'entrepreneuriat	kennedy.kapenda@enabel.be
	Jacques Kima Ngiayi	IO chargé genre	jacques.kima@enabel.be
	Charlotte Deadezo	Agent de terrain	charlotte.deade@enabel.be
	Faustin Bakali	Agent de terrain	faustin.bakali@enabel.be
	Jean-Bosco BigirinDavyi	RAF International	jeanbosco.bigirindavyi@enabel.be
		Expert contractualisation	
		Chargé de programme et de coordination	
Fédération des Entreprises du Congo (FEC)	Jean-Paul Twandula Misenge	Responsable Administratif et Financier et Coach en entrepreneuriat	jeanpaultwandula@gmail.com
GIZ	Lou Lefort	Point Focal « Entrepreneuriat sensible au Genre », Conseillère Agribusiness Facility for Africa (ABF)	lou.lefort@giz.de + 49 6196 796010
	Mélanie Hinderer	Conseillère Développement des capacités humaines pour l'Afrique	melanie.hinderer@giz.de
Institut Européen de Coopération et de Développement (IECD)	Anastasia Solange Ngo Gwem	Responsable du projet GIFT	+237 677 02 95 92 0898 818 533
Institut Facultaire des Sciences Agronomiques (IFA) de Yangambi	Baudoin Michel	Recteur	+243 810 939 983 +278 103 81394 (WhatsApp) baudoin.michel@uliege.be
		Secrétaire Général Administratif	
		Chef département de Zootechnie et Point focal GIFT	
	Joël	SG Recherche - zootechnie	
	Blandine	Chargé de communication	
	2 membres de l'équipe de Kisangani		

	Antoine	Président du Comité de Gestion	
	Félix	Secrétaire du Comité de Gestion	
	Dodu ??	Conseiller chargé de comptes	
	Henri	Conseiller services financiers	
	Kongo Jo	Chargé de relations publiques	
	Henri Ngoy	Chef de la division du personnel	
	Pasteur	Chef de site	
Institut National pour l'Etude et la Recherche Agroonomique (INERA)	Dieu-Merci Assumani Angbonba	Directeur du Centre de Recherche (DCR) Yangambi	0854 205 282 (WhatsApp) assumani@gmail.com
Inspection Principal Provincial (IPP) Tshopo 2	Louis Banane	IPPAF	0998 825 527
	Cyprien Bissanga	IPP	0858 107 625 0822 609 673
ITP Mogoya (à Yanonge)	Prosper Nosowé	Préfet ITP	
	Dieudonné Bongo	Enseignant	
	Augustin Abel Djioronga	Enseignant	
ITA Maendeleo	Romain Bujirire	Prefet	0813 667 600
	14 enseignants		
	6 membres d'AVEC		
	Thérèse Aramane	Représentants du COPA	0822 707 425
ITA Simisimi	Joseph Esakalonga Etokala	Préfet et point focal IECD	+243 972 425 898 (WhatsApp) 0816 185 196
	Prince Bakwanamana Bikoyesi	Point focal Club Bomengo d'entrepreneuriat et Président AVEC des enseignants	+ 243 851 772 598 / 828 272 833 Princebakwa114@gmail.com
	Jean Pierre Afino Likpenga	Point focal FAR et progiciel	0840 941 317 Jeanpierreafinol1@gmail.com
	Yann Kabemba Lubanda	Enseignant	
		Représentante du Comité des Parents (COPA)	
		Représentant des élèves	
		Point focal genre	
		Représentant Kimbanguiste	

ITA Yangambi	Ambroise Liano Bogolomé	Prefet	0842 217 254
	Evariste Yenga Mukaka	Point focal progiciel	0896 349 585
	Emmanuel Nsimba Kensimba	Enseignant	0828 199 531
	Jean Otoluka Bonané	Enseignant	0896 022 754
	Ayakayaka Bolundu	Enseignant	0976 510 593
	Tabu Bengaka	Enseignant	0851 924 833
	Nele Mpata-Kaniki	Enseignant	0859 341 027
	Bovary Boumbé Lokesa	Enseignant	0854 613 425
	Floris Molangala Metoko	President d'AVEC	0895 333 913
	Henriette Kolela-Lino	Représentante des élèves	0893 219 243
	Jean III Bolela - Mambi	Point focal AVEC	0990 235 367
ITA Yanonge	Henriette Boyoma Libota	Préfet des études	0851 222 578
	Omali Félicien	Représentant des enseignant	0898 344 637
	Tongondja Baila	Enseignant	081 871 875
	Openijho Berochan	Enseignant	0852 361 482
	Emmanuel Ejoma Yeya	Enseignant Agronome	0847 778 033 Emmanuelyeya360@gmail.com
	Valentin Lina Basosila	Enseignant	0853 768 519
	Wale Belenga Espeza	Représentant des élèves	0855 425 069
Ministère de l'Education Primaire Secondaire et Technique	Mathieu Mukenge Bakina	Secrétaire Général a.i.	+243 970 061 270 / 896 710 348 mathieumusanke@gmail.com
	Alain Muimbi Muimbi	Directeur Provinciale Tshopo 1	+243 817 943 130 / 856 177 496 alainmuimbi@gmail.com
Marie Stopes International (MSI) – RD Congo	Ange Dando Patana	Coordonnatrice SB Changement de Comportement & création de la demande	+243 810 465 567 0853 981 138 (WhatsApp) ange.dando@mariestopesrdc.org
Province Educationel Tshopo 2	CD ETP	Eugène Bosongo	0843 371 038
	PROVED a.i.	Elie Trésor Lobanga	0814 250 084
RIFAR	Khalid Belarbi	Directeur Exécutif	khalid.belarbi@reseau-far.com
	Ny Ando Rakotomampionona	Chargée d'appui pays	nyando.rakoto@reseau-far.com +33 (0)4 67 61 70 72
Tero	Consultant	Alexandre Vigot	a.vigot@tero.coop
-	Christelle Bayé Asimbo	Stagiaire projet CIFOR	

Annexe 7 - Agenda final de la mission

Jours	Heures	Lieu	Activités	Observations
Dimanche 20/10/2024	xxxx - 13h00	Voyage	Europe - Kinshasa	Protocole Enabel aéroport-hôtel
		Hotel	Nuitée à Kinshasa	
Lundi 21/10/2024 (Kinshasa)	8h00 - 9h00	En ligne	Briefing avec Equipe Enabel	Revue Planning mission
	10h00 - 11h00	En ligne	Echanges avec Directeur CIFOR	M. Paolo Cerutti
	14h30 - 15h30	En ligne	Echanges avec AFD	Mme Laure-Anne Jaillet
	15h30 - 16h30	Hotel Elais Kisangani	Entretien Volet Agroéco CIFOR Nuitée à Kinshasa	Mme Joelle Grandjean
	Journée	Voyage Kisangani	Kinshasa - Kisangani Nuitée à Kisangani	Protocole Enabel hôtel-aéroport-hôtel
Mecredi 23/10/2024	8h30 - 10h30	Bureau partenaires	Briefing équipe Enabel Entretien avec FEE + Agri + Santé + Jeunesse créative Visite FEC	Portfolio Manager, Intervention Managers, Chargé de programmes, Chargé de Suivi-évaluation STRATEX FEE, STRATEX Agri Jean-Paul Twandula Misenge
	12h30 - 15h30	Kisangani	Focus groups et visites bénéficiaires: IFA Yangambi	Recteur et son équipe
	16h00 - 17h00	Bureau coordination Enabel Tshopo-Sud-Kivu Kisangani	Entretiens STRATEX Agriculture, STRATEX FEE Nuitée à Kisangani	
Jeudi 24/10/2024	8h00 - 11h00	Voyage	Kisangani - Isangi	
	11h00 - 11h30	Isangi	Visite de courtoisie à l'Administrateur du territoire	
	11h30 - 13h00	Isangi	Entretiens et visite PROVED Tshopo 2 + IPP	PROVED, Chef de division enseignement technique, IPP
	13h00 - 14h00	Voyage	Isangi - Yangambi	par canot rapide
	15h30 - 17h00	Yangambi	Focus Groups bénéficiaires: IFA Yangambi	Recteur: M. Baudouin Michel, Enseignants, personnel, étudiants
	17h30 - 19h00	Yangambi Yangambi	Entretien COM4DEV Nuitée à Yangambi	Mme Sophie Nick et collègue
Vendredi 25/10/2024	8h00 - 9h30	Yangambi	Entretiens avec partenaires de mise en œuvre: CIFOR, actions dans le paysage de Yangambi, partenariats, incubateur	Equipe de mise en œuvre
	10h00 - 12h30	Yangambi	Focus Groups bénéficiaires: ITA Yangambi	Préfet, Enseignants, COGES, COPA Elèves GEC
	13h00 - 14h30	Voyage	Yangambi - Yanonge	par canot rapide
	15h00 - 17h00	Yanonge	Focus Groups bénéficiaires: ITA Yanonge	Préfet, Enseignants, COGES, COPA Elèves GEC
		Yanonge	Nuitée à Yanonge	

Samedi 26/10/2024	7h30 - 10h00	Yanonge	Echanges avec acteurs Yanonge: Eglise, CIFOR (fermes pilotes), ITP Mogoya (EDUT)	CIFOR: Chef de site ITP: Préfet
	10h30 - 11h30	Yanonge	Ecahnage avec une stagiaire du projet CIFOR	
	13h00 - 16h00	Voyage	Yanonge - Kisangani	par canot rapide
	16h00 - 18h00	Hotel	Entretiens avec partenaires de mise en œuvre: IECD	Equipe projet IECD
Dimanche 27/10/2024		Kisangani	Nuitée à Kisangani	
		Kisangani	Analyse des entretiens	
		Kisangani	Nuitée à Kisangani	
Lundi 28/10/2024	8h00 - 10h30	Kisangani	Focus groups et visites bénéficiaires: ITA Simisimi	Préfet, Enseignants, COGES, COPA Elèves GEC
	11h00 - 12h00	Kisangani	Entretien avec PROVED Tshopo 1	
	13h00 - 14h30	Kisangani (Bureau MSI)	Entretiens avec partenaires de mise en œuvre: MSI	Chargée d'activités
	15h00 - 17h00	Kisangani	Focus groups et visites bénéficiaires: ITA Maendeleo	Préfet, Enseignants, COGES, COPA Elèves GEC
Mardi 29/10/2024	8h30 - 10h30	Bureau coordination Enabel Tshopo-Sud-Kivu	Débriefing à chaud mission Tshopo	PROVED, Chef de division enseignement technique, IPP DiviGenre Projets Enabel FEC Com4Dev, IECD, MSI, CIFOR
	Après-midi	Voyage	Kisangani - Kinshasa	
Mercredi 30/10/2024	9h00 - 10h30	Kinshasa	Entretiens MINEPST	Secrétaire Général
	14h00 - 15h00	Représentation Enabel à Kinshasa	Débriefing de mission	ResRep, CPM, PM, IM, STRATEX, Points focaux GIFT MINEPST (Madame Idi, M. Hilaire), AFD (Laure-Anne Jaillot, Pascal Thiais), MINESU (M. Baudouin Michel, Camille Paluku)
	15h00	Voyage	Kinshasa - Europe	
Post - mission			Entretien GIZ (Agribusiness facility)	
			ntretien DCR de l'INERA	M. Dieu-Merci Assumani
			Entretiens MINESU	Secrétaire Général
			Entretien RIFAR	
		Entretien Tero		

Annexe 8 – Présentation synthétique utilisée pour le débriefing

Débriefing “à chaud” - Kisangani



Evaluation à mi-parcours - **Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la province de la Tshopo (GIFT) - COD2100311**

Hubert Cathala et Samuel Nikiniki, 29 Octobre 2024



Agenda

- 1. Rappel concernant l'évaluation**
- 2. Principaux constats par critères DAC et questions évaluatives**
- 3. Conclusions (et recommandations)**
- 4. Discussion**

Rappel concernant l'évaluation

Objectifs et processus

► Evaluation intermédiaire classique

- 3 dimensions
 - Appuyer le pilotage (Recommandations)
 - Contribuer à l'apprentissage (Leçons)
 - Assurer la redevabilité
- 2 objectifs principaux :
 - L'appréciation de la situation actuelle de l'intervention au regard des 6 critères DAC:
 - * avec accent sur l'efficacité et l'efficience ;
 - * une attention à (i) la cohérence interne à Enabel ; (ii) la durabilité.
 - 19 questions d'évaluation ou thèmes d'analyse spécifique
 - * Approches adoptées, implication des partenaires, S/E, Kpi, effets non intentionnels et stratégie de sortie
- Thèmes transversaux (Genre, environnement et CC, digitalisation et emploi décent)

► Equipe d'évaluation : binôme européen-congolais

► Approche générale

- Approche participative, globale et systémique
- Combinaison de collecte d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs
- Attention à la triangulation

► Outils d'investigation

- Des **entretiens bilatéraux** avec des personnes ressources à Kinshasa, dans la Tshopo et à distance
 - semi-directifs, structurés autour de questions ouvertes et de thèmes à aborder, en fonction du public ciblé
- Des **focus group**, de 4 à 12 personnes avec des parties prenantes
- Des **observations de terrain**
- Une **revue documentaire**

► Limites: Acteurs restants à rencontrer (RIFAR, Autorités nationales, GIZ, Tero, IRAM...) et documents à lire (+ temps de synthèse)



Activities

- | | | | |
|--|--|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Analyse documentaire • Briefing • Finalisation de la méthodologie et de la matrice d'évaluation (précision des QE, indicateurs, sources d'information, outils et méthodes de collecte, agenda) | <ul style="list-style-type: none"> • 10 jours d'entretiens/visites de terrain • Entretiens bilatéraux avec les parties prenantes au projet • Focus groupe • Observations de terrains • Analyse documentaire complémentaire • Restitution à Kisangani et à Kinshasa | <ul style="list-style-type: none"> • Analyse des données collectées • Synthèse • Rédaction de la version provisoire du rapport d'évaluation | <ul style="list-style-type: none"> • Restitution • Réception des commentaires sur le rapport provisoire • Analyse finale • Ajustements et rédaction du rapport finale et du résumé |
|--|--|--|--|

Deliverables

- | | | | |
|--|---|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • Rapport de démarrage | <ul style="list-style-type: none"> • PPT de restitution préliminaire | <ul style="list-style-type: none"> • Rapport d'évaluation provisoire | <ul style="list-style-type: none"> • Rapport d'évaluation final • Résumé • PPT de restitution finale |
|--|---|---|---|

Principaux constats

Critères DAC et questions évaluatives

Pertinence

- ▶ QE1 : La démarche globale d'appui à l'insertion des acteurs cibles, incluant la mise en place et l'accompagnement d'unités de formation-emploi, est-elle pertinente et adaptée au marché de l'emploi de la région d'intervention dans le secteur agricole et rural ?
- ▶ Démarche globale pertinente
 - Lien entre formation – emploi renforce la qualité de l'enseignement, l'adéquation des apprenants avec le monde du travail et permet potentiellement de générer des ressources pour financer/soutenir la formation
 - **Formation pratique et expérience sur le terrain** : Les UFE vise à fournir des formations pratiques et des stages, ce qui augmentera l'employabilité des jeunes dans un contexte où les formations techniques ne préparaient pas suffisamment les apprenants à transitionner vers l'emploi.
 - **Renforcement des capacités d'entrepreneuriat** : Favorise l'auto-emploi et soutient les projets d'entrepreneuriat; la démarche permet aux jeunes de créer leurs propres entreprises et de générer des sources de revenus pour soutenir leur formation; elle permet aux enseignants et aux instituts de formation de générer des revenus complémentaires.
 - **Renforcement des partenariats locaux** : L'implication des acteurs économiques locaux (entreprises, CIFOR, FEC) permet l'intégration des formations au tissu économique local. Cela permet de diversifier l'offre de stage, renforce la dimension pratique des formations ainsi que leur adaptation aux besoins du marchés. Ceci augmente l'employabilité des apprenants et leur capacité à s'insérer dans le marché du travail.
- ▶ Stage très/trop court
- ▶ Manque d'approche filière (aspects amont – aval de la production peu abordés)

Pertinence



► QE3 : Dans quelle mesure **l'approche systémique** proposée par Enabel dans le secteur de l'enseignement agricole dans la région **s'avère t'elle appropriée et efficace** pour l'atteinte des résultats du projet et la réalisation des effets espérés par rapport à la communauté et au secteur ciblés ?

► Approche systémique appropriée et efficace

- **Intégration des besoins locaux:** Prise en compte les spécificités de la Tshopo et des communautés et secteurs ciblés, intégration des besoins des communautés et des acteurs locaux dans le développement de l'enseignement agricole. Ceci favorise l'adéquation entre formation, besoin du secteur agricole et marché de l'emploi.
 - **Approche globale du renforcement des capacités :** renforcement de compétences techniques, administratives, financières et entrepreneuriales; savoir, savoir faire et savoir être; lien enseignement technique et enseignement universitaire. Cela renforce l'employabilité / l'adéquation entre formation et exigences du marché de l'emploi
 - Question quant à la pertinence de l'IFA face à des instituts supérieurs techniques (ISEA Bangamisa...)
 - **Approche globale des contraintes et besoins des acteurs de la FAR et de l'insertion professionnelle :** contexte économique, faiblesse et irrégularité de la rémunération des enseignants...
 - Une approche thématique ou sectorielle ne suffirait pas
 - **Permet d'appréhender la complexité des logiques agricoles,** notamment de l'agriculture familiale
 - **Soutien à l'insertion professionnelle** (cf. EQ1): favorise l'emploi et l'entrepreneuriat local.
 - **Facilite la collaboration avec les acteurs locaux :** Renforcer les collaborations/synergies entre différents acteurs (secteur privé, ONG, instituts de formation et autorités locales) permet de renforcer la qualité des formations et d'optimiser les ressources
- Le respect des approches (pertinentes) choisies implique une durée de projet plus importante que celle prévu. 9

Pertinence

- ▶ QE6 : Dans quelle mesure la conception des dispositifs de financements proposés par Enabel a-t-elle tenu compte des **capacités des bénéficiaires en gestion et suivi** ? Et dans quelle mesure les difficultés de gestion de ces dispositifs ont-ils constitué un obstacle majeur pour l'ensemble de l'implémentation de l'intervention ?

- ▶ Les capacités des bénéficiaires ont initialement été surestimées.
 - Au-delà de la gestion et du suivi

- ▶ Un constat plus précis a été fait à la lumière des premières activités du projet
 - Des diagnostics préalables ont été réalisés et des mesures d'amélioration mises en place en cas de faibles capacités, préalablement à la mise à disposition des appuis (cas de l'IFA).
 - Accompagnement préalable dans l'élaboration des plans d'affaire pour les ITA

- ▶ Les besoins en renforcement des capacités requièrent un travail sur un pas de temps plus long que celui prévu. De même, les dispositifs de financement doivent être accompagné sur un pas de temps plus long.

- ▶ En soit, les dispositifs de gestion ne constituent pas un obstacle pour la mise en œuvre de l'intervention mais nécessitent plus de temps pour être consolidés.

Pertinence

- ▶ **QE 13 : Dans quelle mesure les services soutenus par le projet contribuent-ils à répondre aux problèmes du secteur agricole et besoins de la population ?**

- ▶ **Promotion dans les ITA et à l'IFA de formations adaptées aux besoins locaux**
 - Appui à l'agroécologie et à l'autonomisation des producteurs par rapport aux intrants correspond au contexte local, tant économique qu'environnemental

- ▶ **Les formations soutenues contribuent à accroître la productivité et les revenus, et gérer durablement les ressources,** ce qui contribue au développement économique de la région, améliore la sécurité alimentaire et nutritionnelle et promeut le développement durable.

- ▶ Appui à l'entrepreneuriat et aux AGR crée de l'activité économique et des emplois

- ▶ Accent sur l'insertion et les UFE contribue à réduire le chômage et augmenter la productivité.

- ▶ Les problèmes vont au-delà du secteur agricole et concernent l'environnement économique en générale. L'approche systémique permet de les prendre en compte (panneaux solaires, AE...) mais ne répond que partiellement aux problèmes d'énergie, de transport ou de communication. L'environnement économique demeure difficile mais les services soutenus le prennent en compte de manière réaliste/pragmatique.

Cohérence

- ▶ QE2 : Est-ce que l'intervention est alignée avec les priorités et politiques congolaises, belges et françaises ?
- ▶ L'intervention est alignée avec les politiques congolaises
 - **Programme National Stratégique de Développement (PNSD - 2019-2023)**
 - Pilier 1 : Valorisation du capital humain, développement social et culturel (éducation et formation).
 - Pilier 3 : Consolidation de la croissance économique, diversification et transformation de l'économie
 - * Composante 1 : Développement de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage (notamment restaurer la sécurité alimentaire du pays ; réduire la pauvreté et la précarité dans les milieux ruraux ; accroître la production des produits vivriers et pérennes ; améliorer la VA de la production agricole)
 - Pilier 5 : Protection de l'environnement, lutte contre le changement climatique, développement durable et équilibré
 - **Stratégie Sectorielle de l'Éducation et de la Formation (SSEF) 2016-2025** dont les 3 axes sont abordés par GIFT: Promouvoir un système éducatif plus équitable; Créer les conditions d'un système éducatif de qualité (systèmes de suivi et d'assurance qualité et environnement propice à l'apprentissage), Instaurer une gouvernance transparente, tout en améliorant l'efficacité et l'équité dans la gestion des ressources
 - **Politique national genre (PNG)** – axe éducation et formation professionnelle- et stratégie nationale de lutte contre les VBG
- ▶ Belges: Axe 1 (Réduction du déficit alimentaire et de la pauvreté) et 2 (Formation Professionnelle et emploi) du **Programme transitoire de coopération gouvernementale Belgique – RDC 2020-2023** et axe 1 (Jeunesse, formation, entrepreneuriat et emploi) et 3 (Agriculture et sécurité alimentaire) du **Programme de Coopération Belgique – RDC 2023-2027**
 - Met l'accent sur plusieurs axes transversaux (digitalisation, égalité des genres, environnement et climat) des 2 programme de coopération
- ▶ **Françaises : La Stratégie 2022-2026 de l'AFD** souligne l'importance d'un développement économique inclusif et durable; se concentre sur l'amélioration de l'accès aux services essentiels et la valorisation du capital humain; et priorise la FAR et l'agroécologie

Cohérence : Synergies



▶ Appuis Enabel

- Programme d'appui à l'enseignement technique et à la formation professionnelle dans la Tshopo (EDUT)
- Programme Agricole Enabel actuel et passé (Programme de Développement Agricole dans le District de la Tshopo - PRODAT)
- Projet FEE (Formation, éducation, emploi) d'Enabel

▶ Autres appuis AFD

- Projet de renforcement des capacités de l'INPP
- Appui au Réseau FAR (RIFAR)
- Programme d'appui à la mise en valeur durable des zones de savanes et de forêts dégradées (SAVANES)

▶ Complémentarité fonctionnelle avec les autres partenaires de l'IFA

- Projet de formation recherche environnement dans la Tshopo - FORETS (CIFOR/UE)
- Projet d'éducation pour la qualité et la pertinence des enseignements aux niveaux secondaire et universitaire (PEQPESU) de la BM

▶ Appuis REDD+ : Projet intégré REDD dans les bassins de Mbuji-Mayi/Kananga et de Kisangani (PIREDD/MBKIS)

▶ Programme Central & West African Virus Epidemiology (WAVE) de la Fondation Bill & Melinda Gates –bourses féminines

▶ Programmes PIREDD Oriental et « Autonomisation des femmes rurales par une agriculture résiliente au changement climatique – PNUD

▶ Appuis à l'INERA et l'UNIKIS

▶ Actions des autorités congolaises en faveur de l'accès des filles aux filières techniques et professionnelles

- ▶ QE 8 : A partir des progrès constatés, quel est l'état d'avancement par rapport à l'atteinte des résultats ?
- ▶ Efficacité des approches non remise en cause mais faible maîtrise de la gestion du temps et planification opérationnelle.
- ▶ Retard de quasiment toutes les activités depuis l'année 1 (14/15 – an 1; 11/15 – an 2)
 - La construction des infrastructures n'a pas démarré
 - Peu d'éléments concrets en rapport avec le développement de stage et l'insertion professionnelle
 - Année 2 s'est concentrée sur les activités préparatoires (préparation des CS et contrats, lettres d'entente, renforcements des capacités des cibles et partenaires...).
- ▶ Aucun indicateur de changement observable au bout de deux ans.
- ▶ Le projet semble toutefois être arrivé à se mettre en ordre de marche:
 - CS signées (sauf IFA Yangambi)
 - Travaux préparatoires des partenaires de mise en œuvre réalisés
 - Etudes infrastructures réalisées / bien avancées ???
 - De nombreuses activités ont démarrées (renforcement des enseignants, promotion de l'entrepreneuriat, business plan, mise en place du progiciel...)
 - Les partenaires (CIFOR, IECD, COM4Dev, MSI...) sont confiants de pouvoir réaliser leurs activités d'ici Mars 2026
- ▶ L'enjeux principales concerne la consolidation des activités
- ▶ Conflit de priorités : délais et infrastructure vs processus de développement (qualité des résultats et durabilité)

- ▶ QE 10 : Dans quelle mesure **la stratégie de renforcement des capacités** proposée dans le secteur agricole présente-t-elle un potentiel intéressant de réussite pour les acteurs cibles en termes d'insertion dans le marché du travail ? Quels en sont les effets les plus notables reportés / observés ?

- ▶ Stratégie de renforcement des capacités présente un potentiel intéressant de réussite
 - Formation à dimension pratique (duale??) adaptée
 - Répond aux besoins de développer des capacités pratiques
 - Répond au besoin de développer le savoir-être
 - Offre des solutions vis-à-vis du financement des études

- ▶ Le projet est trop peu avancé pour observer des effets mais des effets semblent probables si l'on donne le temps aux activités de se consolider
 - Processus de mise en place sont en cours : identification des besoins / diagnostics, lancement des formations.
 - Il faudrait pouvoir passer à l'application des compétences acquises et les évaluer
 - Suppose de suivre la mise en œuvre des capacités sur une année scolaire entière (ou 2) pour les enseignants
 - Suppose de suivre les apprenants au-delà du cursus de formation

Efficiency

► QE4 : Les modalités de mise en œuvre de l'intervention sont-elles de nature à atteindre les résultats en utilisant économiquement les ressources et le temps ?

- Retard de quasiment toutes les activités depuis le début (14/15 – an 1; 11/15 – an 2):
 - Les 4 activités à temps sont « préparatoires »: i) élaboration des projets d'établissement; ii) mise en place de cellules orientation-emploi; iii) développement de projets professionnels d'insertion; iv) diagnostic intégré du territoire

Output	Etat d'avancement des activités clés		
	A temps	En retard	%
Output 1	1	4	25%
Output 2	0	4	0%
Output 3	2	5	40%
Output 4	1	2	50%
Compilé	4	15	27%

- Le projet travail avec des institutions qui apportent une plus value et expérience thématique
- Coordination est considérée satisfaisante par les acteurs rencontrés
 - Répartition des rôles
 - Circulation de l'information (diffusion études...)
- Coûts du projets satisfaisants au regard de l'étendue de la zone et de la complexité du contexte de la Tshopo
- Le COPIL et COTEC se réunissent régulièrement et jouent leur rôle

Mais

- Mise en place des modalités de mise en œuvre longue
 - Identification de certains partenaires bien après le démarrage
 - CS: longue à signer
- Expérience géographique variable
 - Acteurs peu impliqués dans l'identification initiale crée besoin de deuxième phase de diagnostic / précision de l'action
- Faible qualité à l'entrée

Efficienne



- ▶ **QE5 : L'engagement et l'implication des partenaires** au niveau local, provincial et national a-t-il été adéquat et suffisant pour faciliter les processus décisionnels et le pilotage de la mise en œuvre des actions ?

- ▶ **Niveau local** : globalement, oui mais 2 gros bémols
 - Il peut être dur de mobiliser des enseignants non payés qui doivent travailler en parallèle pour subvenir à leur besoin.
 - Processus ralenti car les centres fonctionnent à temps partiel
 - Implication du secteur privé au service de l'employabilité (stages) encore insuffisante

- ▶ **Niveau Provincial**
 - La plupart des acteurs institutionnels (autorités provinciales et inspecteurs) rencontrés sont au fait du programme et de sa logique
 - Mais leur implication est limitée : Leur action se concentre plus sur le suivi que sur une participation active.
 - Leurs faibles moyens limitent leur participation dans la mise en œuvre malgré une volonté de s'engager dans les processus et de les soutenir

- ▶ **Niveau national**: peu impliqué, il ne facilite pas la mise en œuvre (voir constitue un facteur de blocage)
 - Engagement très limité du MPEST

- ▶ QE6 : Dans quelle mesure la conception des dispositifs de financements proposés par Enabel a-t-elle tenu compte des **capacités des bénéficiaires en gestion et suivi** ? Et dans quelle mesure les difficultés de gestion de ces dispositifs ont-ils constitué un obstacle majeur pour l'ensemble de l'implémentation de l'intervention ?

- ▶ Prise en compte adéquate des capacités des bénéficiaires :
 - Diagnostics
 - Accompagnement business plans
 - Formation et accompagnement des enseignants et AVEC...

- ▶ Néanmoins, les capacités en gestion et suivi, et plus généralement les capacités matérielles, des institutions bénéficiaires limitent le rythme de progression du projet

- ▶ Les dispositifs de gestion ne constituent pas un obstacle pour la mise en œuvre de l'intervention mais nécessitent plus de temps pour être consolidés.
 - Pas véritable facteur limitant pour l'ensemble de l'implémentation de l'intervention

Efficiency



- ▶ QE7 : Dans quel mesure le systeme de suivi et evaluation mis en place est-il adapté et performant pour mettre à disposition des données utiles au suivi de l'état d'avancement du projet envers les résultats visés ? Les indicateurs de SE de l'intervention sont-ils SMART ? Le set d'indicateurs utilisé est-il suffisamment compact ?

- ▶ Le système de suivi-évaluation n'a pas fait l'objet d'une grande attention. Une ligne de base existe et les indicateurs sont établies mais les outils de collecte et traitement sont encore peu développés. Le chargé de suivi-évaluation est mutualisé au niveau du bureau régional.

- ▶ Globalement, les indicateurs semblent adaptés et de bonne qualité
 - Les attentes en termes de mesure de la progression de l'acquisition de compétences ne sont pas réalistes à l'échelle du projet: le nouveau référentiel ne concerne que les entrants, pas les sortants
 - Le set d'indicateurs est suffisamment compact et gérable.

- ▶ Processus de validation des données (et de leur qualité) peu clair: Il repose sur le management du projet.

- ▶ A ce jour, le SE se fait principalement à travers le rapportage du projet

- ▶ L'absence de priorisation du SE n'a pas constitué un obstacle à l'avancement du projet (notamment car les résultats sont encore limités)

Impact

- ▶ QE 9 : Dans quel mesure le **projet est-il en voie de capitaliser** des expériences utiles pour le futur ?

- ▶ Le projet ne s'est pas encore organisé pour capitaliser son expérience
 - Thèmes de capitalisation non identifié
 - Système de SE n'intègre pas des données spécifiques à la capitalisation
 - Responsable de suivi évaluation mis en place tardivement et mutualisé

- ▶ Capitalisation nécessitera un temps d'observation de la mise en œuvre et du fonctionnement des initiatives à développer

- ▶ Le temps risque de manquer pour consolider les résultats et produire tous les effets afin d'avoir une vision globale du sujet à capitaliser.
 - La capitalisation nécessiterait des mécanismes de suivi et accompagnement post-projet.

- ▶ QE 11 : Quelle est la valeur ajoutée de l'intervention pour le développement de la province ?

- ▶ Au-delà des effets du projet non-spécifiques à la province:
 - L'intervention permet de mettre en valeur une institution historique de la Tshopo que les autorités congolaises souhaitent réhabiliter (IFA Yangambi)
 - Malgré les synergies, peu d'autres acteurs sont présents sur le segment de la FAR dans la Tshopo
 - L'intervention est en phase avec les enjeux liés au développement durable du paysage de Yangambi (préservation de l'environnement et de la réserve de la biosphère, exode rurale)

- ▶ Toutefois:
 - L'intervention aborde peu un certain nombre de défis structurels :
 - accès aux terres et aux ressources pour les jeunes agriculteurs,
 - accès au marché.
 - Faiblesse de l'environnement économique (transport, énergie, communication...).
 - Ceci devrait limiter l'impact à long terme de l'action sur l'insertion professionnelle

Impact

- ▶ QE17 : Quels sont les effets non intentionnels qui peuvent être observés jusqu'à présent dans toutes les composantes d'intervention mises en œuvre ?

- ▶ Peu d'effets mesurables à ce stade

- ▶ QE 12 : Parmi les expériences menées jusqu'à présent par l'interventions, quelles sont celles qui peuvent être capitalisées pour orienter des futures stratégies d'intervention ?

- ▶ Trop peu d'avancées pour capitaliser à ce stade mais des expériences mériteront à priori d'être capitalisées
 - L'expérience de génération de revenus propres à travers la promotion de l'entrepreneuriat (des apprenants, des enseignants et des centres de formation).
 - Le renforcement des liens entre structures de formation et le secteur privés dans le cadre de la formation pratique (stage, alternance?) et de l'insertion professionnelle.

- ▶ QE14: Quel est le degré d'appropriation par les partenaires nationaux des services dont le développement a été soutenu par le projet ?

- ▶ Le degré d'appropriation est difficile à juger à ce stade mais les autorités rencontrées sont au fait de la logique et des intentions du projet.
 - Leur attitude demeure toutefois assez contemplative
 - L'intérêt pour l'agroécologie n'est pas spontané
 - Appropriation ne sera véritablement observée que lorsque les services et mécanismes mis en place seront fonctionnels

- ▶ Au niveau des institutions bénéficiaires, l'appropriation et l'intérêt sont plus forts: Instituts de formation, AVEC...
 - Mécanismes de gestion, maintenance, suivi et contrôle risquent de ne pas être opérationnels avant la fin du projet

- ▶ Les mécanismes formels de pérennisation des actions au niveau des institutions de tutelle provinciales et nationales risquent de ne pas être en place.

Durabilité

- ▶ QE 15 : Quelle est **la valeur ajoutée de l'approche** proposée en termes de trajectoire de **durabilité** ?
Quelle est la probabilité de continuité des bénéfices produits et des résultats obtenus jusqu'à présent à l'issue de la mise en œuvre ?

- ▶ L'appui à l'entreprenariat des apprenants et enseignants renforce la durabilité financière du système de FAR
 - Risque de désengagement des enseignants??

- ▶ Les initiatives reposent sur des organisations locales (ITA, IFA, entreprises, associations) et non locales mais ayant l'ancrage dans le milieu (CIFOR)

- ▶ Le temps manquera pour consolider les résultats et assurer la continuité des bénéfices produits et des résultats obtenus

- ▶ La problématique de l'accès au foncier n'est pas abordée

- ▶ QE 16 : Le projet dispose-t-il d'une **stratégie de sortie** développée de manière conjointe avec les autorités locales ? Quel est le degré d'implication des parties prenantes, incluant le secteur privé dans la définition de ladite stratégie et/ou dans les activités de projet ?

- ▶ Il n'existe pas de stratégie de sortie formelle

- ▶ L'attitude des partenaires à ce sujet est partagée
 - Les partenaires installés sur le long terme se préoccupent peu de la stratégie de sortie car ils travaillent sur un programme plus large dans une logique long terme
 - Les partenaires non-installés considèrent qu'il existera un besoin de consolidation des actions au-delà de la date de clôture du projet

- ▶ De fait, si les activités prévues devraient pouvoir être réalisées d'ici mars 2026 (constructions, formations,...), il sera nécessaire
 - D'opérer des piques de rappels concernant le renforcement des capacités
 - Travailler sur les modalités de gestion, opération et maintenance des infrastructures
 - Suivre les résultats sur une année scolaire entière
 - D'accompagner les AGR (apprenants, enseignants, instituts de formation): au moins deux cycles de production nécessaires et ensuite mettre en place un mécanisme de suivi et de redevabilité
 - Accompagner les processus d'insertion professionnelle

Genre



► **QE 18 : Est-ce que le projet a prévu une stratégie et une approche inclusives adéquates à réaliser des progrès dans la promotion de l'accès équilibré pour femmes et hommes aux opportunités formatives, aux ressources mises à disposition et donc aux bénéficiaires envisagés tenant compte du contexte d'intervention?**

► **Promotion transversale de l'égalité des genres**

- GIFT cherche à favoriser l'accès des femmes à la formation et à l'emploi dans le secteur agricole / Lutter contre les inégalités de genre dans l'accès à la formation et à l'emploi agricole
 - Prise en compte du contexte du point de vue des inégalités
 - Adaptation des infrastructures aux besoins des femmes
 - Travail sur l'hygiène menstruelle et la VBG pour favoriser la présence régulière des filles (MSI)
 - Bourses pour les filles (80%)
 - Priorité dans l'appui à l'entrepreneuriat et insertion
 - Travail sur la budgétisation favorable à l'égalité des genres (EKAGRI)
 - Bémol: Pas de véritable approche claire pour améliorer la représentativité des femmes dans les instances de gestion des ITA et IFA (nominations par le Ministère... voir fiche indicateur)
- Augmentation du taux d'apprenants féminins dans les écoles mais enjeux liés à l'effectivité de leur insertion
- Durabilité des bourses incertaines.
- L'ensemble des recommandations du diagnostic genre non incorporées dans l'action
- Enjeux autour de l'insertion professionnelle des filles formés : éviter des exemples d'échec pour de nouvelles apprenantes
 - Risque lié à la plus faible acceptation des filles en milieu professionnel

Environnement et Changement Climatique

- ▶ QE 19: Dans quelle mesure l'analyse et le plan préétabli de prévention et **protection de l'environnement** ont-ils été élaborés et appropriés d'une façon adéquate par rapport au contexte et au secteur d'intervention ? Des risques d'effets négatifs sur l'environnement ont-ils été identifiés et pris en compte ?

- ▶ Un CGES existe
 - mais a peu été mis en œuvre car les risques portent surtout sur les infrastructures

- ▶ Les orientations agroécologiques du programme sont positives d'un point de vue environnemental et climatique

- ▶ La place centrale de la réserve de la biosphère dans le paysage de Yangambi favorise la prise en compte de questions environnementales et climatiques

Digitalisation

► Travail autour du Progiciel...

- ▶ Peu d'effets encore observables en termes d'emploi
- ▶ Compléter les salaires faibles et irréguliers des enseignants par des AGR contribue à rendre leur position plus décente mais institutionnalise l'indécence des conditions qui leurs sont proposées.
- ▶ L'environnement semble peu favorable à une pleine prise en compte de ce thème:
 - Les priorités tournent autour de l'emploi, pas sa décence
 - Le paysage se caractérise par des emplois indécents qui entrent en compétition avec ceux appuyés à travers GIFT

Leçons et recommandations

Objectifs et processus

Principales conclusions

- ▶ L'approche est bonne mais les processus associés nécessitent de travailler sur un plus long terme que prévu
 - On manque de temps

- ▶ Des délais estimés irréaliste à la base, associés à une faible qualité à l'entrée aboutissent à des retards significatifs de quasiment toutes les activités
 - Néanmoins, beaucoup de travail réalisé mais pas les infrastructures (et les AGR et travaux d'entrepreneuriat pas assez avancés).

- ▶ Conflit de priorités : délais et infrastructure vs processus de développement (qualité des résultats et durabilité)

MERCI

22/11/2024

Annexe 9 – Recommandations du diagnostic genre

- Mettre en place une politique volontariste de recrutement des femmes dans le personnel enseignant, et prendre des mesures d’accompagnement visant à faciliter l’évolution de leur carrière et l’accès aux fonctions d’encadrement.
- Au niveau des organes de gouvernance des établissements, promouvoir la parité entre les femmes et les hommes, entre les garçons et les filles et surtout intégrer les sujets liés au genre dans leurs missions en s’appuyant notamment sur les textes officiels (par exemple celui sur le fonctionnement des comités des élèves). Il est essentiel de prendre en compte le fait qu’il ne suffirait pas d’avoir des femmes dans ces organes pour faire avancer la question, car sur ces sujets, certaines femmes peuvent avoir des positions plus conservatrices que des hommes. Des actions de sensibilisation et de renforcement des capacités devraient être conduites sur ces différents enjeux, associant aussi bien les hommes que les femmes. Il est par ailleurs indispensable de former au préalable les femmes afin de renforcer leur confiance et soi et leur assurance.
- Adopter une pédagogie intégrant le genre permettant entre autres de questionner les représentations sur les métiers du secteur et de donner davantage confiance aux élèves filles.
- Améliorer l’environnement d’apprentissage en intégrant les besoins spécifiques des femmes/filles en termes de toilettes, d’espaces dédiés aux besoins spécifiques des filles-mères et des enseignantes, de gestion des menstruations à l’école, d’adaptation des moyens d’enseignement (supports, ateliers, laboratoires...).
- Mettre en place des unités genre composés d’élèves F/G et d’enseignants H/F capacité-e-s en genre avec des missions précises, entre autres, sur l’éducation à la sexualité et l’accès aux services de planification familiale.
- Renforcer les liens entre les établissements et les parents d’élèves (les pères aussi bien que les mères) afin de les sensibiliser sur les mariages précoces et les conditions de vie des filles dans la famille, qui affectent leur scolarité (assignations aux charges domestiques).
- Communiquer sur les filières en axant cette communication sur l’égalité F/G.
- Renforcer les liens entre l’établissement et les communautés pour faciliter la diffusion des innovations et la valorisation des savoirs paysans.
- Construire des partenariats avec les organisations professionnelles et paysannes (en particulier les OP féminines) et mettre en place des systèmes de mentorat/coaching pour accompagner l’insertion professionnelle des élèves.
- Mettre en réseau les instituts de FAR appuyés afin de faciliter les échanges de pratiques et le partage d’expériences sur l’intégration du genre dans la FAR.
- Intervenir sur les infrastructures pour améliorer le cadre des apprentissages avec une attention particulière sur l’accès à l’eau et à des sanitaires non mixtes en nombre suffisant.
- Promouvoir des systèmes d’engagement de rétention et de réussite des filles, et assurer leur pérennité en intégrant par exemple dans les budgets des établissements des lignes budgétaires spécifiques au fonctionnement de ce système (bourses, soutien scolaire,

sensibilisation et implication des parents, prévention des grossesses précoces, accès aux services de planification familiale, renforcement de la participation des femmes à la gouvernance des instituts...).

- Promouvoir un système d'insertion professionnelle à travers une préparation des élèves/étudiantes à l'entrepreneuriat agricole ou la poursuite des études universitaires.
- Travailler avec les leaders communautaires afin de sécuriser l'accès des femmes à la terre.